

D'HIER À DEMAIN :

Au coeur
de l'action
solidaire



**L'ENTRAIDE
MISSIONNAIRE**

D'HIER À DEMAIN :
Au coeur de l'action solidaire



Présentation

Lors de la publication du livre *Une histoire d'avenirs* en 1986, il est écrit en postface :

L'Entraide, en lien avec tout un réseau de groupes et de communautés, a en effet largement contribué à orienter la réflexion et la pratique missionnaire, à bâtir « des avenir » pour la vie en Église et en société. En conservant la mémoire d'une si riche expérience, ce livre veut aider à préparer la suite de l'histoire.

Et cette histoire s'est continuée...

Au moment du départ de deux permanent-e-s qui y ont œuvré, Suzanne Loïselle et Denis Tougas, L'Entraide missionnaire vous offre la présente publication des mots d'ouverture de presque trente ans de congrès de L'EMI, rédigés et présentés par Suzanne, directrice de l'organisme.

C'est à travers ces moments de rencontres et de réflexions que nous retraçons l'histoire qui se poursuit témoignant de L'EMI au cœur des débats, luttes, questionnements et engagements, en solidarité avec celles et ceux qui s'impliquent et qui continuent de lutter pour un monde meilleur.

INFORMATION, DÉSINFORMATION – S'Y RETROUVER...

Congrès 1987

Interventions

Jean-Marie Ladouceur

Paul-André Comeau

Martine D'Amours

Eddy Louis-Jacques

De diverses régions et réalités du Québec, sept (7) expériences de désinformation

Ateliers

Nicaragua

Palestine

Paix et désarmement

Réfugiés

Information religieuse

Plénière

Exposé de Charles Antoine

11 au 13 septembre 1987

INFORMATION, DÉSINFORMATION – S'Y RETROUVER...

Au nom de l'équipe des permanent-e-s de L'Entraide missionnaire, il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce congrès annuel.

Pourquoi le thème *Information, désinformation – s'y retrouver* dans un congrès qui ne rejoint pas majoritairement des journalistes ou des expert-e-s de l'information?

Nous pouvons certes affirmer que nous sommes des assidu-e-s des médias, préoccupé-e-s de savoir ce qui se passe sur la planète. Nous sommes aussi attaché-e-s profondément à l'un des fondements de la démocratie : la liberté de presse qui est inséparable du droit que nous avons à une juste information.

Mais savons-nous vraiment ce qui se passe chez nous et ailleurs? Quelles sont nos sources d'information? En existe-t-il de fiables? Qu'est-ce qui se dit ou ne se dit pas, et en fonction de quels intérêts? Y a-t-il une stratégie de l'information? Une de la désinformation? Pensons-nous recevoir une information « neutre », « impartiale », « objective »? Une information de « qualité »? Quelques questions plus spécifiques méritent aussi d'être étudiées. Quelle place l'événement religieux tient-il dans la presse écrite? Quel type d'information l'Église institutionnelle génère-t-elle? Que disent les médias des Palestinien-ne-s? Qu'en est-il au juste de l'OLP et de l'unité arabe sur la question palestinienne? Comment la menace soviétique est-elle présentée dans les médias et les documents officiels du gouvernement? Quelles tendances prédominent dans la dynamique Église-révolution au Nicaragua et comment les médias en rendent-ils compte? Qu'est-ce que les médias véhiculent sur les réfugié-e-s? etc.

Au cours de ce congrès, nous n'avons certainement pas la prétention de vider toutes ces questions. Nous n'avons pas non plus la prétention de faire des consensus dans nos réponses à ces questions. Nous portons cependant l'espoir que ce congrès soit un lieu pour stimuler notre esprit critique en faisant place aux soupçons, aux recherches, aux confrontations et aux débats. En développant notre esprit critique, nous pouvons peut-être agir et mieux agir, mieux orienter nos pratiques « missionnaires » et prendre des décisions plus éclairées.

Nous ne sommes pas des pionniers, pionnières de ce type de questionnement. À titre d'exemples, chez nous au Québec, en 1984, le 10^e congrès de la Fédération nationale des communications avait dénoncé les limites de l'information. En 1985, le groupe de recherche *La maîtresse d'école* avait publié dans *L'arme de l'information* une analyse comparative de contenu qui illustre l'urgente nécessité de démocratiser les communications. Le congrès de L'Entraide missionnaire s'inscrit dans cette patiente recherche pour saisir et comprendre les sources et les mécanismes d'information qui déterminent nos opinions et nos engagements. Ce congrès veut aussi explorer et proposer différentes voies d'accès à une véritable information. Nous souhaitons aussi que ce congrès nous interpelle en tant que chrétien-ne-s face à ce monde de l'information en nous renvoyant à notre tâche urgente de « faire la vérité », la « vérité qui nous rend libres ».

Avant de céder la parole à Albert Beaudry qui a accepté l'animation du congrès, il me fait extrêmement plaisir de vous présenter Monsieur Charles Antoine, directeur de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine), qui nous accompagnera pendant tout le congrès et prononcera la conférence de dimanche matin.

Maintenant, place au Droit de parole et à son animateur Albert Beaudry! Merci Albert, merci aux participant-e-s du Droit de parole! Merci à chacun, chacune de votre présence ici ce soir! Bon Droit de parole... Bon congrès!



Eddy Louis-Jacques, Martine D'Amours, Albert Beaudry, Paul-André Comeau et Jean-Marie Ladouceur

CONGRÈS 1988

**DEFENDRE
LES DROITS HUMAINS.**

et pourquoi au juste ?



DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS ET POURQUOI AU JUSTE?

Congrès 1988

Intervention de Noël St-Pierre

Ateliers

Le droit à la terre
Les droits civils et démocratiques
Les droits culturels
Les droits économiques et sociaux

Plénière

Les droits humains – des traditions concurrentes

Gregory Baum

Les droits des femmes dans l'Église

Marie-Andrée Roy

Église et droits humains en Haïti

Renaud Bernardin

Les fondements de la défense des droits humains

Guy Aurenche

9 au 11 septembre 1988

DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS : ET POURQUOI AU JUSTE?

Au nom de l'équipe des permanent-e-s de L'Entraide missionnaire (L'EMI), vous souhaiter ce soir la bienvenue au congrès me fait grand plaisir.

Pourquoi un congrès consacré aux fondements de la défense des droits humains? À l'occasion du 40^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous sommes invité-e-s avec d'autres mouvements et organismes à prendre au sérieux la violation quotidienne, systématique des droits humains partout sur la planète; nous sommes aussi invité-e-s à nous situer dans le mouvement de défense des droits humains. Au-delà de la nécessité de nous retrouver dans un ensemble de termes, de textes, de déclarations; de conventions, de pactes; ce congrès voudrait vous permettre de saisir l'importance et la pertinence du combat pour les droits humains. Que nous vivions au Nord ou au Sud, dans un système capitaliste ou socialiste, au cœur de la tradition occidentale ou au cœur des urgences des sociétés du tiers-monde, nous constatons une grande divergence de perspective en matière de défense des droits humains.

Mais savons-nous vraiment ce qui se passe en matière de violation de droits humains et de travail de défense des droits humains chez nous et ailleurs? Comment se pose la question du droit à la terre aux Philippines? Qu'en est-il réellement des libertés civiles dans les sociétés dites démocratiques? En imposant la culture latine et le droit romain en Afrique, l'Église s'est-elle rendue coupable d'une violation des droits humains? Jusqu'où serions-nous prêt-e-s à aller pour promouvoir une plus grande justice en matière de droits socio-économiques chez nous? Jusqu'où l'Église défend-elle les droits humains? D'où vient la distance qui sépare les prises de position au sein même de l'Église catholique? Au nom de quoi, de qui nous engageons-nous pour la défense des droits humains? Quels sont les choix de société qui favorisent ou retardent le respect des droits humains? Au fond, de quoi parlons-nous quand nous faisons appel à la lutte pour les droits humains? Quelles sont les sources chrétiennes de cette lutte?

Au cours de ce congrès, nous n'avons certainement pas la prétention de vider toutes ces questions. Nous n'avons pas non plus la prétention de faire des consensus dans nos réponses à ces questions. Nous portons cependant l'espoir que ce congrès contribue à dégager les fondements et les enjeux de la défense des droits humains; qu'il contribue aussi à raffermir notre détermination dans notre travail avec des personnes, des groupes, des populations, des peuples dont les droits sont violés. Nous souhaitons également que le congrès nous aide à mieux orienter nos engagements de travail, nos solidarités et nos pratiques missionnaires face aux nombreux défis à relever pour changer le monde.

Comme l'a écrit Merleau-Ponty :

Tout le monde se bat au nom des mêmes valeurs : la liberté, la justice. Ce qui départage, c'est la sorte d'hommes (et de femmes) pour qui l'on demande justice et liberté, la sorte d'hommes (et de femmes) avec qui l'on entend faire société : les esclaves ou les maîtres.

Nous souhaitons enfin que ce congrès interroge nos responsabilités de chrétien-ne-s face aux violations universelles des droits humains en nous renvoyant à notre tâche urgente de lutter pour

les droits des autres et de ces autres qui sont les privilégiés de Dieu, les appauvris et les exploités de ce monde. Il s'agit du défi immense de passer de la déclaration universelle des droits humains à la lutte pour les droits humains et à la défense de ceux et celles dont la vie et la dignité sont sans cesse menacées.

Avant de terminer, il me fait extrêmement plaisir de vous présenter Monsieur Guy Aurenche, avocat à Paris, président de la Fédération internationale des associations chrétiennes pour l'abolition de la torture et auteur d'ouvrages sur les droits humains. Il nous accompagnera pendant tout le congrès et prononcera la conférence du dimanche matin. Il me fait aussi très plaisir de vous signaler la présence de Dominique Boisvert, ancien permanent de L'EMI, donc très bien connu de nous tous-tes, qui a accepté l'animation du congrès.

Merci Monsieur Aurenche! Merci Dominique! Merci à chacun-chacune de votre présence ce soir et de votre participation au congrès! Je vous le souhaite bon et fécond!



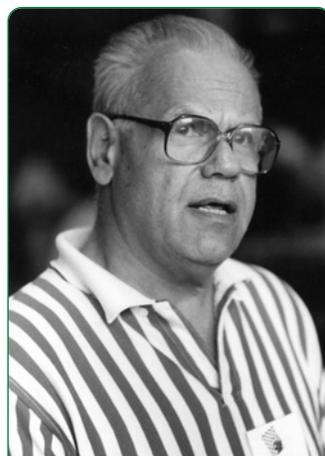
Gregory Baum, Marie-Andrée Roy, Dominique Boisvert, Renaud Bernardin



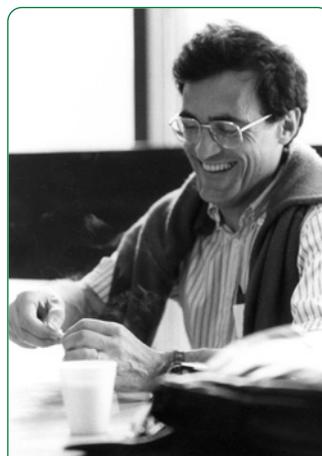
Renaud Bernardin



Marie-Andrée Roy



Gregory Baum



Guy Aurenche



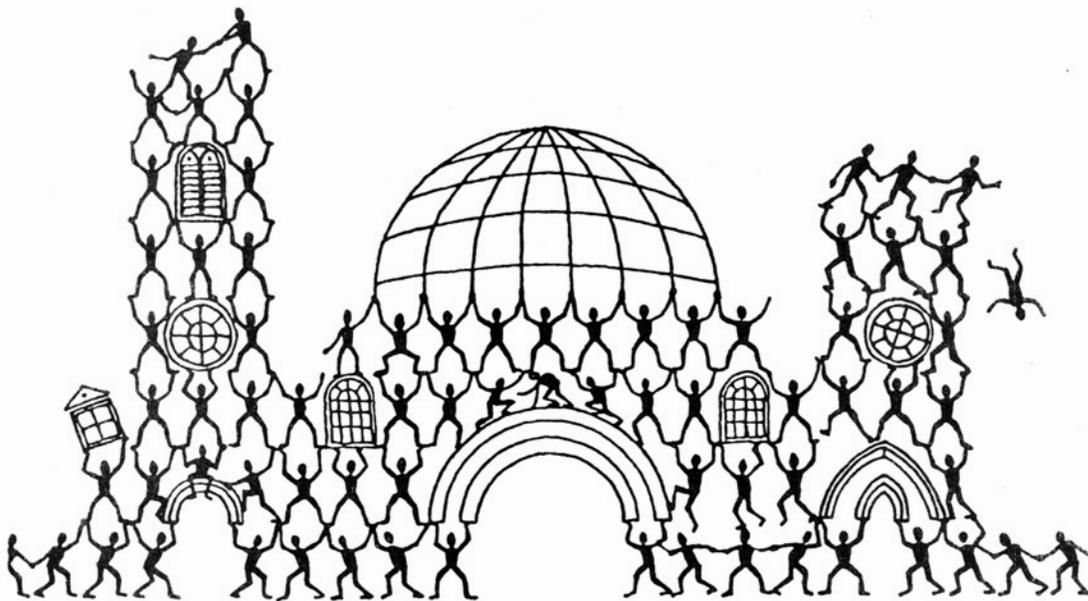
Dominique Boisvert

CONGRÈS 1989



ENTRAIDE
MISSIONNAIRE INC.

CONGRÈS 1989



MONDE... ÉGLISE... EN MAL DE DÉMOCRATIE

15, OUEST, DE CASTELNAU, MONTRÉAL, QUÉ. H2R 2W3 — TÉL.: (514) 270-6089

MONDE... ÉGLISE... EN MAL DE DÉMOCRATIE

Congrès 1989

Diagnostics

Les sociétés en mal de démocratie

Marcel Pepin

La démocratie dans l'Église

Rémi Parent

La démocratisation dans l'Église

Ivone Gebara

Pratiques alternatives

Espaces de libération

Pierre Vallières

Ateliers

Politique du mémoire « L'appauvrissement au Québec »

Projet « Parole et Vie » vs idéologie de la sécurité ecclésiastique

Être jeune, c'est être... exclu-e

Être autochtone dans nos démocraties

Leviers d'action

Le procès d'Abraham

Nos pratiques démocratiques, à la lumière de l'Évangile

Jacques Bélanger

MONDE... ÉGLISE... EN MAL DE DÉMOCRATIE

Bonsoir,

Au nom de l'équipe préparatoire du congrès, il me fait grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue.

Pourquoi un congrès consacré à nos sociétés et à notre Église *en mal de démocratie*? À l'occasion des questionnements radicaux sur les limites des démocratisations de nos sociétés et sur l'avenir de nos démocraties, nous sommes invité-e-s avec d'autres mouvements et organismes à réfléchir sur nos acquis, sur nos contradictions, sur nos essais. Vers quels projets de société voulons-nous aller? Nous sommes-nous vraiment posé la question dans le présent contexte électoral et au plus fort des « négociations » des employé-e-s du secteur public avec l'État employeur? Qu'on pense à la grève des infirmières...

Nous sommes aussi invité-e-s à nous situer dans l'Église face aux mises au silence de théologien-ne-s, d'évêques, de biblistes, de communautés de base; face au désaveu actuel de la CLAR par le CELAM; face au huis-clos de prochaines rencontres ecclésiales chez nous; face à l'imposition par Rome du nouveau serment de fidélité à tous ceux et celles qui exercent une fonction au nom de l'Église.

Ce congrès voudrait nous permettre de saisir l'importance et la pertinence de nos luttes pour les droits démocratiques dans nos sociétés et dans nos églises. Que nous vivions au Nord ou au Sud, dans des démocraties dites libérales ou populaires, dans des démocraties formelles ou de façade, dans des régimes dictatoriaux, civils ou militaires, au cœur des traditions occidentale et orientale ou au cœur des urgences des sociétés du tiers-monde, nous constatons une grande divergence de perspectives en matière de démocratie et de démocratisation.

Pouvons-nous par exemple parler de véritable démocratie quand chaque quatre (4) ans, les présidents ou les premiers ministres de nos pays sont élus avec moins de 50% des votes de l'électorat? Quels sont les choix de société qui favorisent ou retardent l'avènement de sociétés démocratiques? Comment se pose la question de la démocratisation dans une église reconnue comme un organisme centralisateur ayant à sa tête un évêque, celui de Rome? Comment comprendre la cohérence entre les grands discours de l'Église, en particulier ceux sur les droits de l'homme, et les « choix stratégiques, en particulier quant aux nominations épiscopales, particulièrement dans des Églises comme celle des Pays-Bas, de l'Autriche, et comme celles d'Amérique latine, où la préférence va nettement aux hommes d'ordre plutôt qu'aux prophètes? »

(*Quelle Église pour demain?*, François Biot, Échanges no 227-28, nov.-déc. 1988).

D'où viennent la non-place faite aux femmes, l'infériorisation toujours actuelle du laïc par rapport au clerc, la romanisation des églises locales qu'elles soient africaines, asiatiques ou latino-américaines?

Comme l'écrit Paul Valadier, jésuite, démis de ses fonctions de directeur de la revue *Études*, *Faut-il nous rappeler « la vive polémique développée au XIXe siècle contre les droits de l'homme qui a rangé l'Église du côté des courants anti-républicains, nous dirions aujourd'hui antidémocratiques... L'anti-républicanisme conduira aussi à de coupables complaisances envers les régimes politiques opposés aux principes démocratiques, et donc à de longs aveuglements devant la montée des fascismes ».*
(Paul Valadier, *L'Église en procès*, pp. 153-154)

À l'heure où deux logiques s'affrontent dans notre Église, la logique institutionnelle et la logique missionnaire, comme nous le rappelait Gregory Baum au cours du congrès de l'an dernier, à l'heure où les fascismes refont surface un peu partout, à l'heure où l'appauvrissement gagne du terrain au Québec, à l'heure où la vie religieuse est mise au pas par la condamnation du projet *Parole et Vie* de la CLAR par le CELAM, à l'heure où les jeunes sont exclus dans la construction de projet de sociétés nouvelles (chez nous, en Chine...), à l'heure où nos sociétés refusent aux autochtones la reconnaissance de leurs droits et l'accessibilité à leurs terres, les démocraties, les démocrates et les démocratisations ont-ils encore de l'avenir?

Au cours de ce congrès, nous n'avons certainement pas la prétention de vider ces questions. Nous n'avons pas non plus la prétention de faire des consensus dans nos réponses à ces questions. Nous croyons cependant que l'heure est venue de nous demander de quoi est faite la véritable démocratie, de reconnaître les contradictions et de vérifier les chances réelles de participer à la construction de sociétés démocratiques. Nous croyons aussi pertinent de rêver à l'établissement d'une démocratisation dans nos églises. Nous souhaitons que le congrès nous fasse surtout entrevoir des Églises qui contribuent à construire aujourd'hui des sociétés sans exclus, sans appauvris et sans exploités. Nous souhaitons enfin que le congrès nous aide à préciser des pratiques alternatives qui orientent nos engagements de travail, nos solidarités et nos pratiques missionnaires face aux nombreux défis à relever pour changer nos mondes et nos églises.

... C'est pourquoi il faut se remettre en route, dans une condition d'homme et de femme libres à la recherche du Seigneur, qui toujours précède les siens... à celui qui prétend que jamais rien ne changera vraiment dans une église « intransigeante », on ne peut que demander... de se mettre... collectivement devant les nouvelles conditions sociales et culturelles de l'annonce du message évangélique. C'est seulement dans la mesure où l'Église, dans tous ses membres et à travers toutes ses structures, devient consciente d'un cours nouveau des choses que des modifications de mentalités, d'idées, de structures s'opéreront peu à peu. Là est l'originalité du Concile : il a brisé par rapport aux conceptions d'un catholicisme assiégé et il a ouvert la voie à une relation sans peur ni timidité avec le monde moderne.

(Paul Valadier, *L'Église en procès*, p. 176)

Souhaitons-nous ensemble de ne pas avoir peur, de ne pas tourner le dos trop longtemps à l'esprit de Vatican II et de nous « remettre en route »!

Avant de terminer, il me fait extrêmement plaisir de remercier tous ceux et celles qui ont rendu possible ce congrès. Je remercie de façon particulière Jacques Bélanger et Jean-Marie Ladouceur qui se sont joints à l'équipe des permanent-e-s de L'Entraide dans la préparation de ce congrès. Je remercie tous ceux et celles qui ont accepté d'intervenir : Marcel Pepin, Rémi Parent, Pierre Vallières, Yvette Bellerose, Franklin Midy. Je remercie de façon spéciale Ivone Gebara qui nous arrive du Brésil et qui nous accompagne tout au long du congrès. Je remercie Thérèse Bouchard pour l'animation du congrès. Je remercie tous ceux et celles qui sont à l'accueil, qui animeront des ateliers, qui nous aideront à prier et à célébrer notre espérance.

Merci à chacun-e de votre présence ce soir et de votre participation à cet événement annuel. Je vous souhaite un bon et stimulant congrès!



Pierre Vallières



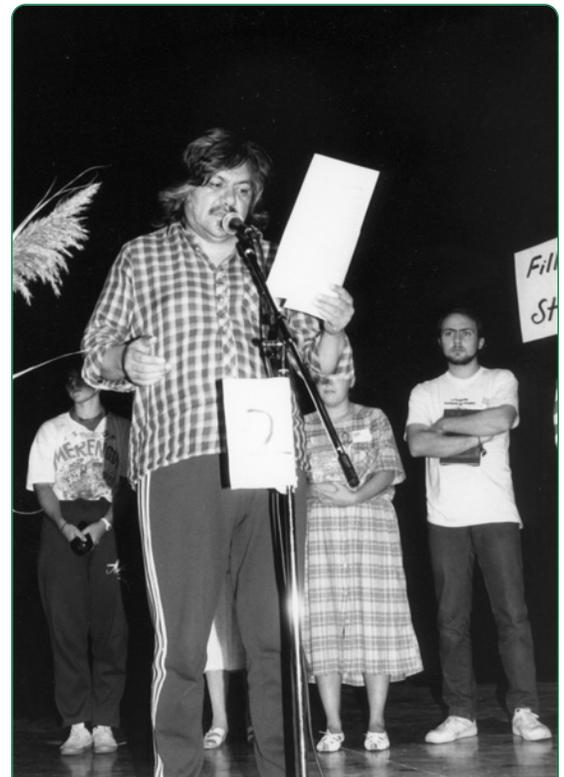
Marcel Pepin et Thérèse Bouchard



Congrès 1989



Congrès 1989



Congrès 1989



Congrès 1989

CONGRÈS 1990

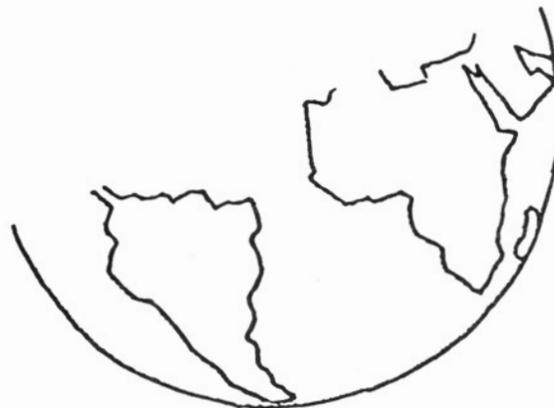
CONGRES 1990

Entraide missionnaire



PROJETS DE SOCIÉTÉ ... PROJETS D'ÉGLISE ...

Conflits et légitimation



PROJETS DE SOCIÉTÉ... PROJETS D'ÉGLISE... CONFLIT ET LÉGITIMATION

Congrès 1990

Femmes en tête d'affiche

Projets de société... projets d'Église
Pedro Ribeiro de Oliveira

Panel

Projets de femmes d'Église – projets de société
Danielle Forest

Certaines limites de la théologie de la libération
Stanislas Maillard

Économie de marché, société de marché, religion du marché
Franklin Midy

Ateliers

Le chemin de Damas

La Misyon Alfa en Haïti

Évangélisation/Lumen 2000

Célébration du 50^e anniversaire du droit de vote des Québécoises

Vivre ses conflits

Annette Legault

PROJETS DE SOCIÉTÉ... PROJETS D'ÉGLISE... CONFLITS ET LÉGITIMATION

Bonsoir à chacune, à chacun,

Au nom de l'équipe de L'Entraide missionnaire, il m'est très agréable de vous souhaiter la bienvenue à ce congrès annuel.

Au congrès de 89, *Monde... Église... en mal de démocratie*, nous avons rêvé de sociétés et d'églises faisant surgir un monde sans exclu-e-s.

En continuité, nous voulons cette année reprendre des projets de société... des projets d'église... Quels modèles de sociétés et d'églises portent-ils? Quels types de conflits génèrent-ils? Ces projets sont-ils à la remorque d'un ordre établi ou bonne nouvelle selon l'esprit de Jésus et ce, pour aujourd'hui?

Pourquoi un congrès consacré aux projets de société... aux projets d'église? Pourquoi un congrès consacré aux conflits qui surgissent de projets de société et de projets d'église antagoniques... contradictoires?

Des événements, des luttes, des crises ont marqué la dernière année. Qu'on se rappelle...

- les mutations politiques importantes en Europe de l'Est, en Amérique centrale;
- la lutte interminable du peuple salvadorien, la mort de milliers d'entre eux, d'entre elles, dont les plus connus sont les six (6) jésuites de l'Université centre-américaine, leur cuisinière et sa fille;
- la libération de Nelson Mandela et la lutte encore fort difficile du peuple sud-africain contre l'apartheid;
- l'échec de l'accord du lac Meech;
- la fermeture d'instituts théologiques (ITER à Recife, le séminaire Cardjin à Bruxelles);
- la lettre de Jean-Paul II aux religieux-euses d'Amérique latine... en juillet dernier;
- la crise du golfe persique;
- la crise actuelle de nos rapports avec la communauté mohawk;
- etc.

C'est dans ce contexte très conflictuel que nous ouvrons le congrès de cette année. Nous le vivrons...

- En solidarité avec des centaines de chrétien-ne-s de sept (7) nations du Tiers-Monde qui ont pris la parole dans le 3e document Kairos (document qui a inspiré largement la démarche du congrès); nous nous poserons de sérieuses questions tant sur la violence des conflits politiques actuels que sur le fait de trouver des chrétien-ne-s de chaque côté des conflits : ceux/celles qui prennent parti pour les oppresseurs et défendent le statu quo vs ceux/celles qui se solidarisent avec les appauvris et luttent pour le changement. Que ces deux groupes antagonistes invoquent le nom de Dieu et de Jésus-Christ pour légitimer leur option et leur action, c'est en soi « un scandale et une crise qui mettent au défi le peuple chrétien de nos pays ». S'agit-il d'un même Dieu? Dieu peut-il être des deux côtés? Sinon de quel côté est Dieu?
- En solidarité avec des centaines d'Haïtien-ne-s qui ont cru dans la Misyon Alfa lancé le 7 mars 1986 par la Conférence épiscopale haïtienne et aussi en solidarité avec ces Haïtien-ne-s qui souffrent encore aujourd'hui des conséquences de l'arrêt brusque de cette misyon par la CEH en avril 1988. Nous nous questionnerons sur le type de projet de société et de projet d'église sous-tendus par la Misyon Alfa; comme chétien-ne-s du Nord, où vont nos solidarités, deux ans après la fermeture de la Misyon Alfa? Que faisons-nous en solidarité avec le peuple haïtien qui réclame justice avant les élections peut-être prochaines?
- En solidarité avec des milliers de Québécoises qui se souviennent cette année de l'incroyable lutte que quelques-unes ont menée pour obtenir le droit de vote pour toutes, droit acquis il y a 50 ans; en cette année où l'épiscopat du Québec reconnaît publiquement que leurs collègues avaient manifesté une vive opposition au droit de vote des femmes; nous nous interrogerons sur la portée du geste des évêques. Aura-t-il des lendemains? Sera-t-il subversif pour la société québécoise, pour l'église d'ici? Ce geste est-il réparateur... récupérateur... prophétique?...
- Au cours du congrès, nous nous familiariserons aussi avec les origines charismatiques et occidentales bien définies d'Évangélisation/Lumen 2000, deux organisations aux objectifs semblables. Nous nous interrogerons sur l'histoire de ces entreprises ainsi que les méthodes utilisées : quelles sont les valeurs et quels sont les projets de société sous-tendus par ces deux entreprises?

Au cours de la fin de semaine, nous chercherons à mieux saisir notre rôle d'acteurs, d'actrices dans la construction de sociétés et d'églises nouvelles. Dans notre mission communautaire de participer pleinement à la construction du Royaume – monde d'égalité, de partage des biens – nous espérons nous habiliter un peu plus à faire émerger les vrais débats, à mieux nommer les conflits qu'engendrent les nouveaux projets de sociétés et d'églises en train de naître. Comme nous le rappelait Ivone Gebara au congrès de l'an dernier... *le plus dangereux encore...*, c'est que *la bonne nouvelle est en train de se répandre, qu'elle a traversé nos frontières et qu'elle commence à créer des liens très forts qui ne viennent pas de l'Esprit. Et les gens commencent à avoir le courage de parler, de libérer la parole, de poser des questions, d'aller vers les pauvres, de dire non aux injustices comme si la Pentecôte de la justice était arrivée partout, hors des murs des institutions. Si cette Pentecôte concrète, historique, courageuse qui fait peur aux bien portants et aux bien pensants, continuait d'advenir parmi nous au cœur de nos projets de sociétés et d'églises... au cœur des conflits qui surgissent de projets de société et de projets d'église antagoniques... opposés... contradictoires...*

Se pourrait-il que les moments de crise soient des temps favorables? Se pourrait-il qu'il soit possible d'apprendre à avancer au cœur des conflits?

Avant de terminer, il me fait extrêmement plaisir de remercier tous ceux et celles qui ont rendu possible ce congrès. Je remercie tous ceux et celles qui ont accepté d'intervenir : Annette Legault, Claude Lacaille, Franklin Midy, Danielle Forest... Je remercie de façon spéciale Stanislas Maillard qui nous arrive de Paris... Pedro Ribeiro de Oliveira qui nous arrive du Brésil... (Pedro et son épouse Mérita ont accepté de déplacer la fête de leur 25^e anniversaire de mariage... pour être parmi nous). Je remercie déjà Pierre Viau pour l'animation du congrès. Je remercie tous ceux et celles qui sont à l'accueil, à la cuisine, à la librairie, tous ceux et celles qui animeront des ateliers, tous ceux et celles qui nous aideront à prier et célébrer notre audace...

Merci à chacun-e de votre présence ce soir et de votre participation à cet événement annuel. Je nous souhaite un bon et fécond congrès!



Congrès 1990



Congrès 1990

CONGRÈS 1991

CONGRÈS 1991

1492 - 1992

**À LA REDÉCOUVERTE
DE NOTRE HISTOIRE
ET DE NOTRE MISSION**

6 - 7 - 8 SEPTEMBRE 1991

COLLÈGE de MAISONNEUVE
2700, rue BOURBONNIÈRE
MONTRÉAL (MÉTRO PIE IX)

Pour plus d'informations
s'adresser à:

ENTRAIDE MISSIONNAIRE

15 De Castelnau ouest, Montréal (Québec) H2R 2W3

Tél.: (514) 270-6089 / Fax: (514) 270.61.56

Nous remercions l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour sa contribution financière.



1492-1992 : À LA REDÉCOUVERTE DE NOTRE HISTOIRE ET DE NOTRE MISSION

Congrès 1991

Relecture autochtone de l'événement des 500 ans
Georges E. Sioui

Le contexte sociopolitique des missions de la Nouvelle-France
Denys Delâge

Voix et présence des femmes – 500 ans d'histoire dans notre Amérique
María Alicia Puente de Guzmán

Panel : *500^e anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique*

Vues du Japon
Daniel Fradette

Vues de Chine
Michel Marcil

Vues d'Afrique
Melchior Mbonimpa

Nous sommes toutes les deux « sœurs »
Jeannette Fanfan et Francisca Cuevas

Credo d'un prêtre brésilien
Benedito Ferraro

« In God we trust »
Maryse Brisson

Les autochtones et les célébrations du cinquième centenaire
Félix Atencio Gonzales

6 au 8 septembre 1991

1492-1992 - À LA REDÉCOUVERTE DE NOTRE HISTOIRE ET DE NOTRE MISSION

Bonsoir à chacune, à chacun,

C'est toute l'équipe de L'Entraide missionnaire qui vous accueille et vous souhaite la bienvenue à ce rassemblement annuel.

Le congrès de cette année se situe une fois de plus dans le contexte d'une année mouvementée. On se rappellera en effet

- les élections en Haïti et l'investiture de Jean-Bertrand Aristide comme 1er président élu de la République d'Haïti;
- l'incroyable et meurtrière guerre du Golfe;
- le récent coup d'État raté à Moscou et l'accélération du processus de transformation de la société soviétique;
- les crises successives qui secouent le continent africain... en Éthiopie... en Somalie... au Rwanda... au Mali... au Zaïre... en Afrique du Sud...
- l'après-crise d'Oka et son impact sur nos rapports avec la communauté mohawk;
- les débats autour du projet de Grande Baleine et le report de son exécution à une date ultérieure;
- la mise en tutelle de la Confédération latino-américaine des religieuses et religieux (CLAR) par le Vatican;
- les mises au silence successives de théologiens et de théologiennes dont la plus récente, la seconde mise au silence de Leonardo Boff;
- etc.

C'est dans cette conjoncture que s'ouvre le congrès... dont le thème est *1492-1992 – À la redécouverte de notre histoire et de notre mission*. Pourquoi un congrès consacré aux 500 ans de l'histoire des Amériques? Comme l'écrivent Virgil Elizondo et Leonardo Boff dans *La voix des victimes*, qui l'écouterà?

Le 12 octobre 1492 a commencé pour l'Amérique latine et pour les Caraïbes un vendredi saint de douleur et de sang qui se poursuit jusqu'à maintenant sans connaître le dimanche de la résurrection. Les principaux récits des événements ont été faits à partir des caravelles qui arrivaient pour conquérir et non du point de vue des victimes qui étaient sur le rivage et qui subirent la domination. Les victimes crient et leurs souffrances nous interpellent.

(*Concilium* 232, 1990, pp. 7-10)

Pourquoi faire mémoire

- de l'extermination violente de millions de nos frères et sœurs des premières nations (des auteurs parlent d'au moins 75 millions)?
- De l'esclavage en Amérique latine et dans les Caraïbes de 10 millions d'Africains... le nombre augmente encore si on tient compte de tous les noirs qui moururent dans le trafic même des esclaves?
- De milliers de femmes « conquises et violées » selon l'expression de Julia Esquivel?
- Du rôle des États coloniaux et des églises au cours de cette histoire d'invasion et de conquête?

1992 est plus qu'une date. Ce congrès veut créer un espace pour jeter un peu de lumière sur les 500 ans qui ont constitué ce que nous vivons jusqu'ici dans les Amériques. Nous voudrions le faire en relisant l'histoire du point de vue de ses victimes, les Indigènes, les Afro-américains, les femmes... Tout en considérant que ces 500 ans ont été décisifs pour l'Europe colonisatrice, nous voudrions le faire aussi en cherchant en quoi ces 500 ans sont importants pour les autres continents. D'où l'importance accordée au panel de samedi où seront exprimées des vues africaines et asiatiques sur l'événement des 500 ans.

À l'aube de 1992, au-delà de « remonter l'horloge de l'histoire », le congrès se voudrait un lieu d'approfondissement de nos analyses et de clarification de nos solidarités d'aujourd'hui. Quel constat faisons-nous maintenant de nos rapports avec les peuples autochtones de la planète? avec les victimes de l'histoire d'aujourd'hui là où nous sommes? Sommes-nous prêt-e-s à rencontrer d'autres spiritualités, d'autres religions? À accueillir d'autres théologies? Accepterons-nous de recevoir l'interpellation des victimes de l'histoire et d'unir nos efforts aux leurs pour qu'advienne leur libération?

Nous sommes aussi invité-e-s à relire comment dans l'histoire de ces 500 ans des Amériques, la foi chrétienne a été présente – et absente – de diverses manières. La question religieuse y a joué un rôle de premier plan, bien que différent selon qu'on est conquérant ou conquis, envahisseur ou envahi, vainqueur ou vaincu. En nous laissant confronter aux modèles théologiques et ecclésiologiques qui ont sous-tendu l'histoire de la conquête et de l'évangélisation des Amériques jusqu'à aujourd'hui peut-être entreverrons-nous les chemins de l'annonce de l'Évangile pour le temps qui vient.

Au cours de cette fin de semaine, l'invitation nous est faite de relever le défi de nous réapproprier ensemble la réalité de l'histoire et de l'évangélisation des Amériques. Serons-nous prêt-e-s à nous laisser transformer par l'« autre »? Nous retrouverons-nous sur les mêmes chemins de solidarité et de lutte avec ceux et celles qui ont résisté et continuent de résister aux « plans de mort » depuis 500 ans? Nous sentirons-nous concerné-e-s par des propositions d'actions des premières

nations visant à célébrer leur lutte pour la justice, la liberté, la fin du racisme, l'autodétermination de leurs peuples? Puisse la commémoration des 500 ans nous trouver présent-e-s à ce nouveau rendez-vous avec l'histoire et capables de « faire mémoire pénitentielle »...

Pour nous aider à entrer dans la perspective de l'« autre », je propose à votre réflexion un texte du 17^e siècle, un témoignage maya de la prophétie du Livre des Lignages.

*Ce fut seulement par le temps fou, par les prêtres fous, qu'entra en nous la tristesse,
qu'entra en nous le christianisme. Parce que les très-chrétiens sont arrivés ici avec le vrai Dieu;
mais cela a été le début de notre misère,
le début du tribut,
le début de l'aumône,
la cause d'où sortira la discorde occulte,
le début des combats avec des armes à feu,
le début des bouleversements,
le début des dépouillements de tout,
le début de l'esclavage par les dettes,
le début des dettes collées sur le dos,
le début de la rixe continuelle,
le début de la souffrance.*

*Ce fut le début de l'œuvre des Espagnols et des pères, où l'on commença à manipuler
les gros bonnets, les maîtres d'école et les procureurs...*

*Les pauvres ne protestaient pas contre celui qui, à son gré, les réduisait en esclavage,
l'Antéchrist sur la terre, tigre des peuples chat haret (sauvage) des peuples, suceur du
pauvre Indien.*

*Mais arriva le jour où parviendront jusqu'à Dieu les larmes de leurs yeux et où la justice
de Dieu s'abattrait d'un coup sur le monde.*

*(Témoignage maya de la prophétie du Livre des Lignages (Chilam Balam de Chumayel),
cité par M.L. Portila, op. cit. (El reverso de la conquista), 86.*

Que ce témoignage maya imprègne notre recherche durant ce congrès.

Je ne peux terminer ce mot d'ouverture sans remercier chaleureusement tous ceux et celles qui ont rendu possible ce congrès. Je remercie de façon spéciale ceux et celles qui interviendront pendant le congrès : des membres du Grand Conseil des Cris, Georges E. Sioui, Denys Delâge, María Alicia Puente de Guzmán, Régis Belzile, Élisabeth Garant, Michel Marcil, Melchior Mbonimpa,

Enrique Dussel et Félix Atencio Gonzales. Je remercie déjà Lucie Lépine et Guy Labonté pour l'animation du congrès. Je remercie ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, tous ceux et celles qui nous aideront à prier et à « faire mémoire pénitentielle ».

Merci à chacun et chacune de votre participation à ce rassemblement annuel de L'Entraide... Je nous souhaite un bon congrès!



Félix Atencio Gonzales, Raul Garcia et Lucie Lépine



congrès 1991



congrès 1991

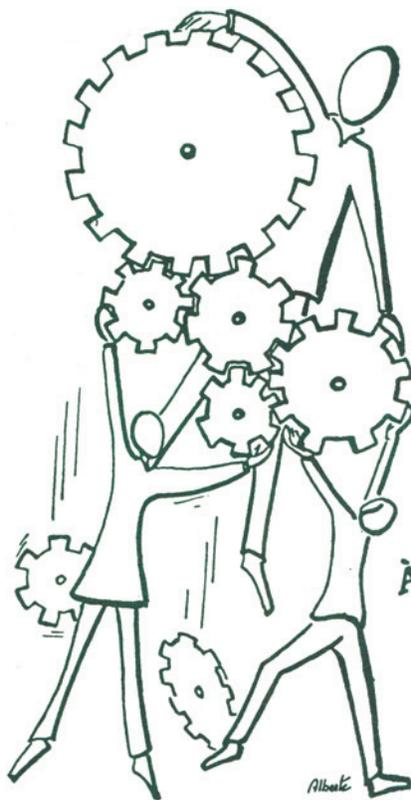
CONGRÈS 1992



ENTRAIDE MISSIONNAIRE

Congrès
1992

**D'UN "NOUVEL"
ORDRE MONDIAL**



**À UNE "NOUVELLE"
ÉVANGÉLISATION**

11-12-13 septembre 1992

CEGEP AHUNSTIC
9155, rue Saint-Hubert
Montréal

D'UN « NOUVEL » ORDRE MONDIAL À UNE « NOUVELLE » ÉVANGÉLISATION

Congrès 1992

Place à un « Nouveau monde »
« La pauvreté au Québec »
Enfants de la rue
L'enfer soudanais
Femmes – surpopulation – environnement
Asie(s)
Haïti
Zaïre
Autochtones
Le monde crie... l'Église murmure

Un nouvel ordre mondial?
Maryse Robert

La nouvelle évangélisation : une évangélisation libératrice face au nouvel ordre internationale
Pablo Richard

Ateliers

Stratégies économique
Yvan Loubier

Stratégies politiques
Marie-Louise Eteki

Stratégies religieuses
André LeBlanc

L'Évangile face aux enjeux de la prochaine décennie
Gabriel Marc

D'UN « NOUVEL » ORDRE MONDIAL À UNE « NOUVELLE » ÉVANGÉLISATION

Bonsoir à chacune, à chacun,

Bienvenue à notre rassemblement annuel. L'équipe de L'Entraide missionnaire vous remercie chaleureusement d'avoir répondu en si grand nombre à son invitation.

Le congrès de cette année se situe dans le prolongement des réflexions du congrès de l'an dernier dont le thème était 1492-1992 – *À la redécouverte de notre histoire et de notre mission*. Lors de cette rencontre, nous avons tenté de relire l'histoire des Amériques du point de vue de ses victimes, les Indigènes, les Afro-Américains, les femmes... Nous avons aussi cherché en quoi ces 500 ans sont importants pour les autres continents. Nous avons enfin tenté de relire comment dans l'histoire des 500 ans des Amériques, la foi chrétienne a été présente – et absente – de diverses manières. Nous avons constaté ensemble que la question religieuse y a joué un rôle de premier plan, bien que différent selon qu'on est conquérant ou conquis, envahisseur ou envahi, vainqueur ou vaincu.

Une année s'est écoulée depuis ce temps fort de réflexions partagées. Ce fut, une fois de plus, une année très mouvementée. En effet, il suffit de nous rappeler :

- le coup d'État sanglant du 30 septembre en Haïti et la répression sans précédent du gouvernement de facto et de son alliée fidèle, l'armée;
- la satisfaction de Washington et du Vatican de l'éviction par la force du prêtre-président élu haïtien Jean-Bertrand Aristide; qu'en est-il au juste de la « géopolitique vaticane »? Comment interpréter la nomination d'un nouveau nonce apostolique et sa présence à l'investiture de Monsieur Bazin?
- La permanence des crises sur le continent africain... en Somalie, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Zaïre;
- l'opposition actuelle du Vatican à l'élection de Mgr Monsengwo au poste de président du Haut Conseil de la République comme tout le monde le souhaite au Zaïre; comment interpréter cette opposition?
- Des guerres sans nom sévissant actuellement en Yougoslavie, au Pérou, en Palestine;
- le sommet de Rio où les intérêts des « grands » et les espoirs des pauvres ne sont pas arrivés à faire bon ménage;
- la difficile préparation de la quatrième (4^e) assemblée des évêchés latino-américains qui se tiendra en octobre prochain à Santo Domingo;

- la béatification, le 17 mai dernier, du « douteux » José-Maria Escrava de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei et ce, « après une instruction d'une exemplaire rapidité »...;
- la modification de route de Leonardo Boff qui *n'abandonne pas la bataille mais change de tranchée. Je continue et je serai toujours un théologien, dans la matrice catholique et œcuménique, à partir des pauvres, contre la misère et en faveur de la libération.* (L. Boff, 29 juin 1992);
- la comparaison par le Cardinal Sodano, secrétaire d'État du Vatican, de la décision du théologien Boff à la trahison de Judas (El Pais, 30 juin 1992);
- plus près de nous, les débats interminables autour des négociations constitutionnelles, l'inacceptable réforme de l'aide sociale, l'accroissement de la violence faite aux femmes;
- etc.

C'est dans cette conjoncture troublée et dans le prolongement du dernier congrès que s'ouvre le congrès de cette année qui a pour thème *D'un « nouvel » ordre mondial à une « nouvelle » évangélisation*. Nous vivons l'après-affrontement de l'Est et de l'Ouest, l'après-effondrement de l'Est. Le « nouveau » monde est un « monde dominé par l'opposition du Nord et du Sud ».

Les trois décennies de développement économique n'ont pas affecté la pauvreté : elles l'ont multipliée. Les archipels des réfugiés et des bidonvilles constituent la plus grande masse dépendante de l'histoire humaine. Près d'un milliard d'hommes, (de femmes et d'enfants) vivent aujourd'hui cette culture des pauvres.

(Jean-Christophe Rufin, *L'empire et les nouveaux barbares*, Éd. J.C. Lattès, p. 80)

Au cœur du présent désordre mondial, des discours s'élaborent sur un nouvel ordre mondial!... Que sera-t-il? Nous tenterons de voir clair dans les structures et le fonctionnement de ce nouvel ordre : ses origines, ses acteurs, ses enjeux, ses perspectives. Nous vous proposons l'analyse de deux « cas » :

- Le Fonds monétaire international (FMI) et la mondialisation de l'appauvrissement. Qu'en est-il d'un nouvel ordre économique?
- Les hauts et le bas de la démocratie; l'exemple africain. Qu'en est-il du contexte politique du nouvel ordre mondial? Ce nouvel ordre commande-t-il un réalignement des forces politiques au niveau de la planète? Comment comprendre les bouleversements qui frappent actuellement le continent africain?

Nous proposons aussi une compréhension du « nouvel » état de l'Église catholique plus de 25 ans après la fin du deuxième Concile du Vatican. Dans son article, *La nouvelle Église du silence* (*Le Monde diplomatique*, septembre 1992), Jacques Decornoy provoque notre réflexion. Je vous partage sa conclusion :

L'époque est révolue des Églises du silence de l'Est européen. L'Église qui cherche à s'imposer risque, en dépit de tant de documents et d'homélieS faisant croire le contraire, de mériter ce même nom pour n'avoir pas distingué entre la liberté qui est la sienne et lui revient de droit et la libération des humains pour laquelle elle est censée œuvrer. Mais, cette fois, elle (l'Église) ne saura mettre son échec au compte du communisme, « intrinsèquement pervers », ni du libéralisme, dont elle a amplement profité tout en en condamnant les excès. Seule elle se sera imposé ce silence spirituel.

Dans le nouveau contexte ecclésial, que signifie le mouvement de « nouvelle » évangélisation lancé par Jean-Paul II et convoquant l'Église à y participer? Pendant le congrès, nous serons invité-e-s à comprendre le « nouvel ordre ecclésial » en disséquant les auteurs, le contenu, les enjeux, les prospectives des projets de « nouvelles évangélisations ». Ce « nouvel ordre » naîtra-t-il de la réalité des appauvri-e-s? Se construira-t-il dans le sens de la libération des exclu-e-s de l'histoire?

Est-il possible d'établir la relation que sous-entend le titre du congrès *D'un « nouvelle » ordre mondial à une « nouvelle » évangélisation*? De quel type serait cette relation? Est-il possible de comprendre les rouages de ces « nouveautés », de discerner où sont les alternatives d'espérance maintenant? Comment « renouveler » nos analyses, nos stratégies de résistance, nos solidarités et nos engagements à être « bonne nouvelle » pour les appauvri-e-s de notre monde? À souhaiter que le présent congrès soit un rendez-vous significatif en ce sens...

Je ne peux terminer ce mot d'ouverture sans remercier très chaleureusement tous ceux et celles qui ont rendu possible ce congrès. Je pense à l'équipe des permanentes et permanents de L'Entraide missionnaire : Rhéal Rancourt, Céline Martin, Huguette Carle, Denise Caron, Ghislaine Jacques, Denis Tougas, André Drapeau. Je remercie de façon spéciale ceux et celles qui interviendront pendant le congrès : Maryse Robert, Pablo Richard, Yvan Loubier, Marie-Louise Eteki, André LeBlanc, Gabriel Marc. Je remercie déjà Constance Vaudrin et Joseph Giguère pour l'animation du congrès; Lise Perras, Clotilde Lemay, Michel Boutot et André Myre pour l'équipe de liturgie. Je remercie ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, à la technique, à la cafétéria.

Merci à chacun et chacune de votre présence en fin de semaine... Je nous souhaite un congrès stimulant et fécond.

Place maintenant...

au désordre des nations...

aux cris des crucifié-e-s...



Maryse Robert et Jean Ménard



Congrès 1992



Congrès 1992



Congrès 1992

CONGRÈS 1993



ENTRAIDE MISSIONNAIRE

CONGRÈS 1993



10-11-12 septembre 1993

CÉGEP AHUNTSIC
9155, rue Saint-Hubert
Montréal

UN MONDE EN DÉPLACEMENT

Congrès 1993

Les déplacements dans le monde – Ampleur et caractéristiques
Maryse Brisson

Causes et conséquences des déplacements massifs de population
Marc Termote

Ateliers

L'accroissement démographique et son contrôle en Inde
Shree Mulay

Urbanisation et exclusion
Jearson Lucas Bezerra

La question des réfugiés en Afrique
Véronique Lasailly-Jacob et Yohannès Gébrellasié

Des défis pour des mondes en déplacement
Guy Lafleur

Des défis pour la mission de l'Église
Marthe Lapierre
René Jaouen
Robert Mager

UN MONDE EN DÉPLACEMENT

Bonsoir!

L'équipe de L'Entraide missionnaire vous souhaite la bienvenue à ce rendez-vous annuel...

Le congrès de cette année est une étape dans un processus amorcé depuis plusieurs années. Plus précisément, il se situe dans la continuité des réflexions partagées au dernier congrès dont le thème était *D'un « nouvel » ordre mondial à une « nouvelle » évangélisation*. Lors de cette rencontre, nous avons tenté de voir clair dans les structures et le fonctionnement de ce nouvel ordre mondial : ses origines, ses acteurs, ses enjeux, ses perspectives. Cette tentative s'est vécue dans un contexte de grand désordre mondial... Nous avons aussi été invité-e-s à comprendre le « nouvel ordre ecclésial » en disséquant les auteurs, le contenu, les enjeux, les perspectives des projets de « nouvelles évangélisations »... tout en ayant risqué l'établissement de relations entre « nouvel ordre mondial » et « nouvelle évangélisation ».

Une année a passé depuis ce temps fort de questionnements. Qu'en est-il de notre compréhension systémique du monde et de notre implication dans « l'élimination de la grande pauvreté », comme nous questionnait Gabriel Marc?

C'est dans le prolongement de ces questionnements que s'ouvre le congrès de cette année dont le thème est Un monde en déplacement. Bien sûr, les populations de la terre se sont toujours déplacées. Mais les flux migratoires n'ont jamais atteint une telle ampleur.

En 1989, les Nations Unies estimaient qu'une cinquantaine de millions de personnes, soit 1% de la population mondiale, vivaient dans un pays autre que leur pays d'origine. En 1992, la Banque mondiale a estimé à 100 millions le nombre de migrants internationaux de tout type.

(FNUAP – État de la population mondiale 1993, p. 7)

En quatre (4) ans, le nombre de personnes vivant hors de leur pays natal a donc doublé selon ce rapport des Nations Unies. Qu'en est-il pour les années à venir?

Pourquoi des masses humaines de tous les coins de la planète empruntent-elles les routes du monde? Pourquoi quittent-elles le monde rural vers les centres urbains? Pourquoi abandonnent-elles le sud appauvri pour le nord surdéveloppé? Pourquoi ces migrations sans précédent suscitent-elles des politiques de contrôle partout : contrôle de la fécondité pour le sud, contrôle de l'immigration pour le nord? En cette période incroyable de déracinement, les États sont définis ou se redéfinissent, tout déplacement est contrôlé, les territoires sont de plus en plus bien gardés... y compris les océans et les mers...

Quelques flashes tirés d'articles récents de la presse d'ici sont significatifs d'une mise en place progressive de mécanismes d'une politique internationale de contrôle :

Lors de la formation de son nouveau cabinet, la première ministre Kim Campbell a créé

un super ministère de la Sécurité publique. À la tête de ce ministère, Doug Lewis sera notamment responsable des services policiers fédéraux, des services correctionnels et de la sélection et de l'accueil des immigrants avait annoncé la première ministre. Immigrant rimerait avec délinquant, titrait Le Devoir du 13 juillet 1993...

Les États-Unis débloquent 172 millions pour lutter contre l'immigration clandestine. Clinton renforce ses frontières, titre encore Le Devoir du 28 juillet 1993.

La tendance est mondiale : les uns après les autres, les pays riches du Nord resserrent leurs frontières pour faire face aux nouvelles pressions migratoires du Sud et de l'ancien Est communiste... Contre l'immigration illégale, Clinton suit la tendance européenne... écrivait François Brousseau dans Le Devoir du 29 juillet 1993... L'Occident se transforme en forteresse...

Ce ne sont là que quelques exemples...

À travers cet immense brassage des personnes et des peuples, quel monde se dessine? Nous tenterons de saisir l'ampleur des déplacements des populations dans le monde, d'en comprendre les causes multiples et d'entrevoir les conséquences de ce phénomène d'une ampleur sans pareil sur les sociétés d'ici et d'ailleurs. Pour mieux analyser les enjeux du mouvement de millions de personnes autour du monde, trois (3) carrefours vous seront proposés :

1. l'accroissement démographique et son contrôle en Inde;
2. les déplacements vers les villes – l'urbanisation au Brésil;
3. l'Afrique déplacée : des millions de personnes en mouvement.

Dans notre « monde en déplacement », des solutions multiples sont envisagées surtout au Nord : contrôles plus stricts aux frontières, méthodes policières plus dures, expulsions plus nombreuses, restriction du droit d'asile. Les solutions entrevues provoquent tiraillements et conflits au Sud comme au Nord. Que l'on pense à l'opinion publique plus inquiète au Nord, à la montée de la xénophobie, à celle du racisme, à l'étroussure des nationalismes, etc. Sommes-nous si loin de voies nouvelles de coexistence humaine fondées sur un partenariat entre gens du Sud et gens du Nord, sur des rapports internationaux

plus équitables et plus respectueux des droits humains personnels et collectifs?

Pendant ce congrès, nous nous questionnerons sur les défis nouveaux que posent les déplacements des populations pour notre travail de solidarité et pour notre travail missionnaire.

Comme le disait Victor Piché lors d'une entrevue pour la revue *Inter-Mondes* :

Au plan international, je vois deux défis principaux, le premier a trait à la question des réfugiés. On parle de 17 à 20 millions de personnes à ce moment-ci. Ces gens fuient les guerres, la répression, les persécutions de toutes sortes, les sécheresses et autres désastres naturels. Le plus gros de ces mouvements de population est absorbé par les pays du Sud eux-mêmes. Mais depuis 15 ans, en particulier, il y a de nouvelles formes de migrations massives du Sud vers le Nord cette fois.

C'est là pour moi le deuxième défi majeur lié aux questions de populations : nos sociétés vont devoir se refondre socialement et culturellement, sous l'effet des rapports ethniques et raciaux nouveaux. Au cours des 15 dernières années, de 75% à 80% des immigrants venus au Nord proviennent de pays du Sud. C'est un fait historique sans précédent. C'est une tendance qui est là pour durer. Elle exigera des négociations importantes et, je l'espère, ouvertes entre les États. De telles négociations ne seront possibles que si elles trouvent un appui réel, un esprit de collaboration et de solidarité dans l'ensemble des populations du Nord. Autrement, ce seront des réflexes de peur, et les politiques de fermeture des frontières qui prévaudront.

(Piché, Victor, *Les migrations du Sud au Nord, et non la surpopulation, constituent le principal défi d'avenir dans Inter-Mondes*, AQOCI, *Le défi démographique*, vol. 8 no. 4, printemps 1993)

L'incroyable situation des réfugiés surtout dans le tiers-monde et l'ampleur des migrations du Sud vers le Nord posent, à nos sociétés et à nos Églises, des défis majeurs et nouveaux aux plans politique, social, culturel et pastoral. Notre façon de relever ces défis tiendra-t-elle compte de la réalité des exclu-e-s et d'une approche plus humaine du développement des peuples? Notre histoire de la solidarité internationale et de la mission s'écrira-t-elle en tenant compte des cris pour la vie et pour la liberté des millions de personnes immigrées... réfugiées... déplacées... exilées... en fuite?

Saurons-nous être présent-e-s à la quête de dignité des enfants, des femmes, des hommes, des populations dans ce monde d'inégalités... d'instabilités... de conflits... d'exodes au jour le jour?

Des actions communes pour rapprocher les peuples dans l'accueil de leurs différences sont-elles possibles, dans nos sociétés et dans nos Églises, à l'heure d'importants bouleversements planétaires, à l'heure de la montée des nationalismes étroits, à l'heure de la fermeture des frontières?

La création de nouveaux espaces de liberté et de bien-être tant au Sud qu'au Nord pourra-t-elle modifier substantiellement la décision de partir de millions d'êtres humains? À nous d'être sur le terrain des nouvelles solidarités en militant, ici et ailleurs, pour changer les règles du jeu dominant en s'attaquant aux causes structurelles, économiques, politiques des flux migratoires aux proportions uniques actuellement. Une nouvelle conscience planétaire peut-elle enfin naître et faire tourner le vent de l'histoire des peuples du côté de la liberté?

À la fin de ce mot d'ouverture, je tiens à remercier très sincèrement

- Tous ceux et celles qui sont les artisan-e-s de ce congrès : l'équipe des permanent-e-s de L'Entraide missionnaire : Huguette Carle, André Drapeau, Ghislaine Jacques, Céline Martin, Rhéal Rancourt, Denis Tougas;
- Tous ceux et celles qui interviendront pendant le congrès : Maryse Brisson, Marc Termote, Shree Mulay, Jaerson Lucas Bezerra, Véronique Lassailly-Jacob qui a bien accepté de remplacer M. Yohannes retenu en Éthiopie, Guy Lafleur, René Jaouen, Marthe Lapierre et Robert Mager;
- Gisèle Turcot et Jacques Raymond qui animeront le congrès;
- Michel Boutot, Micheline Brisson, Claude Lacaille, Andrée Ménard qui forment l'équipe de liturgie;
- Louis Brillant qui a créé le dessin de l'affiche.

Je remercie ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, à la technique, à la cafétéria.

Merci à chacune, à chacun de votre participation... Je nous souhaite de bonnes retrouvailles...
et un congrès questionnant et dynamisant...

Place maintenant...

au monde en déplacement

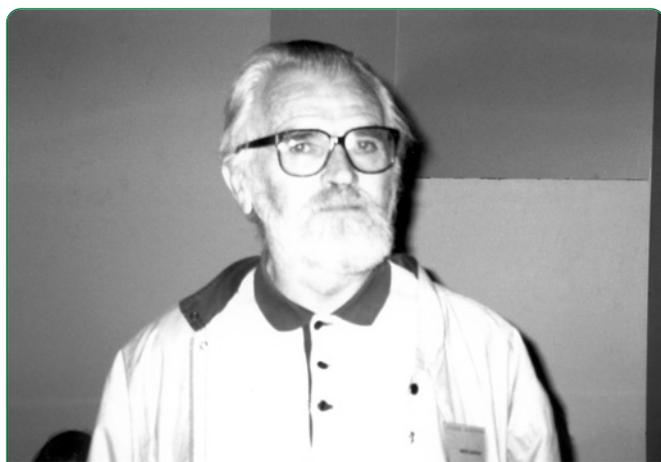
à la parole de quelques déplacé-e-s vivant parmi nous.



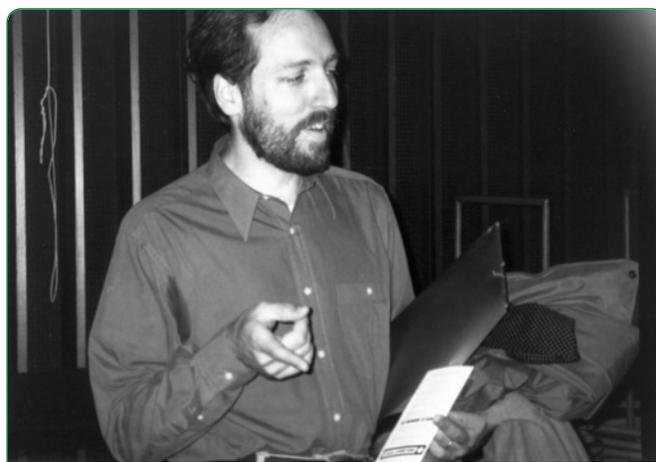
Maryse Brisson et Marthe Lapierre



Suzanne Loïselle et Guy Lafleur



René Jaouen



Robert Mager

CONGRÈS 1994

Alternatives

au développement?



Congrès 1994

Entraide missionnaire

ALTERNATIVES AU DÉVELOPPEMENT?

Congrès 1994

Le « développement » depuis 30 ans, qu'en est-il au juste?
Bernardo Barranco Villafan

Le « développement » pensé et organisé à l'échelle mondiale
Michel Chossudovsky

Ateliers

Le Québec en voie de sous-développement
L'Afrique des Grands Lacs à reconstruire
Des Églises concernées par le progrès des peuples

Trente ans de développement pour généraliser la pauvreté
Emmanuel Seyni Ndione

Panel

Les pratiques de développement en transformation
Paul Langelier

Cuso-Québec
Francine Néméh

Comité de priorités dans les dons – CRC-Q
Lucie Lépine

ALTERNATIVES AU DÉVELOPPEMENT?

L'équipe de L'Entraide missionnaire vous remercie beaucoup d'avoir répondu en si grand nombre à son invitation de participer au congrès annuel.

Ce rendez-vous 1994 se situe dans le prolongement de la réflexion amorcée dans les précédents congrès, en particulier lors du dernier congrès dont le thème était *Un monde en déplacement*. Les personnes participantes se sont alors questionnées sur les défis nouveaux que posent les déplacements des populations pour leur travail de solidarité et pour leur travail missionnaire. Elles ont tenté de saisir l'ampleur des déplacements des populations dans le monde (100 millions de migrants internationaux de tout type selon un estimé de la Banque mondiale en 1992), d'en comprendre les causes multiples et d'entrevoir les conséquences de ce phénomène d'une ampleur sans pareil sur les sociétés d'ici et d'ailleurs. Quel monde se dessinait à travers cet immense brassage des personnes et des peuples?

Une année s'est passée... Et quelle année! Des événements dramatiques ont aggravé l'incroyable situation de milliers de personnes immigrées... réfugiées... déplacées... exilées... en fuite...

Que l'on pense

- aux 300 000 Haïtiennes et Haïtiens, fugitifs dans leur propre pays, obligés de se cacher et de se déplacer sans cesse pour échapper aux forces armées haïtiennes et leurs alliés; aux 70 000 réfugiés de la mer;
- aux 350 000 Burundais fuyant leur pays en octobre dernier après l'assassinat de leur président élu démocratiquement, Melchior Ndadaye et se réfugiant dans le Sud du Rwanda;
- aux 2 500 000 de déplacés rwandais dans des camps en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi, au Zaïre... suite aux événements si tragiques des mois derniers.

Ce ne sont là que quelques exemples nous rappelant le grand désordre mondial... les conflits d'une envergure sans précédent dans l'histoire contemporaine... les contours d'un monde en fuite... On fuit les guerres, les persécutions, la famine et la misère qui vont s'accroissant et sont souvent les résultats des modèles et des stratégies de développement appliqués à l'échelle planétaire.

C'est sur cet accablant constat que s'ouvre le congrès de cette année dont le thème est *Alternatives au développement?* Où en sommes-nous après 30 ans d'aide au développement? après des années d'engagement de nos pays, de nos Églises, de nos communautés religieuses et des organisations non-gouvernementales dans le développement des peuples? Comment expliquer les écarts toujours grandissants entre le Nord et le Sud pris globalement? Comment expliquer les écarts entre riches et pauvres dans les sociétés du Sud et aussi celles du Nord? (Vous avez sûrement constaté le silence de la campagne électorale actuelle au Québec sur ces écarts...) Comment stopper le processus actuel de la destruction de la planète tant au Sud qu'au Nord? Les grands programmes mis au point par les spécialistes du développement économique et social auraient-ils lamentablement échoué, ici et ailleurs? Le développement occidental, pour reprendre l'expression de l'économiste Serge Latouche, est devenu à l'échelle mondiale « une véritable machine à exclure » et j'ajouterais une véritable machine à détruire les rapports humains et l'écosystème.

Au même moment se tient au Caire l'importante conférence de l'Organisation des Nations Unies sur la population et le développement; on tente, d'une façon collective, de jeter les bases d'un développement démographique responsable, respectueux des personnes et des peuples. Est-il possible que 15 000 personnes déléguées venant de 180 pays puissent réfléchir sur l'avenir démographique sans brandir les dogmatismes, les fanatismes, les extrémismes?

Au Sud comme au Nord, l'idée de progrès... le système économique, les idéologies religieuses, le développement sont en crise. *Le concept de développement est l'un de ces monuments en ruines de notre environnement intellectuel. Il est grand temps de le remettre en question et de le découvrir tel qu'il est vraiment : le vestige d'une époque immodeste. (Le développement en ruines, Wolfgang Sachs dans Un développement pour le monde d'abord – Inter-Mondes, volume 9, numéro 4, printemps 1994. Inter-Mondes est une publication de l'AQOCI.)*

Le présent congrès voudrait d'abord examiner de plus près des notions de développement... des modèles de développement... des pratiques de développement... Le développement depuis 30 ans, qu'en est-il au juste? Comment le développement est-il pensé et organisé à l'échelle mondiale? Les 50 ans des grandes institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international auraient-ils contribué à « étouffer » le Sud? *Squeezing the South... Fifty years is enough comme titre si bien le dernier numéro de la revue The New Internationalist... (Squeezing the South, The New Internationalist, numéro 257, juillet 1994.)* Au passage, le cinquantenaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est un bien triste anniversaire! Il est de notoriété publique que ces deux (2) grandes institutions internationales,

créées par des leaders mondiaux en 1944 à Bretton Woods au New Hampshire, ont soutenu des projets de développement aux répercussions extrêmement néfastes pour les populations pauvres du Sud et du Nord. Que l'on pense aux programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont durement affaibli les systèmes de santé, d'éducation, des programmes agricoles et accru sensiblement le fardeau de la dette surtout des pays du tiers-monde (600 millions de dollars depuis 1982...). Au cours de ce congrès, nous serons invité-e-s à participer à une campagne internationale *50 ans, ça suffit* afin de demander des changements structurels considérables au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Pour mieux saisir l'ampleur du questionnement sur les enjeux du développement au Sud comme au Nord, nous vous proposerons, au cours du congrès, d'analyser plus particulièrement nos pratiques de développement selon trois (3) aspects qui nous touchent ici, dans une région du Sud et au niveau de nos pratiques ecclésiales. Pour ce faire, trois (3) carrefours de réflexion vous sont offerts :

- a) le Québec, en voie de sous-développement?
- b) L'Afrique des Grands lacs à reconstruire;
- c) des Églises concernées par le « progrès des peuples ».

Enfin, le présent congrès voudrait mettre l'accent sur de nouvelles pistes d'action, d'intervention qui pourraient inspirer non seulement notre réflexion mais notre agir ici et dans nos lieux de mission. À travers notre démarche, il est à souhaiter que soit plus vive notre conscience de la nécessité de voies alternatives au développement, voies populaires, interculturelles, féministes. Il est aussi à souhaiter que notre réflexion se fasse en tenant compte des possibilités, des besoins, des aspirations, des cultures de groupes humains si divers avec une solidarité effective avec les majorités exclues. Les balises d'un développement différent pourraient-elles avoir nom de justice, de droits humains, d'égalité dans les rapports hommes-femmes, de citoyenneté, de démocratie participative, d'économie populaire, de solidarité internationale, de transformation sociale, de protection de l'environnement, etc.? Le présent congrès voudrait favoriser une réflexion au pluriel sur des nouvelles pratiques de solidarité sociale et internationale sur des nouveaux chemins de la mission. Il n'y a plus de voie unique du développement des peuples... Il n'y a plus de voie unique de l'évangélisation des peuples... Puisse ce congrès être pour chacune et chacun d'entre nous un lieu pour la lucidité, pour la créativité et pour l'action solidaire en vue de nouveaux projets de société aux niveaux national et international. Car au fond, c'est bien de cet enjeu véritable dont il est question!

En terminant, je vous invite à prendre quelques instants de silence en mémoire de tant de victimes connues et anonymes, victimes de la domination, de l'intolérance, de la discrimination, du mal-développement, de l'exclusion... en Afrique... en Asie... dans les Caraïbes... en Amérique latine. Comment ne pas nous rappeler le million d'enfants, de femmes, d'hommes victimes du génocide planifié au Rwanda ces derniers mois, les 5 000 personnes assassinées en Haïti depuis le coup d'État sanglant de septembre 1991, les 50 000 morts au Burundi en octobre dernier, les 10 000 morts de l'interminable guerre à Sarajevo qui dure depuis maintenant 29 mois, etc.

À la fin de ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier très chaleureusement

- l'équipe de préparation du congrès : Huguette Carle, André Drapeau, Ghislaine Jacques, Céline Martin, Rhéal Rancourt, Denis Tougas;
- les intervenantes et intervenants au congrès : Bernardo Barranco Villafan, Michel Chossudovsky, Emmanuel Seyni Ndione, Paul Langelier, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Francine Néméh;
- les personnes-ressources des ateliers : Lucie Bélanger, Lucie Lamarche, Raymonde LeBlanc, Myriam Gervais, Litumba Piya-Leki, Marthe Lapierre, Hipólito Tshimanga Muanza, Roch Tassé;
- l'équipe d'animation du congrès : Hélène Lagacé et Normand Breault;
- l'équipe de liturgie : Renaude Grégoire, Lucie Lépine, Céline Martin, Fulgence Muteba, Irène Riopel;
- le créateur du dessin du dépliant publicitaire et de l'affiche : Louis Brillant;
- ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, à la cafétéria, à la technique.

Au nom de l'équipe de la permanence, je remercie à nouveau chacune et chacun de votre participation à cet événement annuel!

Place maintenant à des femmes du Sud... à leurs gestes de solidarité, à leurs visions de l'avenir, à quelques-unes des alternatives de développement déjà expérimentées par elles, à leurs réseaux pleins de convivialité...

Place à la conquête des solidarités...

CONGRÈS 1995

Les terrains minés de nos missions



Congrès

9-10 septembre 1995



Entraide missionnaire

LES TERRAINS MINÉS DE NOS MISSIONS

Congrès 1995

L'ONU au cœur des conflits mondiaux
Dominique Boisvert

Les pièges de l'aide humanitaire
Alain Destexhe

Les interventions de la communauté internationale, des ONG et des Églises
Religion et violence en terre d'Islam
Michel Gagnon

Le cas d'Haïti
Michèle D. Pierre-Louis

Le cas du Burundi

Quelques repères pour une espérance en temps de conflits
Pablo Romo Cedano

LES TERRAINS MINÉS DE NOS MISSIONS

Bonjour,

Il y a un an, nous nous disions : à l'an prochain! Nous nous souhaitons : bonne année! Nous voilà à nouveau rassemblés au terme d'une année pleine de changements et de rebondissements et au début d'une année pleine de questions, y compris la question référendaire pour un pays souverain!

D'abord, permettez-moi de vous partager quelques nouvelles de famille : en cours d'année, trois (3) membres de l'équipe de la permanence nous ont quittés : André Drapeau, Céline Martin et Huguette Carle. Nous profitons de cette occasion pour les remercier à nouveau de leur collaboration au quotidien. Gerardo Aiquel et Elisa Fernández ont pris le train en marche. Comme si la nouveauté n'était pas assez grande, Elisa a été élue conseillère générale de sa communauté au cours de l'été!

Aussi, l'hiver dernier nous réservait un refroidissement glacial! Les coupures du dernier budget fédéral ont frappé de plein fouet les programmes de l'aide publique au développement : 21% de coupures sur deux ans! Faut-il souligner à nouveau le désengagement total de l'ACDI dans le financement alloué aux 80 organismes canadiens d'éducation du public au développement international, y compris L'Entraide missionnaire dont sa vie et sa survie sont sérieusement menacées. C'est ce qui explique aussi le « rétrécissement » du congrès. Nous avons dû amputer sa durée du vendredi soir et devancer le départ du dimanche... Compression oblige...

Pour la famille humaine élargie, l'année a été aussi fertile en événements : des crises durent et perdurent, surtout au Sud... au Rwanda, au Burundi, au Zaïre, en Algérie, en Haïti, au Chiapas, en Somalie... sans oublier la Bosnie, la Palestine, etc. La communauté internationale, par l'ONU, met en place des mécanismes de gestion de crises, envoie des missions d'observation de par le monde, confie à des milliers de Casques bleus la sécurité des populations civiles entières en danger. Pourtant les échecs se succèdent!

Faute d'un leadership assez fort, le monde a « dérivé » au gré des événements et un « sentiment diffus d'impuissance » a caractérisé les affaires internationales au cours de l'année écoulée, estime l'Institut international des études stratégiques (IISS) dans son rapport annuel publié à Londres le 3 mai dernier. Le monde a semblé faire du sur place tandis que beaucoup des avancées positives des 45 dernières années s'éloignaient. Trop souvent on a pu se poser la question : qui est aux commandes?, sans obtenir de réponse.

(La Presse, 4 mai 1995.)

Les Conférences internationales sur les femmes se succèdent depuis 20 ans... Mexico (1975), Copenhague (1980), Nairobi (1985) et maintenant Beijing. Qu'en est-il de la longue marche des femmes vers l'égalité tant dans les sociétés civiles que religieuses? Plusieurs des 50 000 femmes

présentes en Chine à l'occasion de la 4e Conférence mondiale des Nations Unies et du Forum parallèle d'ONG sur les femmes, sont là non pour faire avancer leurs droits mais pour empêcher que ces droits reculent! De Mexico à Pékin en passant par Rome... pourquoi le chemin des femmes est-il si long?

Au long de cette dernière année, la vie en Église a connu aussi des moments difficiles :

- En janvier dernier, Mgr Gaillot, évêque du diocèse d'Évreux en France, est démis de ses fonctions par le Vatican. Il est nommé évêque de Partenia, un diocèse fantôme d'Afrique du Nord. Il vit maintenant en plein cœur de Paris parmi les personnes marginalisées, réfugiées, chômeuses, exclues... participant à la lutte contre la reprise par la France des essais nucléaires dans le Pacifique Sud...
- Au cours du dernier été, plusieurs médias nous apprenaient la mise au silence et l'exil forcé en Europe de la théologienne brésilienne Ivone Gebara. Bien connue pour son approche féministe de la théologie de la libération, Ivone a été invitée, à plusieurs reprises, comme personne-ressource par L'Entraide missionnaire et par différents réseaux au Québec. Par un curieux hasard, la mise au silence d'Ivone Gebara coïncide avec la parution de la lettre apostolique de Jean-Paul II adressée aux femmes à la veille de la conférence de Beijing, lettre rendue publique le 10 juillet dernier. De la parole aux actes, l'écart est-il toujours si grand? Vous comprendrez que nous n'évoquons ici que quelques exemples de l'actualité récente.

C'est dans ce contexte mondial et ecclésial difficile que s'ouvre le présent congrès dont le thème est *Les terrains minés de nos missions*. La mise en place du système néolibéral appuyé largement par les grandes institutions internationales permet d'entrevoir les contours d'un nouvel ordre mondial basé sur l'exclusion de populations entières et même de continents entiers et sur la destruction progressive de l'écosystème. Nous sommes en plein état chaotique et conflictuel. *Nous sommes en pleine agonie planétaire* écrit Edgar Morin dans son livre *Terre-Patrie... Le problème des problèmes est l'impuissance du monde à devenir monde, l'impuissance de l'humanité à devenir humanité*. (Morin, Edgar, *Terre-Patrie*, Éditions du Seuil, Paris, 1993, p. 114.)

À l'heure où est soulevée la question de la réforme de l'ONU et du Conseil de sécurité, le présent congrès voudrait d'abord examiner le rôle et la pertinence de ces instances internationales dans le règlement possible des présents conflits mondiaux, ceux-ci étant d'une telle ampleur et d'une telle complexité. D'une part, leur sont confiées les tâches d'observer le respect d'accords de paix précaires, celle de dénoncer des violations flagrantes de droits humains, celle de secourir les masses itinérantes des réfugiés et de nourrir les victimes des famines ou des guerres dévastatrices.

D'autre part, à la demande des grandes puissances, le Conseil de sécurité légitime la mission de « restaurer l'espoir en Somalie », celle d'installer « une zone humanitaire de sécurité » au Rwanda ou celle de « soutenir la démocratie » en Haïti. Qu'en est-il au juste? Face à la dégradation de la situation internationale et au pourrissement de certains conflits, plusieurs questions se posent : l'ONU est-elle dépassée? Est-elle encore capable de contribuer aux règlements de crise et d'impliquer les communautés locales dans la résolution de leurs problèmes? Son rôle est-il à redéfinir? Demeure-t-elle une instance crédible?

Le présent congrès voudrait aussi examiner le rôle des organisations non-gouvernementales en contexte conflictuel. On a beaucoup recours à elles pour « reconstruire » des pays dévastés, « réconcilier » des sociétés divisées, résoudre l'urgence. Les interventions des ONG peuvent-elles être critiques face au manque de volonté politique des gouvernements? L'action humanitaire est-elle apolitique quand elle nourrit et soigne des violateurs de droits humains, des acteurs d'un génocide? L'aide humanitaire serait-elle piégée? Ambiguë? Serait-elle une ingérence dans la gestion des conflits?

Une amie écrivait récemment :

la question du droit d'ingérence est de plus en plus aigüe et complexe. Dans le passé, l'Église justifiait ce droit d'ingérence pour le salut des âmes! Et aujourd'hui? Parfois j'ai l'impression que l'aide dite humanitaire est très hypocrite. Elle est le côté bon, charitable des guerres sales. Le même marché qui fabrique les guerres prévoit l'aide humanitaire... Ne faut-il pas dénoncer plus fortement ce système d'iniquité dans les pays du premier monde, dans le tiers-monde, dans l'ONU, dans l'OTAN, etc. J'ai peur du poids ou du pouvoir des organisations non gouvernementales sur les pauvres... Au nom de l'autodétermination des peuples, il y a de nouvelles dépendances qui se créent... Je sens aussi que nous devons approfondir le rôle actuel des religions et des institutions religieuses dans les conflits internationaux...

Pour mieux saisir toute l'ampleur de ce questionnement sur le rôle de différentes institutions dans les présents conflits mondiaux et sur la complexité de l'aide humanitaire, nous vous proposons une table ronde sur *Les interventions de la communauté internationale, des ONG et des Églises vues à partir de certains points chauds de la planète* entre autres l'Afrique des Grands lacs, Haïti et l'Algérie.

Enfin le présent congrès tentera une réflexion sur quelques repères pour une espérance en temps de conflits. Confrontée à certaines impasses actuelles, l'espérance peut-elle avoir un sens? Peut-on savoir parler... même quand la mise en pratique des valeurs fondamentales de justice, de non-violence, de réconciliation n'a rien d'évident? Un avenir meilleur est-il encore possible?

Comme l'écrit encore Edgar Morin,

L'aventure reste inconnue. L'ère planétaire sombrera peut-être avant d'avoir pu s'épanouir. L'agonie de l'humanité ne donnera peut-être que mort et ruines. Mais le pire n'est pas encore sûr, tout n'est pas encore joué. Sans qu'il y ait pour cela certitude ni même probabilité, il y a possibilité d'un avenir meilleur.

La tâche est immense et incertaine. Nous ne pouvons nous soustraire ni à la désespérance, ni à l'espérance. La mission et la démission sont également impossibles. Il faut nous armer d'une « ardente patience ». Nous sommes à la veille non de la lutte finale, mais de la lutte initiale. (Id., p. 217.)

En terminant, comment ne pas prendre quelques moments de silence en mémoire de milliers de victimes connues et anonymes des présents conflits mondiaux, en nous rappelant de façon spéciale Denise Leclerc, Jeanne Littlejohn des Sœurs missionnaires Notre-Dame des Apôtres,

assassinées dimanche dernier en Algérie. Elles travaillaient au service de la formation de jeunes femmes algériennes depuis 1964.

En cette ouverture du congrès, il me fait plaisir de remercier chaleureusement :

- l'équipe de préparation du congrès : Gerardo Aiquel, Elisa Fernández, Ghislaine Jacques, Rhéal Rancourt, Denis Tougas;
- les personnes intervenantes au congrès : Dominique Boisvert, Alain Destexhe, Michèle Pierre-Louis, Michel Gagnon, Pablo Romo et William Schabas. Nous regrettons beaucoup l'absence de Mgr Ntamwana. L'ambassade du Canada à Nairobi a refusé de lui accorder un visa pour son séjour au pays.
- L'équipe de liturgie : Liliane Bourdeau, Denise Caron, Françoise d'Auteuil, Céline Girard, Renaude Grégoire, Marie Tétreault, Hyppolito Tshimanga Muanza;
- la créatrice du dessin du dépliant publicitaire et de l'affiche : Micheline Masson;
- tous ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, à la cafétéria, à la technique;
- et chacune, chacun de vous de votre participation à ce rendez-vous annuel.

Le congrès est une immense aventure collective! Qu'il soit bon et fécond!



Congrès 1995



Congrès 1995

CONGRÈS 1996

LE TEMPS

DES EXCLUSIONS



Congrès

7-8 septembre 1996



Entraide missionnaire

LE TEMPS DES EXCLUSIONS

Congrès 1996

Globalisation de l'économie et exclusion sociale

Fred Doura

Le phénomène de l'exclusion et ses multiples visages

*Intégration régionale comme réponse à la globalisation en Amérique latine :
lutte contre l'exclusion ou émergence des nouvelles formes d'exclusions?*

Solange Van Kemenade

Les femmes, des exclues au Nord comme au Sud

Françoise David

L'Afrique marginalisée

Jean-Marc Éla

Le Royaume aux exclu-e-s

Monseigneur Jacques Gaillot

LE TEMPS DES EXCLUSIONS

Bonjour,

Nous voilà à nouveau en pleines retrouvailles annuelles... De plusieurs points de la planète, de divers coins du Québec et du Canada francophone, nous arrivons habité-e-s par des expériences riches, difficiles, interpellantes et aussi marqué-e-s par des conjonctures locales et internationales diverses, complexes, conflictuelles.

Je me permets ici d'en faire brièvement écho; je pense

- aux luttes incessantes d'une multitude d'hommes, de femmes, d'enfants pour leur vie et leur survie dans tant de pays du monde;
- aux effets dévastateurs des ajustements structurels, des politiques asociales imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale surtout sur les conditions de vie des femmes, des jeunes, des populations du Sud;
- à l'exploitation sexuelle de millions d'enfants à travers le monde (prostitution, trafic et vente d'enfants, tourisme sexuel, pédophilie), exploitation fortement dénoncée par le congrès international tenue à Stockholm la semaine dernière;
- aux difficiles processus de démocratisation en Haïti, en Algérie, au Mexique, en Colombie, au Rwanda, au Burundi, en Tchétchénie, etc.;
- à l'évacuation récente et musclée des Africains « sans papiers » de l'église St-Bernard à Paris nous rappelant la dureté des lois sur le contrôle de l'immigration en France et ailleurs;
- à nos débats difficiles sur l'économie sociale, sur l'équité salariale, sur le travail partagé, sur l'aide publique au développement international, etc.;
- à l'augmentation vertigineuse à Montréal des bénéficiaires des banques alimentaires et des comptoirs de dépannage : 50% de plus entre l'hiver 1995 et l'hiver 1996 : i.e. 24 500 personnes de plus selon une enquête de Moisson Montréal. La grande région de Montréal compterait pas moins de 500 organismes de lutte contre la faim (*Le Devoir*, 28 août 1996);
- aux 15 000 sinistrés des inondations du dernier été au Saguenay et sur la Côte Nord du Québec et à leur tâche si difficile de reconstruction.

C'est à la lumière de ces quelques dures réalités que s'ouvre ce congrès dont le thème est *Le temps des exclusions*. Comme l'écrivait Ignacio Ramonet : *L'exclusion est le grand crime social de notre temps* (*Manière de voir*, no 20 – *Le Monde diplomatique*, novembre 1993). Dans nos

sociétés au Nord comme au Sud, des millions d'hommes et de femmes sont exclus du marché du travail, des circuits de consommation, des centres de réflexion et de décision. À l'échelle planétaire, des pays, des régions entières sont éjectés aujourd'hui des zones de plus en plus restreintes où se concentrent les échanges de capitaux, où se décident les lois qui régissent l'économie et le commerce, où se définissent les rapports de force internationaux.

Ici, ailleurs, au Nord, au Sud, le monde se structure et se déstructure au gré des nouvelles économies, des nouveaux marchés. L'espace mondial prend forme, le rôle des États est remis en question, la démocratie dépérit, les exclus se multiplient, les citoyennes et les citoyens perdent de plus en plus le contrôle de l'avenir de leurs sociétés et de la survie de la planète. Des propos récents de Riccardo Petrella sont éclairants en ce sens :

La litanie mondialisation, compétitivité, privatisation, déréglementation, libéralisation, productivité sert précisément à légitimer les nouvelles prétentions de l'économie capitaliste à régenter l'économie et la société mondiales.

(Riccardo Petrella, *Litanies de Sainte compétitivité*, *Le Monde diplomatique*, février 1994.)

... La terre est désormais disponible pour une nouvelle ère de conquête, comme au 15^e siècle. À la Renaissance, les acteurs principaux furent les États... Aujourd'hui, ce sont les entreprises, les groupes financiers et industriels privés...

Ces conquérants qui, grâce à leurs capacités financières, poursuivent une stratégie de domination à l'échelle de la planète, constituent les véritables « patrons de la terre ». Ce sont eux qui décident de l'allocation des ressources mondiales, définissent les valeurs et les enjeux, déterminent les priorités, déstabilisent les institutions et fixent les règles.

Jamais les maîtres du monde n'auront été aussi peu nombreux.

(Riccardo Petrella, *Le retour des conquérants*, *Le Monde diplomatique*, mai 1995.)

Au cours de ce congrès, nous examinerons, dans un premier temps, le phénomène de l'exclusion comme mécanisme inhérent au modèle de développement économique actuel, basé sur la mondialisation de l'économie de marché, la déréglementation et la diminution du rôle de l'État. L'exclusion sera traitée comme phénomène global, affectant des populations entières tant dans les pays du Nord que ceux du Sud. Nous nous interrogerons ensemble sur la portée du phénomène de l'exclusion dans nos sociétés. D'où vient cette logique de l'exclusion? Quelles réalités recouvre-t-elle? Pourquoi tant de gens de par le monde, tant de régions, de pays, sont-ils plus ou moins « out » selon l'expression d'Alain Touraine? Quelles ont été leurs trajectoires? Pourquoi en sont-ils arrivés là? Par quels mécanismes? Par quels processus?

Dans un deuxième temps et pour nous aider à mieux saisir l'impact de la globalisation de l'économie sur l'accroissement de l'exclusion à travers le monde, les participantes et participants de la table ronde nous présenteront en après-midi quelques aspects sociaux, politiques, économiques, culturels, du phénomène de l'exclusion. Qu'en est-il d'une perspective latino-américaine sur l'exclusion? Qu'en est-il d'une perspective féministe sur l'exclusion des femmes au Nord comme au Sud? Et qu'en est-il de la marginalisation de l'Afrique dans le contexte international actuel?

Enfin dans la matinée de dimanche sera proposée une réflexion sur la place des exclu-e-s dans la construction actuelle du Royaume. Que nous disent ces derniers sur notre monde, notre histoire, notre église? Faut-il le constater aussi... notre propre église a aussi sa logique centralisatrice, contrôlante, excluante. Celle-ci s'est encore manifestée très récemment dans

- la tenue en mai dernier à Guadalajara d'une réunion à huis-clos de la Congrégation pour la doctrine de la Foi, réunion présidée par le Cardinal Ratzinger dans le but d'examiner (pour ne pas dire contrôler) l'évolution de la situation religieuse en Amérique latine;
- le tout récent avis d'expulsion de l'ordre des Franciscains d'Uriel Molina, figure significative du catholicisme nicaraguayen;
- les nombreuses mises au silence de théologien-ne-s par la Congrégation pour la doctrine de la Foi dont une des dernières connues est celle du théologien Tissa Balasuriya, prêtre oblat du Sri Lanka et auteur du livre *Mary and the Human Liberation*;
- etc.

Confrontés aux dures réalités de l'exclusion dans nos sociétés civiles et religieuses, nous nous questionnerons sur la pertinence de nouvelles résistances et sur les possibilités de stratégies de transformation et d'actions solidaires pour

- freiner l'élargissement du gouffre des inégalités économiques, sociales, culturelles;
- stopper la « mise sur les marges » d'une partie croissante de la population et aussi d'une partie résistante de notre église;
- trouver de nouvelles manières d'habiter et de gouverner la planète et pourquoi pas de faire église.

Comme disait Riccardo Petrella lors d'une entrevue donnée à Montréal en mai dernier :

La mondialisation, c'est le cheval de Troie qui permet de réduire le monde en un immense marché.

... Pour les cinq à dix prochaines années, la situation va être pire encore que ce qu'on voit maintenant, parce qu'il y a encore beaucoup de marchés à libéraliser, à déréglementer à travers le monde. La privatisation ne fait que commencer.

*... Depuis déjà une dizaine d'années, les gens s'organisent un peu partout, et on voit une prolifération fantastique de toutes sortes de mouvements associatifs. Je pense entre autres aux nouvelles formes d'économie solidaire, aux circuits de financement alternatif, aux banques éthiques, , etc. Il y a là des laboratoires d'élaboration de nouvelles formes-d'économie, d'organisation politique, de dialogue entre les cultures. Il faut valoriser et s'appropriier toutes ces nouvelles formes de citoyenneté. Ce n'est pas très efficace pour l'instant, mais dans 15 ou 20 ans, la situation pourrait être bien différente.
(Le globe-trotter de la pensée critique, Le Devoir, 10 juin 1996.)*

Il faudra sans doute beaucoup de souffle à l'humanité pour travailler à long terme à l'avènement d'un monde de moins en moins excluant où les 8 milliards d'êtres humains de demain deviendraient des citoyennes et des citoyens à part entière... Trouverons-nous, dans nos groupes d'appartenance et dans nos communautés chrétiennes, ce souffle pour mettre en chantier une recherche collective sur de nouveaux choix de société et sur de nouvelles formes de citoyenneté?

En cette ouverture de congrès, je me permets de remercier dès maintenant

- l'équipe de préparation du congrès : Gerardo Aiquel, Elisa Fernández, Ghislaine Jacques, Rhéal Rancourt, Denis Tougas;
- les personnes intervenantes pendant le congrès : Fred Doura, Solange Van Kemanade, Françoise David, Jean-Marc Éla, Jacques Gaillot;
- l'animatrice du congrès : Vivian LaBrie;
- la créatrice du dessin du dépliant publicitaire et de l'affiche : Jocelyne Lacelle;
- l'équipe de liturgie et tous ceux et celles qui sont à l'accueil, à la librairie, aux kiosques de solidarité, à la cafétéria, à la technique;
- et chacune, chacun de vous de votre participation à cet événement annuel.

Je déclare le congrès ouvert! Qu'il nous nourrisse et nous renouvelle!

CONGRÈS 1997

**POUR UNE NOUVELLE
CITOYENNETÉ**



M. Gauthier

**Congrès
6 - 7 septembre 1997**



Entraide missionnaire

POUR UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

Congrès 1997

L'exercice de la citoyenneté dans une économie excluante
Martine D'Amours

Vers un monde sans travail ?
Jacques Boucher

Citoyenneté et itinérance
René Charest

La lutte pour la citoyenneté au Brésil
Ivo Lesbaupin

La société civile et la citoyenneté en Afrique
Boniface Diarra

Perspectives féministes pour la citoyenneté
Julie Perreault

Les défis d'une nouvelle citoyenneté
Jacques Beauchemin

POUR UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

À chaque année et depuis longtemps, ce week-end est devenu l'espace de nos retrouvailles. Venant de différents horizons et appartenant à de multiples réseaux de solidarité tant au plan local qu'international, nous nous donnons rendez-vous pour réfléchir ensemble sur quelques enjeux de la conjoncture actuelle et pour cerner, dans la mesure du possible, quelques-uns des défis nouveaux de cette fin de siècle.

Ce rendez-vous 1997 se situe dans le prolongement de la réflexion amorcée dans les congrès précédents, en particulier lors du congrès de l'an passé dont le thème était Le temps des exclusions. Nous nous souvenons d'avoir alors pris davantage conscience que dans nos sociétés, au Nord comme au Sud, des millions d'hommes, de femmes, de jeunes sont exclus du marché du travail, des circuits de consommation, des centres de réflexion et de décision. Alors que le monde se structure et se déstructure au gré des marchés, le rôle des États est remis en question, la démocratie dépérit, les exclus se multiplient, les citoyennes et les citoyens perdent de plus en plus le contrôle du devenir de leurs sociétés et de la survie de la planète.

Une année s'est passée... Le processus de l'exclusion continue d'affecter des populations entières un peu partout dans le monde. Qu'en est-il des stratégies de transformation et des nouvelles résistances pour stopper ce processus? Qu'en est-il de l'exercice de la citoyenneté dans un contexte de mondialisation de l'économie qui réduit le monde à un immense marché? Les citoyennes et les citoyens sont-ils « dans un cul-de-sac », selon l'expression du romancier et essayiste canadien John Saul? (*Le citoyen dans un cul-de-sac?*, Éditions Fides / Musée de la civilisation).

Depuis un certain temps, la citoyenneté est à l'ordre du jour. On parle d'accès à la citoyenneté, de droit à la citoyenneté, de la citoyenneté sociale, de la citoyenneté amputée, de la démocratie citoyenne, du nouveau contrôle citoyen, du renouveau citoyen à travers le monde, de citoyenneté planétaire, etc. Mais, au fond, de quelle citoyenneté s'agit-il? La citoyenneté de qui? pour qui? Qu'en est-il de l'expérience de la citoyenneté jusqu'à présent? En quoi son histoire s'écrit-elle d'une façon différente selon les sexes, les races, les lieux où elle se vit? Comment peut-on expliquer un certain « déficit » de la participation populaire dans nos sociétés?

Sur ces nombreuses questions s'ouvre ce congrès Pour une nouvelle citoyenneté. La qualité de citoyenne qui garantissait le pouvoir de participer à la vie collective et à l'organisation de la société est remise en question de multiples manières. La redécouverte de la participation démocratique devient incontournable et l'expression de la résistance devient un enjeu majeur dans la reconstruction d'une société.

Comme l'écrivait un journaliste du *Monde diplomatique* à propos de la parution du livre *L'homme mondial* de P. Engelhard,

Cette reconstruction passe par la réhabilitation, contre la « raison économique », du fait politique, du fait social et du fait culturel. Elle implique une redéfinition ou, plus exactement, un « dévoilement » du bien commun, d'un savoir-vivre ensemble et d'un nouveau sens.

Le mécanisme qui, seul, peut y conduire, dans la phase de glaciation mondialisatrice à laquelle nous sommes parvenus, est celui d'une dissidence impliquant progressivement une masse critique de citoyens décidés à faire prévaloir leurs droits élémentaires et à favoriser l'avènement d'une vraie société politique.

(Contre l'impensable, la dissidence, À propos de l'homme mondial de Philippe Engelhard, Le Monde diplomatique, décembre 1996.)

Au cours de ce congrès, nous examinerons, dans un premier temps, trois (3) problématiques actuelles des sociétés du Nord, la nôtre plus particulièrement, liées à l'évolution de la qualité de citoyen :

- les conséquences de l'appauvrissement d'un nombre toujours plus grand d'individus sur leur « statut » de citoyen;
- la remise en cause du travail comme un des moyens privilégiés de participation à la société;
- l'accroissement de l'itinérance, surtout des jeunes et des femmes, phénomène révélant avec acuité une forme de déracinement de la collectivité, une « mise hors jeu » de la vie collective.

Riccardo Petrella avait-il raison en écrivant récemment : *la pauvreté est l'ennemie de la citoyenneté?* (*Le bien commun*, p. 11.)

Dans un deuxième temps, en après-midi, nous tenterons de comprendre comment se pose aujourd'hui la question de la citoyenneté dans le contexte des pays du Sud. Où en sont les luttes populaires pour la citoyenneté au Brésil? Qu'advient-il de l'émergence de la société civile dans l'Afrique actuelle? À partir des résistances de femmes mexicaines dans les maquiladoras, qu'en est-il des perspectives féministes sur la citoyenneté? des avancées des femmes en cette matière?

Enfin, dans la matinée de dimanche sera proposée une réflexion sur les enjeux et les défis d'une nouvelle citoyenneté. Pourquoi la citoyenneté est-elle remise en question aujourd'hui? Une « démocratie citoyenne » est-elle possible? Quels enjeux y décèle-t-on quant à l'avenir de nos sociétés? Cette réflexion nous amènera-t-elle à redéfinir notre appartenance à un monde commun, à un village global? Quel défi posera-t-elle à notre capacité de « changer l'ordre des choses » et de construire un projet social nouveau et inclusif?

Au terme de sa réflexion sur le bien commun, Riccardo Petrella écrivait :

Une « bonne » société repose finalement sur deux principes simples : l'existence de l'autre et la coexistence. Simples mais, ô combien difficiles à réaliser! Lorsqu'une société parvient à les appliquer, on parle de niveau élevé de justice sociale, d'efficacité économique, de démocratie politique, de pluralisme culturel. On reconnaît que cette société a fait de ses membres des citoyens à part entière. Elle a réussi son rendez-vous avec la solidarité...

Nos pays sont confrontés à la nécessité de la construction d'une « bonne » société à l'échelle mondiale. Le rendez-vous est pris désormais avec la solidarité mondiale, et non plus seulement nationale ou continentale.

Tel est le défi de la citoyenneté dans le nouveau monde mondial.

(Le bien commun, pp. 83-84.)

Ce défi peut être relevé : c'est la conviction qui a inspiré la préparation de ce congrès. Le défi d'une nouvelle citoyenneté ayant prise sur les enjeux locaux bien sûr et planétaires, aussi. Nous sommes des citoyennes et des citoyens du monde dans lequel les enjeux sont interdépendants. Nous croyons encore possible de réunir les conditions concrètes pour rendre efficace notre capacité collective à nous organiser pour peser collectivement sur les événements.

Est-il utopique de penser que les sommets socio-économiques, les colloques sur la citoyenneté, puissent devenir des lieux de recherche d'humanité et d'élaboration de projets de société à *responsabilité généralisée, celle des groupes, des personnes, et de l'État? Mais l'État ne devient pas responsable par miracle. C'est la société civile responsable qui l'y contraint.* (Philippe Engelhard, *L'homme mondial*, p. 40.)

Le foisonnement, la créativité et les pressions de multiples organisations de la société civile (groupes de femmes, groupes écologiques, groupes de défense des droits humains, groupes d'Église, etc.) ici et ailleurs s'inscrivent dans une longue liste d'initiatives prises dans le but de créer des espaces d'autonomie, de dignité, de solidarité où la majorité des êtres humains auront droit de cité dans la construction de leur avenir.

Permettons-nous ici de faire mémoire de quelques personnes décédées ces derniers mois et qui ont contribué à la création d'espaces de résistance et de solidarité. Elles ont marqué nos recherches sur de nouvelles formes de citoyenneté. Nous pensons particulièrement à :

- Fernand Dumont, poète, sociologue, philosophe, théologien québécois dont la pensée, les écrits et la vie ont eu beaucoup d'impact sur les gens d'ici. *Grâce à lui, nous avons appris à mieux réfléchir notre société. Grâce à lui, nous avons su mieux vivre notre foi, témoignait*

Carolyn Sharp dans son hommage à un homme d'ici. (*Fernand Dumont 1927-1997 – Hommage à un homme d'ici, Relations*, juillet-août 1997, p. 168.)

- Paulo Freire, éducateur brésilien mondialement connu, auteur de la célèbre Pédagogie de l'opprimé publiée en 1969. C'est lui qui créa le terme de conscientisation devenu le symbole de sa pédagogie, qui inspira un vaste mouvement de conscientisation à travers le monde.
- Herbert de Souza, sociologue brésilien. Plus connu sous le nom de Betinho, il a fondé, en 1989, le mouvement « Action de la citoyenneté contre la misère et pour la vie ». Pressenti plusieurs fois comme prix Nobel de la Paix, Betinho symbolisait la lutte acharnée contre l'appauvrissement de plus de 30 millions de Brésilien-ne-s.
- Plongé-e-s dans l'actualité de ce matin, nous évoquons aussi la mémoire de Diana Spencer, Lady Di et celle de Mère Teresa de Calcutta. Selon leur trajectoire unique, difficile, quelquefois controversée, fortement médiatisée, elles ont contribué à garder nos consciences éveillées sur le sort des appauvris, des malades du sida, des victimes des mines antipersonnel, etc.

Nous souhaitons fort que leur mémoire et celle de tant d'autres inspire ce congrès et raffermisse notre conviction qu'une nouvelle citoyenneté se développe dans une perspective de solidarité entre tous les peuples. Nous faisons le pari que la liste des initiatives prises pour plus de participation démocratique ici et ailleurs continue de s'allonger. Nous osons croire que de plus en plus de personnes de bonne volonté, des chrétiennes, des chrétiens s'investissent dans des pratiques sociales plus justes, plus solidaires, plus démocratiques. Peut-être que notre rendez-vous avec la solidarité en dépend... notre fidélité à l'Évangile aussi...

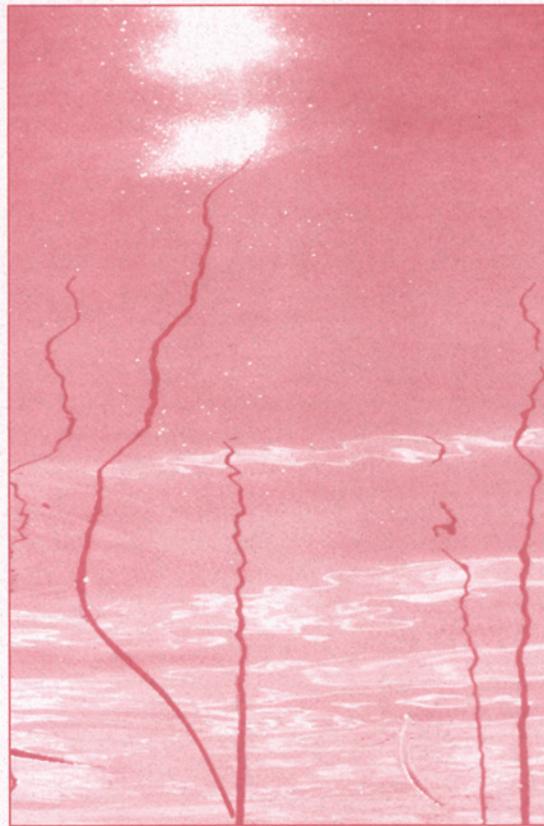
Je termine cette ouverture de congrès en remerciant

- l'équipe de préparation du congrès : Gerardo Aiquel, Elisa Fernández, Ghislaine Jacques, Micheline Malboeuf, Denis Tougas ;
- les personnes intervenantes pendant le congrès : Martine d'Amours, Jacques Boucher, René Charest, Ivo Lesbaupin, Boniface Diarra, Julie Perreault, Jacques Beauchemin;
- l'animateur du congrès... nouvellement retraité : Normand Breault;
- les nombreuses personnes bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité, à la liturgie;
- Jeanne Lemire et la librairie des Éditions Paulines; l'équipe de la revue *Relations*;
- le personnel à la cafétéria, à la technique;
- et chacune, chacun de vous sans qui cet événement annuel n'aurait pas lieu.

Je déclare le congrès ouvert! Qu'il provoque nos réflexions et nos engagements! Bon congrès!

CONGRÈS 1998

LES RELIGIONS DANS UN MONDE EN CRISE



Daniel Pons

**Congrès
12 - 13 septembre 1998**



Entraide missionnaire

LES RELIGIONS DANS UN MONDE EN CRISE

Congrès 1998

Le retour de la religion sur la scène mondiale

Pierre de Charentenay

La montée des intégrismes dans le monde

Jean-René Milot

La nouvelle diversité culturelle et religieuse et ses enjeux pour les femmes d'ici

Marie Moisan

Les influences religieuses dans la résolution de conflits

Lauren Yoder

Les religions en mal de salut

Ivone Gebara

LES RELIGIONS DANS UN MONDE EN CRISE

Cher-e-s ami-e-s,

Bonjour! Bienvenue à ce congrès annuel! À cette saison, depuis plusieurs années, cet événement est le terrain de nos retrouvailles, de la mise en commun de nos questionnements et de nos solidarités. Cette année, il a une saveur bien spéciale. En effet, 1998 marque le 40^e anniversaire de L'Entraide missionnaire. Au fil des ans, à travers diverses rencontres et activités, nous avons confronté réflexions et engagements aux mutations profondes des sociétés et des Églises. Nos recherches ont été marquées par les dures réalités de notre monde : appauvrissement des peuples, déplacements massifs de populations, multiplication des zones de conflits, escalade dans les luttes de pouvoir, accroissement de la violence, particulièrement celle faite aux femmes et aux enfants. Crise du développement, crise de la démocratie, crise de la modernité, violations des droits humains, mondialisation des économies ont été au cœur de nos préoccupations.

C'est dans cette continuité que s'ouvre le présent congrès. Au cours de cette fin de semaine, nous porterons une attention particulière au rôle des religions dans la dynamique mondiale actuelle. Nous tenterons de mieux comprendre en quoi le religieux est un facteur incontournable de la vie internationale aujourd'hui. Quelques flashes sur l'actualité nous permettent d'entrevoir que politique et religion s'entremêlent :

- des régions sont en conflit sur plusieurs plans y compris le plan religieux; l'exemple de l'ancienne Yougoslavie est éclairant en ce sens : la Croatie catholique, la Serbie orthodoxe, la Bosnie musulmane;
- le Proche-Orient est aussi un carrefour où se croisent nations et religions : d'un côté Israël avec les différents courants du judaïsme et de l'autre les pays arabes, Égypte, Jordanie et Syrie traversés par divers courants islamistes; dans ce carrefour, il ne faut pas oublier le Liban chrétien avec ses conflits et ses difficultés;
- en Inde, en Algérie, en Afghanistan, nous assistons au retour en force des partis religieux; la place occupée par les religions dans les divers mouvements politiques y est de plus en plus prépondérante;
- en Irlande du Nord, les oppositions entre Anglais et Irlandais, surtout médiatisées comme étant des oppositions religieuses, alimentent depuis des années la crise politique dans cette région;
- dans certains pays africains, des Conférences nationales ont été mises en place pour tenter de reconstruire la démocratie. À quelques reprises, notamment au Bénin, au Congo/Kinshasa, on a confié la présidence de la Conférence nationale à un évêque;

- de nombreuses dictatures militaires se sont maintenues au pouvoir grâce à d'importants appuis des Églises en Amérique latine, aux Philippines, etc. Aussi, dans ces mêmes régions dites très chrétiennes, la religion a été le lieu de l'opposition à l'oppression et à la répression et aussi le lieu, fragile, il est vrai, de la construction d'espaces démocratiques;
- des discours religieux ont dominé des Conférences mondiales. Que l'on pense aux débats pendant la Conférence sur les populations au Caire ou pendant celle sur les femmes à Beijing...
- le champ religieux est devenu, pour plusieurs, un espace d'opposition, un lieu de résistance à l'offensive néolibérale et à la mondialisation des marchés. D'autres se laissent tenter par la voie du fondamentalisme. Des fanatismes et des extrémismes surgissent un peu partout ;
- les antagonismes entre nations sont aussi accompagnés de l'antagonisme des religions, etc. Les propos d'Edgar Morin dans son livre *Terre-Patrie* sont éclairants en ce sens.

À travers les antagonismes entre nations, l'antagonisme des religions se réactive, notamment dans des zones à la fois d'interférences et de fracture comme Inde/Pakistan et Moyen-Orient; l'antagonisme modernité/tradition s'aggrave en antagonisme modernité/fondamentalisme; l'antagonisme démocratie/totalitarisme s'est affaibli, mais il va faire place à un antagonisme virulent : démocratie/dictature; l'antagonisme Occident/Orient se nourrit de ces antagonismes et les nourrit, comme l'antagonisme Nord/ Sud, ce à quoi se mêlent les intérêts stratégiques et économiques antagonistes des grandes puissances. Ce sont tous ces antagonismes qui se rencontrent dans les grandes zones sismiques du Globe et se concentrent partout où il y a religions et ethnies mêlées, frontières arbitraires entre États, exaspérations de rivalités et dénis de tous ordres,...
(Edgar Morin, *L'agonie planétaire* dans *Terre-Patrie*, Seuil, 1993.)

Dans ce bref « tour du monde », il semble bien que les religions soient au cœur de l'évolution des sociétés et aient un poids dans le déroulement des événements et ce, pour le meilleur et pour le pire. À la fois facteurs d'intégration et forces de résistance, sources de violences et chemins de paix, recherches de domination et luttes de libération, elles sont aussi marquées par des contradictions, des ambiguïtés, des convergences, des antagonismes. Elles prennent des formes fort diverses selon les contextes politiques et culturels. Leur place dans la tourmente actuelle provoque inquiétudes et incertitudes. Même les fonctionnaires de la Banque mondiale y prêtent attention. En effet, très récemment,

Le président et des responsables de la Banque mondiale se sont entretenus, à la résidence de l'archevêque de Cantorbéry, avec des représentants de neuf religions (juifs, chrétiens, musulmans, bouddhistes, hindous, sikhs, jaïns, taoïstes et bahais). Thème des débats : la faim et la pauvreté dans le monde. Parmi les résolutions adoptées : la création de groupes de travail communs, la participation de représentants des religions à l'élaboration du rapport annuel de la Banque mondiale, et la mise en place de formations pluri-religieuses destinées aux cadres de la Banque mondiale.
(Banque mondiale et religions, dans *Actualité religieuse*, no 165, 15 avril 1998.)

Cette attention au religieux d'acteurs importants dans la mondialisation des marchés dissimule-t-elle des enjeux cachés dans les rapports entre politique et religion?

Dans le cadre de ce présent congrès, nous vous invitons à examiner, dans un premier temps, le rôle des religions, en particulier leur rôle stratégique, dans le contexte actuel de la mondialisation. Nous tenterons une analyse du « phénomène » actuel des religions et de leur dimension géopolitique. Nous essaierons de saisir comment les facteurs culturels et religieux, et non plus seulement économiques ou stratégiques, sont aussi déterminants dans les questions géopolitiques.

Dans un deuxième temps, en après-midi, dans le cadre d'une table-ronde, nous tenterons de comprendre l'impact du facteur religieux à partir de quelques problématiques spécifiques :

1. la montée des intégrismes dans le monde. Nous essaierons de mieux comprendre comment les courants intégristes sont à l'œuvre un peu partout dans le monde. Quelle est la géopolitique de ces courants, leurs manifestations, etc.
2. La nouvelle diversité culturelle et religieuse et ses enjeux pour les femmes d'ici. Comment cette nouvelle diversité existe-t-elle chez nous? Quelles en sont ses manifestations les plus significatives? Nous tenterons de saisir la façon dont cette diversité interpelle notre société et touche particulièrement les femmes.
3. Les influences religieuses dans la résolution de conflits. Quel peut être le rôle d'une communauté chrétienne (l'expérience des Mennonites) dans la résolution de conflits comme au Nicaragua, en Somalie ou au Burundi? Quels sont les fondements théologiques d'un tel engagement auprès de populations vivant les conséquences de conflits majeurs? Des leçons sont-elles à tirer d'un tel engagement?

Enfin, dans la matinée de dimanche, sera proposée une réflexion sur un sens des religions pour les êtres humains en ce temps de crises. Peuvent-elles influencer l'issue de certains conflits? Sont-elles encore pertinentes pour nos quêtes de sens? Peuvent-elles offrir un « chemin de salut » à notre monde troublé par les injustices, les exclusions, les intolérances? Une telle réflexion peut-elle ouvrir de nouvelles pistes pour la mission?

Dans le cadre de la réflexion proposée, le chant de la caverne interprété par Claire Pelletier m'habite... Permettez-moi de vous partager ici quelques extraits :

*Il fait noir dans cette caverne
Que des ombres et une lanterne
Il fait noir dans cette caverne
Que de monde qui se prosterne*

*Un reflet, là devant nous
Un reflet, beaucoup de flou
Tant de chaînes autour de nous
Tant de chaînes sur mon cou*

*Tu me dis c'est le réel
Tu me dis y a pas de ciel
Une chimère dans la cervelle
Une vision, des étincelles*

*Mais d'où vient cette lumière
Cette chaleur sur ma peau
Quelque chose est là derrière
Il me semble que c'est beau*

*...
Faut sortir de cette caverne,
... briser nos chaînes
Faut sortir de cette caverne
Le sang coule dans nos veines*

*...
Mais d'où vient cette lumière
Cette chaleur sur ma peau
Quelque chose est là derrière
Il me semble que c'est beau*

(Claire Pelletier, *Murmures d'histoire*, Éditions du Chevalier perdu / Éditions de la Roche éclatée, Disques Musi-Art.)

Vous avez sans doute reconnu quelques extraits du mythe de la caverne... tiré de *La République de Platon*... Aurions-nous tellement changé depuis 2500 ans?... Fait-il aussi noir dans notre caverne? Peut-être pouvons-nous nous entraider à chercher la lumière, à briser nos chaînes, à sortir de la caverne. Permettons-nous de rêver à la beauté du monde, à la chaleur humaine, à la tendresse des peuples...

Que ce congrès y contribue... même modestement!

En cette ouverture du congrès, je tiens à remercier

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Elisa Fernández, Ghislaine Jacques, Micheline Malboeuf, Denis Tougas;
- les personnes-ressources qui ont accepté notre invitation : Pierre de Charentenay, Jean-René Milot, Marie Moisan, Lauren Yoder, Ivone Gebara;
- l'animateur de la fin de semaine : Bertrand St-Onge;
- les nombreuses personnes bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité, à l'équipe de la célébration;

- Jeanne Lemire et la librairie des Éditions Paulines;
- le traiteur Le tour de la terre et toute l'équipe technique;
- les communautés sociétaires de L'Entraide missionnaire et Développement et Paix pour leur appui financier;
- et chacune, chacun de vous qui par votre participation rendez possible cet événement.

Le congrès est maintenant ouvert ! Qu'il soit bon et stimulant !



Lauren Yoder, Marie Moisan, Bertrand St-Onge, Ivone Gebara, Pierre de Charentenay et Jean-rené Milot



Ivone Gebara, Suzanne Loiselle et Lauren Yoder



Ivone Gebara



Congrès 1998



Roland Laneuville



Congrès 1998



Congrès 1998



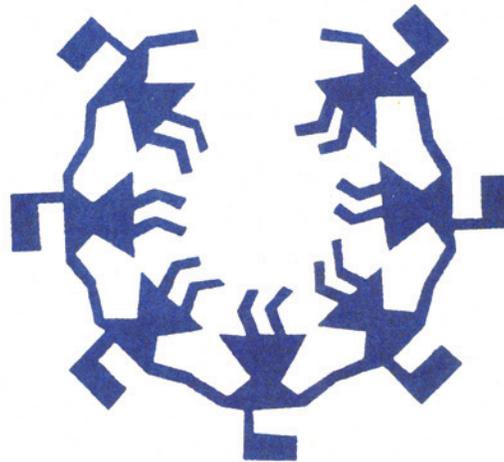
Congrès 1998



Congrès 1998

CONGRÈS 1999

LA MONDIALISATION À L'HEURE DES SOLIDARITÉS



*Revue latino-américaine **Aquelarre** 1995*

**Congrès
11 - 12 septembre 1999**



Entraide missionnaire

LA MONDIALISATION À L'HEURE DES SOLIDARITÉS

Congrès 1999

La mondialisation : subir ou agir?

Albert Longchamp

Le commerce équitable pour des échanges plus justes

Isabelle St-Germain

Des luttes pour contrer l'AMI

Philippe Duhamel

La reconnaissance du viol comme crime contre l'humanité – Nouvelle dimension des droits humains

Gisèle Bourret

Mondialisation, nouveaux enjeux éthiques et Évangile

Luis Pérez Aguirre

LA MONDIALISATION À L'HEURE DES SOLIDARITÉS

Cher(e)s ami(e)s,

Au nom de l'équipe de la permanence, il me fait grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce congrès. Depuis notre rendez-vous de l'an dernier, diverses secousses ont perturbé l'actualité.

- La crise financière brésilienne, marquée par une forte dévaluation de la monnaie nationale, a suscité des inquiétudes de tous ordres.
- L'automne dernier, l'ouragan Mitch a frappé l'Amérique centrale et à la mi-août, un tremblement de terre de grande amplitude a secoué la Turquie : ces catastrophes naturelles ont coûté des milliers de vies, causé des destructions incalculables et suscité un important courant de solidarités...
- La guerre au Kosovo, nourrie de tensions ethniques, de viols, d'assassinats et autres morts violentes, a généré un si long cortège de personnes déplacées qu'elle a presque jeté dans l'oubli d'autres conflits tout aussi majeurs dans lesquels sont plongées les populations civiles de l'Afrique des Grands lacs, du Chiapas, du Libéria, de la Colombie et de combien d'autres pays.
- Le peuple du Timor oriental, longtemps bâillonné, vient de choisir majoritairement la voie de l'indépendance et, à cause de cela, sa population est pourchassée, massacrée, exilée et on met à feu et à sac les habitations et les institutions. Et une fois de plus nous constatons l'impuissance de l'ONU...
- La liste pourrait s'allonger encore...

Dans ce contexte de grandes turbulences et en ce triste anniversaire du coup d'État chilien du 11 septembre 1973, s'ouvre le présent congrès ayant pour thème *La mondialisation à l'heure des solidarités*. Nous vivons à l'heure des multiples discours sur la mondialisation. Celle-ci nous est servie à toutes les sauces : mondialisation des économies, mondialisation des marchés, mondialisation des impunités, mondialisation de la culture, mondialisation de la pauvreté, mondialisation des solidarités, etc.

Une approche critique par rapport au processus de la mondialisation s'exprime de plus en plus ouvertement. On sait bien que ce processus est très souvent associé à la lutte sauvage pour les marchés, aux grandes crises financières, mexicaine, asiatique, brésilienne ou autre, à l'appauvrissement irréversible de grandes parties de populations dans les pays du Sud et du Nord. On sait aussi que les fusions d'entreprises, les mises à pied massives, la dévaluation des monnaies nationales sont à l'ordre du jour...

La déclaration de Riccardo Petrella, Président du Groupe de Lisbonne, dans le film *TURBULENCES*, est révélatrice en ce sens : *Nous avons inventé cette espèce de commandement : il faut que nous fassions partie du processus de l'intégration du monde dans un seul grand marché. C'est une nouvelle idéologie, c'est une nouvelle culture, c'est une espèce de religion de dire que désormais la marche de l'histoire de l'humanité, l'essence de la marche actuelle des sociétés contemporaines, c'est de créer un seul grand marché intégré, autorégulateur!* Et alors, le rôle de chacun de nous c'est de faire en sorte que son propre marché, le marché local, s'intègre bien dans le marché mondial... Parce que désormais il n'y a plus de pays, il n'y a plus de sociétés; {...} il n'y a que les marchés.

Dans leurs dernières interventions, les tenants de la mondialisation tenteraient-ils de se déculpabiliser des effets négatifs de leurs décisions?

- N'est-elle pas étonnante cette déclaration de James Wolfensohn (Président de la Banque mondiale) plaidant pour le développement socialⁱⁱ, pour la *création d'un nouveau cadre de développement où le sort des pauvres ne passerait plus derrière la stabilité des marchés... Nous devons nous concentrer sur les questions sociales... Nous devons apprendre à avoir un débat dans lequel l'arithmétique ne domine pas l'humanité, où la nécessité de changements draconiens doit être compensée par la protection des intérêts des pauvres.*
- Et que dire de cette déclaration surprenante du président de la France, Jacques Chirac, à l'occasion de la rencontre du G8 à Cologne en juin dernierⁱⁱⁱ *La mondialisation, ce n'est pas seulement le profit, c'est aussi le social!*
- Dans une entrevue publiée dans *Le Devoir* à la fin du mois de juin, Joseph Stiglitz, économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, constate l'échec de l'ultralibéralisme à sortir les pays de la crise économique... Tous les piliers du temple sont ébranlés, constate-t-il.^{iv}
- Même le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) reconnaît qu'il y a des perdants de la mondialisation et qu'il faut venir à leur secours en proposant des outils pour humaniser la libéralisation des échanges.^v
- Enfin, les délégations des conseils économiques et sociaux (CES) d'une trentaine de pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine ont marqué leur détermination à donner un contenu social à la mondialisation lors de leur sixième rencontre tenue les 1^{er} et 2 juillet à Port-Louis (île Maurice). Ces délégations, partisans d'un « nouvel ordre mondial », ont souhaité que le processus irréversible de mondialisation des échanges soit accompagné d'une mondialisation des politiques sociales!^{vi}

Face à ces discours creux des tenants de la mondialisation et à leur reconnaissance timide des effets déshumanisants du néolibéralisme et de la domination des marchés, d'autres voix s'élèvent, des résistances s'organisent, des alternatives voient le jour. À la veille d'un nouveau siècle, des citoyennes et des citoyens ressentent la nécessité d'un contre-projet global pouvant être opposé au modèle dominant. Ignacio Ramonet écrit : *il flotte dans l'air comme un besoin d'utopie...*^{vii}

À l'ère du néolibéralisme, de plus en plus de citoyennes et de citoyens refusent le cynisme ou la démission, s'impliquent dans des associations qui se coordonnent de plus en plus au niveau international en vue de changer les règles du jeu, au Nord comme au Sud.

Que l'on pense

- au vaste projet de la marche mondiale des femmes de l'an 2000, projet mis en route par la Fédération des femmes du Québec et auquel sont déjà inscrits plus de 2000 groupes de 135 pays... On sait que les femmes, à travers le monde, sont les principales victimes des politiques néolibérales. Elles s'appauvrissent, subissent le joug du patriarcat et veulent voir de plus en plus leurs droits reconnus. Mais les femmes sont aussi initiatrices d'alternatives à la pauvreté et à la violence. Elles mettent sur pied des coopératives, des groupes de défense de droits, des cuisines collectives, des centres de femmes, etc. Il est bien compréhensible qu'elles se mobilisent autour de revendications mondiales contre la pauvreté et pour le partage de la richesse, contre les violences faites à leur endroit et pour le respect de leur intégrité.
- À la tenue de la rencontre internationale *Dictature des marchés financiers? Un autre monde est possible*, tenue à Paris les 24, 25 et 26 juin dernier. Cette rencontre était organisée par l'Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (ATTAC) en collaboration avec le Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), le Development of Alternatives for Women

in a New Era (DAWN), le Forum mondial des alternatives et la Coordination des comités contre l'AMI. La lutte contre l'AMI a suscité le regroupement de centaines d'associations comme l'Observatoire de la Mondialisation, l'ATTAC et autres. Rappelons ici quelques éléments de la déclaration et des résolutions de la délégation africaine à cette rencontre de juin dernier :

La présence de nos organisations africaines démontre que l'Afrique n'est pas synonyme de pauvreté de masse, de division, de marginalisation, de guerre, de désespoir. Nous voulons témoigner qu'il existe sur notre continent une histoire riche de résistances : résistance à l'esclavage, à la colonisation, au néocolonialisme et, actuellement, à la globalisation néolibérale... C'est contre la globalisation capitaliste, l'ajustement structurel imposé par le FMI et la Banque mondiale, la libéralisation du commerce et de l'investissement prônés par l'OMC que notre résistance s'organise aujourd'hui...^{viii}

- Mentionnons aussi la grande manifestation réalisée au Brésil ces jours derniers. Pour la 5^e année consécutive, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a appelé à un grand rassemblement baptisé *Le cri des exclus*. Depuis 1995, cette manifestation annuelle se tient le 7 septembre, jour des célébrations de l'indépendance nationale. Cette année, plus d'un million de personnes de différentes villes du Brésil ont répondu à cet appel afin de dénoncer les politiques économiques gouvernementales. Il faut savoir que la majorité du peuple brésilien souffre particulièrement de l'augmentation du chômage, de la hausse effrénée des prix et de l'absence de politiques sociales.

Oui, ils sont nombreux et elles sont nombreuses, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, à vouloir introduire une « pincée d'humanité dans les rouages de la machine néolibérale ». De plus en plus de réseaux de solidarité, au Nord comme au Sud, ont entrepris de dénoncer les ravages de tous ordres de la domination des marchés; mais aussi ces mêmes réseaux tentent de proposer des mesures concrètes pour desserrer l'étau de la dictature des marchés. Ils démontent le discours libéral et mettent de l'avant des propositions montrant qu'il existe des alternatives et que « un autre monde est possible ». La notion de bien commun est peut-être à remettre à l'ordre du jour! Elle nous aiderait sans doute à développer de nouvelles pratiques politiques, sociales et culturelles...

Dans le cadre de ce congrès, nous vous proposons donc, dans un premier temps, de réfléchir sur l'évolution de la conjoncture internationale dans la perspective de la mondialisation. Il s'agit de mieux saisir ce processus et aussi d'en comprendre davantage la logique sous-jacente et ce, dans le contexte des relations Nord-Sud.

Dans ce tour d'horizon, nous voulons aussi mieux connaître les nouveaux courants, les alternatives qui prennent forme face à l'ordre mondial actuel. Nous l'avons déjà dit, des résistances significatives s'expriment. Des organisations de la société civile prennent de plus en plus d'espace et deviennent des lieux de luttes sociales en vue de la transformation des rapports entre les humains et de leurs rapports au monde.

Dans un second temps, en après-midi, nous examinerons, avec trois (3) de nos personnes invitées, trois expériences de construction de nouvelles solidarités, expériences menées par des groupes issus de la société civile, et nous verrons en quoi ces expériences sont révélatrices d'une nouvelle citoyenneté, d'une citoyenneté responsable.

Il sera question

- au niveau économique : des expériences de « commerce équitable » à partir de la mise en place de la campagne UN JUSTE CAFÉ à ÉQUITERRE ;
- au niveau politique et culturel : des luttes d'un réseau de citoyen(ne)s en résistance à la mise en place de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) ;

- au niveau des droits : des luttes des groupes de femmes pour « la reconnaissance du viol comme crime contre l'humanité », dans les pays où sévissent des conflits armés.

Enfin, **dans la matinée de dimanche**, sera proposée une réflexion sur les rapports entre mondialisation, nouveaux enjeux éthiques et Évangile. Nos sociétés font face à de nouveaux défis planétaires. Ceux-ci interpellent radicalement nos engagements pour la justice, pour la solidarité et commandent de nouveaux repères éthiques. Quels sont-ils et en quoi sont-ils nouveaux ? Une éthique de la solidarité est-elle possible ? La foi chrétienne peut-elle proposer de nouvelles significations pour des solidarités « sans frontières » ?

En terminant cette intervention, c'est avec émotion que j'évoque la mort récente de Dom Helder Camara, 90 ans, archevêque d'Olinda et Recife dans le nord-est du Brésil, internationalement connu comme « la voix des sans voix ». Nous nous souviendrons longtemps de l'évêque des favelas et de son combat contre la misère et l'exploitation, de son engagement solidaire avec les appauvri(e)s du Brésil et du monde. Il aura connu dans les 15 dernières années de sa vie la démolition systématique, par son successeur, de la pastorale diocésaine et régionale qu'il avait mise en place dans l'esprit du concile Vatican II. Il aura même été sommé de se taire... Ce fut sa dernière et longue épreuve... Que l'organisme Obras de Frei Francisco dont il était le président, poursuive son œuvre de justice et puisse compter sur un vaste réseau de solidarité chez nous.

En ce début de congrès, je tiens à remercier :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Elisa Fernández qui a quitté l'Entraide en mai dernier, Martine Floret qui s'est jointe à l'équipe en août, Ghislaine Jacques, Micheline Malboeuf, Denis Tougas ;
- les personnes-ressources qui ont accepté notre invitation : Albert Longchamp, Isabelle St-Germain, Philippe Duhamel, Gisèle Bourret, Luis Pérez Aguirre ;
- Constance Vaudrin pour sa disponibilité à accepter l'animation du congrès ;
- les nombreuses personnes bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité, à l'équipe de la célébration ;
- Jeanne Lemire et la librairie des Éditions Paulines ;
- le traiteur du Collège ... et toute l'équipe technique ;
- les communautés sociétaires de l'Entraide missionnaire et Développement et Paix pour leur appui financier ;
- et chacune, chacun de vous qui, par votre participation, rendez possible cet événement.

Le congrès est ouvert ! Que la compétition « sans frontières » pour de nouveaux marchés fasse place à de nouvelles solidarités « sans frontières » !

ⁱ Film *Turbulences*, voir bibliographie.

ⁱⁱ *Le Devoir*, 7 octobre 1998.

ⁱⁱⁱ *Le Devoir*, 21 juin 1999.

^{iv} Pascal Riché, *Libération* dans *Le Devoir*, 29 juin 1999.

^v Claude Lévesque, *Le Devoir*, 4 juillet 1999.

^{vi} *En quête d'une mondialisation plus sociale - Une trentaine de pays se montrent déterminés*, dans *Le Devoir*, 5 juillet 1999.

^{vii} *Le Monde diplomatique*, mai 1998.

^{viii} Éric Toussaint, Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, Bruxelles, Belgique, 6 juillet 1999.

CONGRÈS 2000

NOTRE PLANÈTE EN ÉTAT D'URGENCE



Revue New Internationalist - Janvier-Février

**Congrès
9 - 10 septembre 2000**



Entraide missionnaire

NOTRE PLANÈTE EN ÉTAT D'URGENCE

Congrès 2000

L'eau : marchandise ou bien commun patrimonial

Marie Mazalto

L'Amazonie brésilienne en conflit – Vieux modèle et nouveaux sujets

Jean-Pierre Leroy

Au cœur de la terre, la libération de la vie

Heather Eaton

NOTRE PLANÈTE EN ÉTAT D'URGENCE

Bonjour,

Bienvenue à chacune, à chacun! Un XXVI^e congrès de L'EMI nous rassemble autour de nos interrogations à propos de l'avenir de notre planète. Depuis notre rendez-vous de l'an dernier, l'actualité a été marquée de nombreux événements :

- les rencontres de Seattle et de Davos sur la mondialisation,
- le lancement officiel le 8 mars de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000 et les mobilisations suscitées dans plus de 158 pays,
- le Forum mondial de l'eau tenu à La Haye en mars dernier sur la propriété et la qualité de l'eau,
- le décryptage quasi complet du génome humain et ses possibles conséquences sur les recherches scientifiques à venir,
- le Sommet social de l'ONU tenu à Genève à la fin de juin sur la situation de la pauvreté dans le monde,
- le Sommet international du Millénaire pour la Paix rassemblant à New York un millier de chefs religieux pour réfléchir sur les conditions d'un engagement global pour la paix,
- le *Millenium Summit* réunissant ces jours-ci à l'ONU les chefs d'État de plus de 150 pays en vue de réexaminer le rôle à jouer par l'organisation au 21^e siècle, en particulier ses missions de paix,
- des conflits majeurs secouant plusieurs régions du monde et provoquant des désastres écologiques : Afrique des Grands Lacs, Haïti, Colombie, Timor, Moyen-Orient...
- etc.

La participation citoyenne à la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en décembre a bénéficié d'une large couverture médiatique. On se souviendra que des milliers de citoyen-ne-s se sont levé-e-s pour dire à la face du monde : « Assez! ». Assez d'accepter la mondialisation comme une fatalité. Assez de voir le marché décider à la place des élu-e-s. Assez de voir le monde transformé en marchandise. Assez de subir, de se résigner, de se soumettre... Et comme l'écrivait Ignacio Ramonet, *alors que s'éteignait le siècle, une lueur s'est levée à Seattle* (L'aurore par Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*, janvier 2000).

Certes, la rencontre à Seattle a constitué un tournant. La demande de justice et d'égalité qui, telle une lame de fond, traverse la longue histoire de l'humanité, a resurgi à cette occasion. Après avoir revendiqué les droits politiques et sociaux, les citoyen-ne-s ont réclamé, devant les ravages de la mondialisation, une nouvelle génération de droits, cette fois collectifs : droit à la paix, droit à une nature préservée, ... droit au développement des peuples... (L'aurore par Ignacio Ramonet dans *Le Monde diplomatique*, janvier 2000).

Dans le prolongement des réflexions du congrès de l'an passé sur la mondialisation des marchés et des solidarités, à la lumière des revendications d'un nouveau droit à une nature préservée et en cette période de Jubilé qui prescrit le « repos pour la terre » en vue de son renouvellement, nous voici engagé-e-s dans une réflexion sur *l'état d'urgence de notre planète*.

Un des premiers cris d'alarme sur les conséquences dramatiques des pratiques du développement avait été lancé en 1972 par un groupe de Sages réuni à Rome. Scientifiques, économistes, anthropologues, sociologues avaient publié un texte qui avait pour titre *Les limites du développement*.

À l'idée d'une production maximale, le Club de Rome avait affirmé qu'il y avait des limites à tout. Les ressources diminuent et même il est possible de prévoir quand certaines d'entre elles s'épuiseront...

Vingt ans plus tard, en juin 1992, à Rio de Janeiro au Brésil, s'est tenu le *Sommet de la planète Terre*. Plus de dix mille participant-e-s de 178 pays avaient participé à cette Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Protection de la nature, sauvegarde de l'écosystème et « développement durable » étaient au cœur des discussions qui débouchèrent sur une *Charte de la planète* et sur l'*Agenda 21*. Des thèmes comme « pollueur-payeur », la convention sur la diversité biologique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, etc. suscitèrent de nombreux désaccords. La puissance des multinationales, les orientations de la recherche, les modes de consommation et les types de développement, du Nord en particulier, ont été vivement mis en cause et de façon percutante par les participant-e-s au Sommet parallèle des organisations non gouvernementales.

La conférence de Berlin sur les climats, en avril 1995, avait ratifié l'idée que le marché n'était pas en mesure de répondre entre autres aux risques globaux sur l'environnement. Le productivisme à outrance demeurait le premier responsable de la mise à sac de la planète. L'étendue des désastres écologiques concernait tous les citoyen-ne-s du monde. L'alarme écologique sonnait!

Après trente ans de conférences internationales, la lutte pour la survie de la planète est plus que jamais à l'ordre du jour. À lire les principaux titres des journaux et des revues ces derniers mois, une évidence s'impose : les grands enjeux environnementaux sont toujours à l'agenda! Qu'il suffise de mentionner que :

- l'eau potable diminue au niveau mondial et cette ressource manque déjà à la moitié de l'humanité;
- sa privatisation entraîne de plus en plus de soulèvements populaires comme en Bolivie au mois dernier; comme l'affirmait le vice-président de la Banque mondiale, Ismaël Serageldin, *l'enjeu des guerres du 21^e siècle pourrait être l'eau* (*Le Devoir*, 14 août 2000);
- les dévastations écologiques ne cessent de se multiplier : forêts détruites, faune décimée, récoltes ravagées, eaux polluées, déchets toxiques déversés, progression alarmante de la désertification, utilisation à grande échelle des pesticides, etc.

Le débat suscité par le film *L'erreur boréale* du chanteur et poète québécois Richard Desjardins, l'ouverture de la Commission parlementaire sur la révision du régime forestier, l'amorce de discussions sur le Rapport Beauchamp portant sur la reconnaissance de l'eau comme bien commun, le clonage d'animaux, la modification du code génétique d'aliments de base, les luttes, en Europe surtout, pour l'étiquetage des produits transgéniques, la révolution génétique en cours révèlent l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'environnement et sur la substance même de la vie.

Dans sa présentation de la série estivale d'articles publiés dans *Le Devoir* sur la révolution génétique, Michel Venne écrit :

La référence à Dieu s'impose. En effet, la révolution génétique pourrait conférer à l'humanité le pouvoir suprême de façonner l'être humain et le reste de la nature selon ses désirs.

Dans l'utopie charriée par les biotechnologies, nous pourrions, grâce au génie génétique, rayer des maladies de la surface de la planète, programmer la croissance des forêts, faire naître des enfants parfaits (selon quels critères, je vous le demande) ou se reproduire soi-même par la technique du clonage.

Certes, nous n'en sommes pas là... Les progrès de la génétique remettent en question la perception que nous avons de nous-mêmes et de la nature.

... La révolution génétique est déjà commencée même si elle n'en est qu'à ses débuts. Elle fascine. Elle inquiète. Elle transforme déjà la pratique de l'agriculture et de la médecine. Elle est porteuse de promesses mais aussi de menaces à la biodiversité et à la biosécurité de la planète.

Elle est aussi le fer de lance d'une nouvelle industrie multimilliardaire... Des intérêts financiers immenses sont en mouvement. On se met à breveter le vivant. Que faire devant tout cela?...

(Le Devoir, 17 juin 2000.)

Au cours de la fin de semaine, nous vous proposons donc, dans un premier temps, de réfléchir sur les enjeux environnementaux dans une perspective internationale. Cette question sera présentée en tenant compte des contextes scientifique, économique et politique qui la caractérisent. Des liens seront faits entre menaces sur l'environnement et modes de gestion des ressources, entre manipulation et exploitation de composantes élémentaires de la nature et menaces sur la vie, entre justice sociale et écologique et droit. Il s'agira de mieux saisir l'état d'urgence de notre planète dans le contexte des rapports Nord-Sud.

Dans un second temps, en après-midi, nous aborderons trois (3) problématiques spécifiques pour illustrer concrètement quelques menaces environnementales qui affectent les populations du Nord et du Sud. Il s'agit des problèmes liés à la propriété et à l'utilisation de l'eau, à l'exploitation de la forêt et au développement des OGM. Nous découvrirons aussi des mobilisations au Sud et au Nord autour de ces problématiques à dimension planétaire.

À cette fin, il sera question

- à propos de l'eau : de son accessibilité et de sa rareté, des luttes sociales actuelles pour une meilleure qualité de l'eau et contre sa privatisation, des principales revendications au plan international et des perspectives d'avenir de l'eau comme bien commun de l'humanité;
- à propos des forêts : de l'état de la forêt amazonienne, du processus de déforestation et son impact sur les populations autochtones et sur l'environnement, des luttes nationales et internationales pour la survie de l'Amazonie et des écosystèmes;
- à propos des OGM : de la modification du code génétique d'aliments de base et leur mise en marché par les multinationales de l'agro-alimentaire, de l'impact de cette modification sur la santé des populations, sur l'environnement et sur la démocratie.

Dans la matinée de dimanche, nous serons invité-e-s à une réflexion éthique sur les menaces environnementales et les nouveaux défis planétaires. Comment prendre au sérieux les limites de la croissance, l'épuisement et la destruction des ressources naturelles, et les dangers que court l'espèce humaine? Comment mettre en action la solidarité avec les générations futures, les droits des êtres vivants, le respect de la nature? Saurons-nous traduire cette solidarité, ces droits et ce respect en exigences éthiques? Saurons-nous aussi établir des liens entre les cris de la terre et les cris des pauvres, entre la justice écologique et la justice sociale? Nous serons appelé-e-s à repenser une nouvelle alliance entre les humains et la terre et plus largement entre les humains et l'univers.

Il est à souhaiter que ce congrès favorise une prise de conscience des rapports étroits entre le projet néolibéral et la destruction des sources de la vie et une prise en compte du destin collectif des habitant-e-s de la planète.

*Ne tuons pas la beauté du monde
La dernière chance de la terre
C'est maintenant qu'elle se joue*

*Ne tuons pas la beauté du monde
Faisons de la terre un grand jardin
Pour ceux et celles qui viendront après nous
Après nous.*

(L'hymne à la beauté du monde – Paroles : Luc Plamondon - Musique : Christian St-Roch – Isabelle Boulay – États d'amour.)

À la fin de cette mise en route, permettez-moi de remercier :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Martine Floret, Ghislaine Jacques qui nous a quittés cet été, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau nouvellement arrivée et Denis Tougas;
- les personnes-ressources : Heather Eaton, Jean-Pierre Leroy, Marie Mazalto, Louise Vandelac;
- l'animatrice du congrès : Claire Doran;
- les nombreuses personnes bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la célébration : Richard Bonetto, Claire Doran, Martine Floret et Benoît Fortin;
- Jeanne Lemire et la librairie des Éditions Paulines;
- toute l'équipe technique;
- les communautés sociétaires de L'EMI et l'organisme Développement et Paix pour leur soutien financier;
- et chacune, chacun de vous pour sa présence à cet événement annuel.

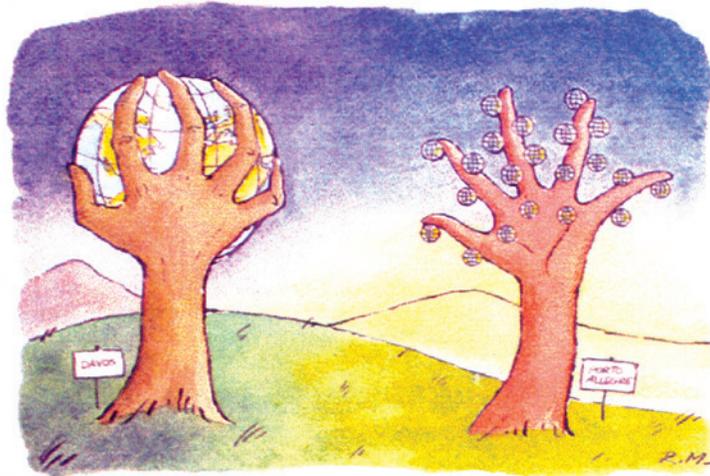
Le congrès est ouvert!



Jean-Pierre Leroy, Heather Eaton, Claire Doran, Marie Mazalto et Louise Vandelac

CONGRÈS 2001

Vers une **autre** mondialisation



Messages—Avril 2001—Avec la permission de l'illustrateur Pierre Cornuel

CONGRÈS
de
L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

8 ET 9 septembre 2001

VERS UNE AUTRE MONDIALISATION

Congrès 2001

Pour une globalisation des ripostes

Éric Toussaint

L'impact de la mondialisation sur le traitement du SIDA en Afrique du Sud et ailleurs dans le monde

Marie-Hélène Bonin

Le mouvement international contre l'impunité

Pascal Kambale

Le mouvement des femmes en marche

Charlotte Thibault

Pour répondre à l'envers du sens - mondialiser la solidarité

Yvonne Bergeron

VERS UNE AUTRE MONDIALISATION

À chacune, à chacun, bonjour,

Bienvenue à ce rendez-vous annuel! Nous souhaitons qu'il soit un moment privilégié de partage de nos inquiétudes et de nos espoirs face à l'évolution de nos sociétés et de nos églises. Ce congrès s'ouvre à l'heure d'une escalade sans précédent de la violence dans le conflit israélo-palestinien et à l'heure des négociations de la dernière chance à la Conférence internationale de l'ONU sur le racisme. Les débats sur le sionisme et l'esclavagisme sont particulièrement difficiles. Au même moment, chez nos voisins du Sud, quatre (4) religieuses pacifistes, condamnées à six (6) mois de prison, sont actuellement détenues pour avoir accompli un acte de désobéissance civile durant la manifestation de protestation qui s'est déroulée, en novembre, à Fort Benning, en Géorgie, devant le siège de la *School of the Americas*, centre d'entraînement militaire ayant formé beaucoup de tortionnaires... À souligner que les quatre (4) religieuses emprisonnées ont entre 68 et 88 ans! Il n'y a pas d'âge pour la désobéissance civile! Et Joan Chittister, religieuse bénédictine bien connue, vit actuellement d'énormes difficultés avec le Vatican. Elle avait participé en juin, à Dublin en Irlande, au premier Congrès mondial sur l'ordination des femmes dans l'Église catholique malgré les fortes pressions de l'institution romaine l'invitant à ne pas prendre part à ce rassemblement mondial. Sa participation avait été appuyée par la grande majorité des sœurs de sa communauté, dont la prieure Christine Vladimiroff et par le Mouvement international « Nous sommes Église ». Plus près de nous, la ministre de la Coopération internationale, Maria Minna, mène ces jours-ci des consultations nationales sur les nouvelles orientations de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Un vaste réseau d'organismes non gouvernementaux se mobilise pour dénoncer les nouvelles orientations de l'aide publique canadienne de plus en plus centrées sur les intérêts du secteur privé et du commerce international au détriment des populations appauvries du monde.

Faisons rapidement un tour d'horizon de l'actualité des derniers mois, actualité marquée de multiples protestations citoyennes à l'échelle mondiale. Hélas, les décideurs de la planète répriment de plus en plus dans la violence ces mouvements d'opposition.

Pour rafraîchir notre mémoire collective, évoquons brièvement :

- la Marche mondiale de l'an 2000 pour éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes qui a suscité un vaste mouvement de solidarité sur la planète : plus de 6 000 groupes répartis dans 161 pays y ont participé. Les grands rassemblements d'octobre à Washington et New York ont témoigné de la volonté des femmes du monde de remettre en question l'ordre économique mondial et de faire de leurs revendications un programme politique pour les années à venir.

- La Conférence panafricaine et internationale sur la dette du Tiers monde tenue à Dakar au Sénégal en décembre 2000. Cette conférence était organisée par Jubilee South, coalition de campagnes sur la dette et de mouvements sociaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. À l'agenda de la rencontre, mentionnons la crise de la dette et les politiques d'ajustement structurel et leur impact sur l'appauvrissement des populations du Nord et du Sud.
- Le Forum économique global, à Davos, en Suisse, a regroupé en janvier des dirigeants politiques et des PDG de grandes multinationales, tous partisans de la mondialisation. Ce Forum a donné lieu à une large mobilisation des antimondialistes sur place. Se tenait simultanément au Brésil un grand rendez-vous de la « résistance au néolibéralisme », le Forum social mondial de Porto Alegre. Cette rencontre a réuni des représentant-e-s de multiples groupes de la société civile provenant de différents continents. Plus de 10 000 personnes y participaient. Ce rassemblement a été décrit comme un nouvel espace international dans la recherche d'alternatives au modèle économique dominant. Nouvel espace aussi pour l'élaboration de stratégies nouvelles en vue de donner la priorité au développement solidaire, à la justice sociale, à la démocratie... Un 2^e rendez-vous de la « société civile planétaire » est prévu à Porto Alegre en janvier 2002 au moment même où se tiendra le prochain Forum de Davos.
- La marche des zapatistes à la fin du mois de février : Marcos, chef de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), et 23 autres commandant-e-s escortés par des personnalités amies venues du monde entier ont marché de l'État du Chiapas jusqu'à Mexico, en suivant symboliquement l'itinéraire emprunté le 6 décembre 1914 lors de la Révolution mexicaine par le célèbre insurgé Emiliano Zapata. *Nous voici, nous sommes la dignité rebelle, le cœur oublié de la patrie* s'est exclamé Marcos au centre de Mexico, s'adressant à la population mexicaine au nom de milliers d'Indiennes et d'Indiens.
- Le Sommet des Amériques à Québec en avril : 34 chefs d'État des pays du continent, à l'exception de Cuba, ont discuté de la création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), d'ici 2005. Parallèlement à ce Sommet, des organismes de la société civile s'étaient donné rendez-vous dans le cadre du Sommet des peuples afin d'analyser les enjeux de la ZLÉA et ses impacts négatifs prévisibles sur les populations des Amériques et proposé des alternatives à ce projet d'intégration économique dans le respect de la démocratie, de l'égalité, de la justice sociale et de la diversité ethnique et culturelle.
- Pour la 1^{ère} fois de son existence, l'organisme Amnesty international, dans son Rapport annuel 2001, publié au mois de mai dernier, a dénoncé les effets de la mondialisation. Soulignant qu'elle est confrontée au défi de la mondialisation en matière de droits humains, l'organisation a décidé d'élargir son action en ne la limitant plus à la défense des seuls droits civils et politiques mais en s'efforçant d'agir plus directement en faveur des droits économiques, sociaux et culturels et sur l'ensemble des droits fondamentaux de la personne humaine.

- À l'occasion de la tenue du Sommet du G8 à Gènes en Italie en juillet, des centaines d'organisations civiles se rassemblaient dans le Genoa Social Forum (GSF) et pendant les discussions du G8, 200 000 manifestant-e-s dénonçaient le nouvel ordre mondial mais à quel prix : un mort, six cents blessé-e-s! *Le G8 de la honte* écrivait Susan George dans *le Monde diplomatique* du mois d'août dernier.

Depuis la mobilisation internationale contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, puis les manifestations de Seattle contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1999, et celles de Davos en janvier 2000 et 2001, les révoltes contre la mondialisation se multiplient (Prague, Washington, Okinawa, Melbourne, Nice, Göteborg, Québec, Gènes). Ces manifestations, ces cris d'une société civile en action montrent qu'un mouvement citoyen planétaire se construit non sans tensions... et contradictions...

Qu'en sera-t-il de la protestation citoyenne lors des prochaines rencontres de l'OMC dans l'émirat de Qatar, en novembre prochain et du prochain sommet du G8 en 2002 en Alberta, dans une station difficile d'accès des Montagnes rocheuses canadiennes?

Dans cet important mouvement international d'opposition à la mondialisation, divers réseaux d'Églises sont présents. Des croyant-e-s de différentes confessions religieuses y participent. Quelques exemples significatifs :

- un atelier sur « vie religieuse et globalisation » s'est tenu à Maryknoll, dans l'état de New York en mai dernier. Au cours de cet atelier, les participant-e-s ont réfléchi au rôle actuel des instituts religieux dans les forums des Nations Unies et autres institutions internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) de même que leurs propres gouvernements nationaux, pour tout ce qui touche les problèmes de la mondialisation. *Nous sommes invités à des efforts communs sur le plan international, national et local pour que la globalisation se soucie de la solidarité, de l'équité, de l'entraide... dans l'optique des pauvres et des exclus... Comme religieux, religieuses, nous sommes appelé-e-s à nous engager dans la promotion et le développement d'alternatives aux modèles actuels dominants de globalisation économique et culturelle. C'est particulièrement crucial pour l'action de nos membres qui travaillent au niveau local.* Dans cette perspective, les jésuites de la pastorale indigène de l'Amérique latine ont réfléchi sur la situation des peuples indigènes à l'ère de la globalisation... et, au cours de leur chapitre général, les Dominicains ont fait de la mondialisation un thème majeur et ont adopté un document dont le titre est *Humaniser la globalisation...*
- Deux importantes réunions du Conseil œcuménique des Églises (COE) se sont tenues également au cours de l'été. D'abord, un colloque a eu lieu à la fin du mois de juin à Budapest en Hongrie sur *La mondialisation en Europe centrale et orientale – Réactions aux conséquences écologiques, économiques et sociales de la mondialisation*. Un deuxième colloque s'est tenu à Nadi, Fidji, dans le Pacifique. Le COE prépare une analyse théologique des solutions de rechange possibles à la mondialisation en vue de l'assemblée générale de 2004.

- Les religieuses et religieux présent-e-s au Forum social de Gènes en juillet, ont présenté un document aux leaders du G8. Intitulé *Pour une justice économique en faveur des pays appauvris* et signé par plus de 70 congrégations, le document demande l'annulation de toute la dette, y compris celle contractée envers la Banque mondiale et le FMI et la fin des programmes d'ajustement structurel.

La contestation de la mondialisation a pris des formes diverses. Bien sûr, il y a eu les actions spectaculaires fortement médiatisées à l'occasion des nombreux sommets officiels et parallèles. Mais il ne faut pas sous-estimer l'importance des autres formes d'opposition menées par les mouvements sociaux et les syndicats tant au Sud qu'au Nord et les actions des organisations non gouvernementales (ONG) – Greenpeace, Amnesty international, Médecins sans frontières, etc. et celles des multiples associations pour le commerce équitable, pour la finance éthique, pour la dette extérieure du tiers monde, pour la taxation de la spéculation financière, etc.

Le congrès de cette année propose de réfléchir aux multiples dimensions de la contestation de la mondialisation néolibérale et aux diverses résistances qu'elle engendre. En conférence d'ouverture, Éric Toussaint brossera un tableau de l'évolution des luttes citoyennes non seulement dans leurs aspects de revendications et de refus mais aussi dans leurs aspects de propositions d'alternatives à cette mondialisation. À la lumière de son expérience et de ses nombreuses participations à des rencontres internationales, il présentera une histoire *des autres voix de la planète* en train de se faire entendre et une mondialisation alternative en train de se construire.

Cet après-midi, trois (3) exemples de mobilisation internationale seront présentés. Ils nous semblent porteurs d'une nouvelle conscience planétaire.

1. La lutte victorieuse, menée principalement par Médecins sans frontières (MSF), contre les grandes compagnies pharmaceutiques qui tentaient d'interdire à l'Afrique du Sud de légiférer sur l'accès aux médicaments essentiels anti-sida. Cette lutte sera présentée par Marie-Hélène Bonin.
2. Les luttes internationales contre l'impunité par la mise en place de tribunaux internationaux et de la Cour pénale internationale et aussi par la mise en application graduelle de l'universalité de certains aspects du droit international. Ce point sera présenté par Pascal Kambale.
3. Les résistances et les stratégies des femmes depuis Mexico en 1975 jusqu'à la Marche Mondiale de l'an 2000 et l'évolution de leur leadership sur les enjeux qui les concernent. L'ampleur du mouvement des femmes et son impact mondial sera présenté par Charlotte Thibault.

Enfin, dans la matinée de demain, Yvonne Bergeron, théologienne, proposera une réflexion sur les valeurs présentes dans diverses traditions spirituelles et/ou religieuses qui inspirent et animent les nouveaux mouvements de résistances et sur les recherches de nouveaux repères dans la construction d'un nouveau projet de société à l'échelle planétaire.

Il est à souhaiter que nos échanges au cours de ce congrès nous aident à prendre conscience des forces mais aussi des fragilités des mouvements d'opposition à la mondialisation néolibérale et, surtout, qu'ils nous engagent dans des recherches d'alternatives en vue d'une *autre mondialisation*, celle des solidarités et des résistances.

Je termine en rappelant quelques paroles de Luis Perez Aguirre, invité au congrès de 1999 et décédé tragiquement à Montevideo en janvier dernier. ... *Le sentiment de solidarité doit engendrer un mouvement de solidarité. Pour réaliser la justice sociale, il faut toujours qu'il y ait de nouveaux mouvements de solidarité...* Il en va de notre responsabilité à toutes et à tous.

Au terme de cette mise en route, permettez-moi de remercier :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Martine Floret, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau et Denis Tougas;
- les personnes-ressources : Yvonne Bergeron, Marie-Hélène Bonin, Pascal Kambale, Charlotte Thibault, Éric Toussaint;
- l'animatrice du congrès : Lorraine Guay;
- les nombreuses personnes bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la célébration : Martine Floret et Claude Lacaille;
- l'équipe de la librairie Paulines;
- toute l'équipe technique;
- les sociétaires de l'EMI et l'organisme Développement et Paix pour leur appui financier;
- et chacune, chacun de vous pour votre participation à cet événement annuel.

Le congrès 2001 est ouvert!



Congrès 2001



Congrès 1998



Congrès 2001



Marie-Hélène Bonin



Éric Toussaint



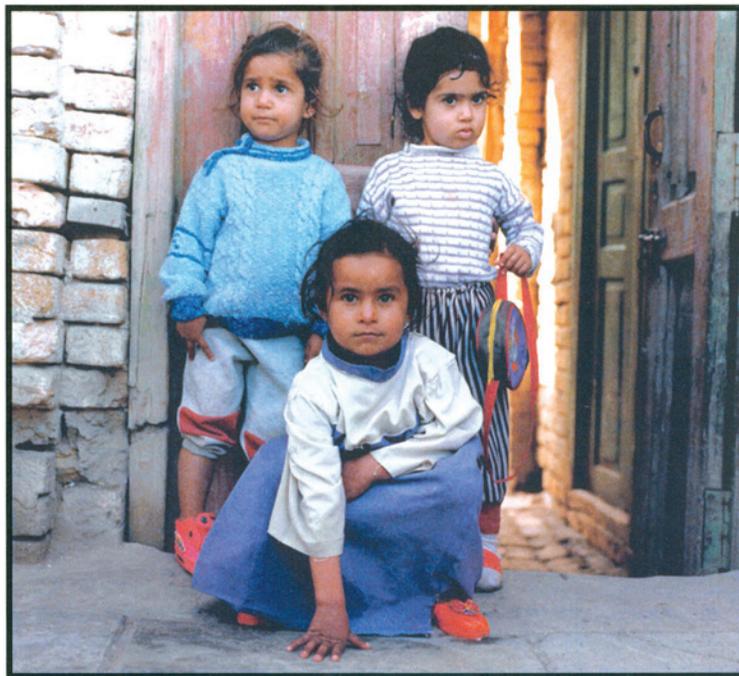
Charlotte Thibault et Lorraine Guay



Yvonne Bergeron

CONGRÈS 2002

Le choc du 11 septembre 2001
un an plus tard...



Irak - Janvier 2000
Photo : © Josée Lambert

Congrès
7 - 8 septembre 2002



L'Entraide missionnaire

LE CHOC DU 11 SEPTEMBRE, UN AN PLUS TARD...

Congrès 2002

À l'Ouest, rien de nouveau
Thierry Hentsch

Le développement dans la spirale des lois du marché : le cas du NEPAD
Zo Randriamaro

Les droits humains : le compte à rebours
Alejandro Teitelbaum

Nouveaux défis pour la résistance citoyenne
Lorraine Guay

Ouverture du dimanche matin
Élisabeth Garant

Les voies du dialogue entre les religions
Jean Mouttapa

LE CHOC DU 11 SEPTEMBRE, UN AN PLUS TARD...

À chacune, à chacun, bonjour,

À la même période l'an passé, nous nous retrouvions autour du thème *Vers une autre mondialisation*, celle des citoyennes et citoyens engagé-e-s dans la construction d'un mouvement planétaire de résistance. Nous avons réfléchi sur l'évolution de la mondialisation des marchés, son impact sur les conditions de vie des populations et sur le développement du mouvement « pour une autre mondialisation ». Les « quêtes de sens au cœur de nos résistances » avaient aussi habité nos réflexions. À la fin du congrès, nous nous quittons en souhaitant aller de l'avant dans nos engagements pour la mondialisation des solidarités et avancer aussi dans nos recherches spirituelles et religieuses pouvant inspirer notre implication citoyenne ici et ailleurs. C'était le 9 septembre 2001...

Deux jours plus tard, nous avons été brusquement poussé-e-s ailleurs. À 9h du matin, on apprend qu'il vient de se passer quelque chose de terrible aux États-Unis. Un avion a percuté de plein fouet une tour du World Trade Center à New York. Au moment où nous nous précipitions devant les téléviseurs à l'affût des dernières nouvelles, nous observions en direct un 2^e avion percuter l'autre tour. Puis quelques instants plus tard, le Pentagone à Washington venait aussi d'être frappé par un autre avion piraté. Nous connaissons la suite...

11 septembre 2001. *Ondes de choc sur la planète... L'Islam en questions... La guerre malgré nous... La guerre immuable... Guerre totale contre un péril diffus... Guerre et mondialisation : la vérité derrière le 11 septembre... Au lendemain du 11 septembre, le monde a changé...* Autant de titres de bouquins, d'articles de revues et d'émissions de télévision! Mais le monde a-t-il vraiment changé depuis le 11 septembre? « La réalité a dépassé la fiction », a-t-on entendu à plusieurs reprises. « Et si la fiction avait plutôt déserté la réalité? » s'interrogeait Jean Pichette dans sa présentation de l'ouvrage collectif *Les tours de Babel – La paix après le 11 septembre* (Édition les 400 coups, Montréal 2002). Et si c'était vrai que le peuple américain se retrouvait fragile... comme d'autres peuples de la terre?

Ces attentats de New York et Washington ont été au cœur des événements de la dernière année par ailleurs marquée par d'autres événements tout aussi significatifs pour la compréhension des rapports difficiles entre les peuples et pour l'avenir incertain de la planète :

- Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil en parallèle au Sommet de Davos tenu exceptionnellement à New York à la fin du mois de janvier;
- contre-sommet de la société civile en marge de la Conférence officielle de l'ONU sur le financement du développement, conférence tenue à Monterrey au Mexique à la fin du mois de mars;
- mobilisation de groupes de différents pays d'Afrique de concert avec leurs partenaires occidentaux à l'occasion du Sommet du G8 tenu en juin dernier à Kananaskis en Alberta;
- Forum global de la société civile en marge du Sommet mondial pour le développement durable (appelé Sommet de la terre ou Rio+10) qui vient tout juste de se terminer à Johannesburg en Afrique du Sud.

Dans la mouvance de ces grands carrefours internationaux et des événements tragiques du 11 septembre qui ont marqué l'actualité de la dernière année, de nombreux groupes de la société civile ont fait entendre leur voix un peu partout autour de la planète :

- pour condamner les attentats de New York et Washington qui ont fait des milliers de victimes innocentes et déclarer que les actes terroristes et les gestes fanatiques sont inacceptables;
- condamner également l'ouverture d'un nouveau front de guerre, celui de la guerre au terrorisme international. Cette guerre menée depuis le 7 octobre dernier par les États-Unis et leurs alliés, Canada compris, en Afghanistan, pays ruiné par des années de guerre et par le régime des talibans; cette guerre menée aussi par Israël en Palestine et qui risque de s'étendre prochainement en Irak;
- pour réclamer des gouvernants qu'ils refusent de se laisser entraîner dans une logique de guerre et fassent appel à une logique de paix « qui inclurait nécessairement une réflexion sur les causes de la violence, notamment, les violations du droit international, la grande pauvreté et les inégalités croissantes » comme on pouvait lire dans une lettre d'une coalition québécoise d'organisations non gouvernementales au premier ministre du Canada, Jean Chrétien, 3 jours après les attentats;
- rappeler que la catastrophe du 11 septembre ne doit pas nous faire oublier d'autres tragédies quotidiennes telles la famine, l'expansion du sida, les cataclysmes naturels, le manque d'eau potable, etc. et qui passent le plus souvent inaperçues par la plupart des médias du monde et font aussi des milliers de victimes innocentes, en particulier des femmes et des enfants. Comme l'écrivait la Malienne Aminata Traoré dans son livre *Le viol de l'imaginaire* :

Il n'y a jamais eu d'union sacrée face au sort, de plus en plus lamentable, des peuples déshérités et désespérés du Sud. Nos voix sont à peine audibles. L'humanité s'est installée dans une situation où les cœurs, toujours plus désabusés et asséchés, ne s'émeuvent – et encore – que lorsque la mort frappe brutalement la multitude, de préférence à New York ou Washington. L'intensité et la sincérité de l'émotion sont fonction du statut social et économique des victimes et – nous venons de l'apprendre – du prestige du lieu où le malheur survient. Tout se passe comme si certaines vies valaient mieux et plus que d'autres, comme si la mort seyait mieux au Sud qu'au Nord.

(Le viol de l'imaginaire, Fayard, Paris, 2002.)

Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, la guerre du Vietnam et les dictatures militaires d'Afrique et d'Amérique latine, les coups d'État du Chili et d'ailleurs, la guerre du Golfe et l'actuelle guerre civile en Colombie ont fait des milliers de victimes. Leur mort aurait-elle moins de poids que la mort tout autant inacceptable des victimes des attentats de New York et Washington?

- enfin pour proposer une autre vision : celle d'un monde où la paix serait fruit de la justice sociale, économique, celle d'un monde appelé à renoncer aux armes et aux mesures restrictives à l'encontre des réfugié-e-s comme solutions pour contrer le terrorisme comme le rappelaient les participant-e-s à une vigile pour la paix organisée à Montréal en octobre dernier dans le cadre de la 3^e Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes regroupant des représentantes d'une cinquantaine de pays. C'est dans cette même quête de paix qu'à l'automne dernier plus de 450 organismes de la société civile québécoise ont adhéré à la déclaration « Non à la guerre! Non au terrorisme! »

Nous voilà maintenant à quelques heures du 1^{er} anniversaire de la tragédie du 11 septembre 2001. Que penser de ces événements? Ont-ils quelque chose à nous dire sur notre temps? sur notre monde? sur nous-mêmes?

Le présent congrès s'ouvre sur une réflexion de Thierry Hentsch sur *le malaise dans la civilisation occidentale depuis le 11 septembre. Quelque chose d'autre que l'acier et le béton s'est brisé sous l'effet de cette secousse sismique qui a atteint l'Occident dans ses fondements*, écrivait-il récemment. Quel est ce *quelque chose d'autre*? Pourquoi de tels attentats ont-ils été commis? Quel est leur impact sur le monde occidental, sur les relations entre l'Occident et l'Orient, sur le clivage Nord-Sud, sur nos rapports à l'autre, en l'occurrence l'Arabe, le Musulman?

Cet après-midi, nous nous interrogerons sur la dégradation inquiétante de la situation dans le monde au cours de la dernière année. Que l'on pense à l'imposition de lois plus restrictives, à la censure de l'information, aux faillites d'entreprises multinationales et leur cortège de mises à pied, aux coupures dans les budgets sociaux et dans l'aide publique au développement jumelées à l'augmentation des dépenses militaires, à l'effondrement de l'économie argentine, à la marginalisation de plus en plus grande de l'ONU, au renforcement de l'occupation militaire des territoires palestiniens par Israël, à la poursuite de la guerre au terrorisme déclenchée en Afghanistan contre un ennemi invisible, sans territoire et jusqu'à ce jour insaisissable, à la nouvelle escalade dans la préparation d'une prochaine offensive américaine contre l'Irak, etc. Comme l'écrivait Alain Gresh dans la dernière édition du *Monde diplomatique* : La question posée n'est pas *Devons-nous aller en Irak?* mais *Comment y aller?* (Alain Greish, *Objectif Bagdad*, *Le Monde diplomatique*, septembre 2002).

Nous examinerons donc l'après-11 septembre à partir de trois problématiques spécifiques :

1. Le développement dans la spirale des lois du marché ou comment comprendre les politiques néolibérales comme génératrices d'exclusion sociale, de marginalisation économique et de conflits violents. Nous analyserons les pressions exercées sur les pays en développement en vue de leur intégration au marché mondial. Le cas du NEPAD (acronyme anglais pour « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ») sera analysé par la sociologue d'origine malgache Zo Randriamaro, travaillant au réseau Third World Network pour l'Afrique, basé au Ghana.
2. Depuis le 11 septembre, nous avons assisté à l'adoption précipitée de lois dites anti-terroristes, constituant des menaces pour les droits et les libertés. Les gouvernements ont justifié le renforcement de leurs dispositifs sécuritaires en prétextant que cela est nécessaire pour gagner la lutte au terrorisme. L'État de droit a été fragilisé et les atteintes aux droits humains ont augmenté de façon très inquiétante dans le monde. Qu'en est-il au juste? Cette réflexion sera présentée par Alejandro Teitelbaum de l'Association américaine de juristes auprès des organismes des Nations Unies à Genève.
3. Le débat sur la mondialisation semble avoir été ébranlé par les événements du 11 septembre. Les mouvements de lutte contre la mondialisation néolibérale aussi. À l'heure de la guerre au terrorisme, des restrictions des droits et des libertés civiles, de l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, qu'est devenue l'opposition citoyenne? De nouveaux espaces d'expression de la dissidence sont-ils en train de naître? Les défis pour la résistance citoyenne seront présentés par Lorraine Guay, responsable du projet de formation « Mouvements sociaux et citoyenneté » au Service aux collectivités (UQAM).

L'actualité de la dernière année a révélé au grand jour que l'ingérence de la religion dans la politique est toujours à l'ordre du jour. Les uns font la guerre en se réclamant du djihad, d'autres en appelant à la croisade du Bien contre le Mal. Au nom des dieux, on fait la guerre. Pourquoi? Dans la matinée de demain, nous réfléchirons à l'apport des religions dans la compréhension de la crise actuelle, aux conditions d'un nouveau dialogue entre humains de diverses traditions religieuses, aux défis de la recherche d'unité en contexte de diversité culturelle et à la dimension politique du dialogue interreligieux avec Jean Mouttapa, directeur du département Spiritualités aux éditions Albin Michel à Paris.

Il est à souhaiter que nos échanges au cours de la fin de semaine nous aident à comprendre un peu mieux les causes à l'origine des attentats du 11 septembre, à saisir leur impact sur le processus de mondialisation en cours, sur l'état des droits et sur notre responsabilité citoyenne. Il est à souhaiter également qu'ils nous permettent d'approfondir, à l'heure de la guerre au terrorisme, les risques et les exigences d'un engagement pour la paix, à être « alliance de paix » comme l'écrivait Jean-François Casabonne dans *Ma paix tremble*, poème écrit le 11 septembre dernier :

*... Il n'y a pas que le Pentagone qui bat de l'aile
aujourd'hui mon âme atterrée perd ses plumes
hagard, je suis la foule
dans le nuage au ras de terre
et je hurle
murmure de paix
poème nu
je délie mon corps statue*

*Que puis-je être d'autre qu'une vigile?
Autre qu'alliance de paix
Marcher pour qu'elle advienne
Autre que vous enlacer le corps
D'un amour à bras-le-cœur.*

(Jean-François Casabonne, *Liberté statue*, dans *Relations*, no 672, novembre 2001 – Publié sous le titre *Ma paix tremble* dans *Les tours de Babel, la paix après le 11 septembre*, Éd. Les 400 coups, Montréal, 2002, page 84.)

En terminant ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Claudine Gagnon, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau et Denis Tougas;
- les personnes-ressources : Lorraine Guay, Thierry Hentsch, Jean Mouttapa, Zo Randriamaro, Alejandro Teitelbaum;
- l'animatrice du congrès : Élisabeth Garant;
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la célébration : Micheline Brisson, Marie-Hélène Côté, Claudine Gagnon, Renaude Grégoire et André Myre;
- l'équipe de la librairie Paulines;
- l'équipe technique;

- les sociétaires de L'EMI, le centre Droits et Démocratie, l'organisme Développement et Paix pour leur important appui financier;
- et chacunE de vous pour votre intérêt et votre présence à ce congrès annuel.

Le congrès 2002 est maintenant ouvert!



Alejandro Teitelbaum et Élisabeth Garant



Lorraine Guay



Jean Mouttapa



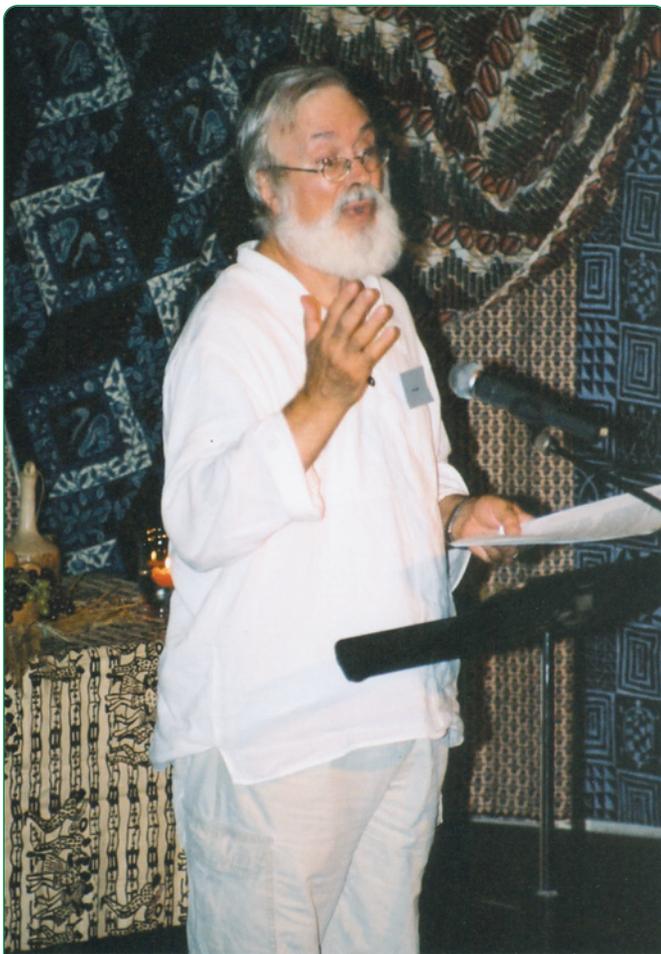
Thierry Hentsch et Élisabeth Garant



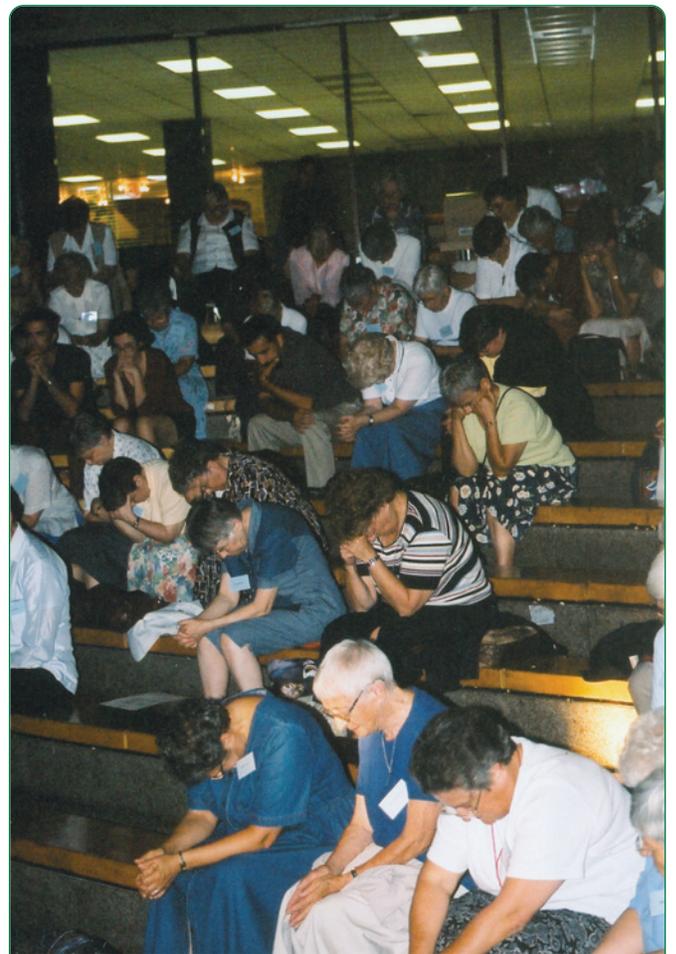
Zo Randriamaro et Élisabeth Garant



Congrès 2002



André Myre



Congrès 2002

CONGRÈS 2003

LE MONDE
EN MAL DE PAIX



Manifestation à Montréal - printemps 2003
photo : Renaude Grégoire

CONGRÈS
de
L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

6 et 7 septembre 2003

LE MONDE EN MAL DE PAIX

Congrès 2003

L'état du monde au lendemain de l'agression contre l'Irak
Antoine Sfeir

L'Amérique latine à la lumière de l'hégémonisme américain
Janette Habel

Le remodelage actuel du Proche-Orient
Rachad Antonius

Ouverture du dimanche matin
Claire Doran

Résister à l'Empire : urgence éthique, fidélité évangélique
Gregory Baum

Les défis du mouvement pour la paix
Francine Néméh

LE MONDE EN MAL DE PAIX

Bonjour,

Nous voici à nouveau ensemble pour notre rendez-vous annuel! Souvenons-nous que l'an passé nous nous étions retrouvés autour du thème *Le choc du 11 septembre, un an plus tard...* Notre réflexion a porté sur ce que cette tragédie et ses suites nous ont révélé de notre temps, de notre monde et de nous-mêmes.

Un an plus tard... Où en sommes-nous? Comme l'écrivait Edgar Morin dans *La violence du monde, ... la tâche la plus difficile est de penser notre planète, mais c'est aussi la plus nécessaire.* (Jean Baudrillard, Edgar Morin, *La violence du monde*, Éditions du Félin / Institut du Monde Arabe, Paris 2003, p. 49.)

Nous sommes à quelques semaines de l'attentat au camion piégé qui a décapité les Nations Unies à Bagdad : quartier général partiellement détruit, au moins une vingtaine de morts et une centaine de personnes blessés. Le Brésilien Sergio Vieira de Mello, représentant spécial en Irak du secrétaire général de l'ONU, est au nombre des victimes. Cet attentat a suscité indignation et incompréhension dans la communauté internationale devant ce qui est devenu pour beaucoup *le 11 septembre des Nations Unies*.

Cet attentat contre l'Organisation des Nations Unies (ONU) est survenu cinq mois après le déclenchement de la guerre contre l'Irak. En effet, le 20 mars dernier, en dehors de toute légalité et légitimité, une pluie de missiles et de bombes s'abattait sur Bagdad, les administrations étatsunienne et britannique mettant à exécution leur opération Choc et Stupeur, sans l'appui de l'ONU, sans l'aval du Conseil de sécurité, à l'encontre de l'opinion mondiale.

Selon une étude intitulée *Guerre en Irak : coûts, conséquences et alternatives* de l'Académie américaine des Arts et des Sciences de Cambridge (Massachusetts) publiée en décembre dernier, une intervention militaire en Irak pourrait coûter jusqu'à 2 000 milliards de dollars sur dix ans, l'équivalent du budget annuel des États-Unis. Et que dire des coûts humains?

Depuis la publication de cette étude et de ses sinistres prévisions, l'intervention militaire en Irak a bien eu lieu et les choses ont mal tourné dans le pays, plus rapidement que personne ne l'aurait imaginé. L'armée dite de « libération » s'est transformée en armée d'occupation. La résistance à l'occupation du pays se manifeste de plus en plus. Les récents événements survenus à Najaf, Nasiriyah, Bassorah le confirment. Les révélations des dernières semaines sur les raisons du déclenchement de cette guerre par Washington et Londres sont de plus en plus troublantes. Il y

aurait eu une campagne de manipulation pour faire croire aux opinions publiques mondiales que l'Irak détenait et fabriquait des armes de destruction massive (ADM). Au cours de la guerre, aucune arme de destruction massive ne fut trouvée, ni même utilisée par l'Irak. Cette vérité que Bush et Blair connaissaient avant le déclenchement de la guerre apparaît aujourd'hui au grand jour : la guerre a été déclenchée non pour détruire ces armes mais pour changer le régime de Bagdad et remodeler le Proche-Orient. Les armes n'ont servi que de prétexte. Le numéro 2 du Pentagone, Paul Wolfowitz, a même déclaré que la décision des États-Unis de mettre de l'avant la menace des armes de destruction massive, pour justifier une attaque contre l'Irak a été prise pour des « raisons bureaucratiques ». Et comble de l'absurde, « les troupes américaines (à la recherche d'ADM) ont elles-mêmes utilisé du napalm pendant l'opération militaire » selon une déclaration faite en août par un responsable du Pentagone sous couvert d'anonymat.

Cette *deuxième Guerre du Golfe* a occupé l'avant-scène de l'actualité mondiale ces derniers mois et a relégué aux oubliettes d'autres situations conflictuelles, dont :

- le bouclage des territoires palestiniens par Israël provoquant une situation humanitaire catastrophique pour les 3,5 millions de Palestiniens;
- le durcissement de la junte militaire birmane avec la nouvelle arrestation d'Aung San Suu Kyi, la dirigeante de l'opposition officielle;
- le déplacement de milliers de civils au Burundi provoqué par de violents combats entre factions rivales;
- les massacres interethniques dans le nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC), en particulier à Bunia, dans la région de l'Ituri;
- le retour de l'insécurité et l'augmentation des violations des droits humains en Haïti à la veille des célébrations du bicentenaire de l'indépendance du pays en 2004.

Tout au long de l'année, un mouvement international d'opposition citoyenne à l'exclusion sociale et à la guerre s'est manifesté de différentes façons. Pensons

- à la grande marche pour la paix en Irak dans les rues de Porto Alegre au Brésil à l'ouverture (au début de 2003) du 3e Forum social mondial;
- à l'Appel de la Marche mondiale des femmes contre la guerre en Irak et à la manifestation du refus de la guerre lors de la 4e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes tenue à Nouvelle Delhi en Inde en mars dernier;
- aux multiples manifestations pour la paix d'une ampleur sans précédent qui ont eu lieu en février et mars dans des centaines de villes à travers le monde, dont Montréal (15 février, 15 et 22 mars 2003) où se sont réunies entre 150 et 200 mille personnes dans le centre-ville;
- aux diverses prises de position du pape Jean-Paul II, du Conseil œcuménique des Églises, des Conférences religieuses de différents pays dont celle des États-Unis, pour dénoncer l'illégalité et l'illégitimité de l'intervention militaire en Irak;
- aux nombreuses initiatives pour la paix à travers le monde, entre autres :
 - les manifestations contre des installations de missiles nucléaires dans le Colorado aux États-Unis en octobre 2002 et au cours desquelles trois religieuses ont été arrêtées et ultérieurement

- condamnées à des peines de prison variant de 30 à 41 mois pour avoir violé le périmètre d'une des installations lors d'une manifestation contre la guerre en Irak;
- les manifestations et activités pacifistes organisées par le « *Thomas Merton Center* » de Pittsburgh;
 - la rencontre à Oslo du *Millenium Peace Summit* visant à réaliser la paix au Moyen-Orient et à relancer l'action des Nations Unies;
 - la rencontre *Mémoire pour la paix* à Auschwitz-Birkeneau organisée par Émile Shoufani, Arabe israélien, prêtre à Nazareth;
 - les manifestations pacifistes du mouvement israélien *Femmes en Noir* qui lutte pour un règlement négocié du conflit israélo-palestinien;
 - les échanges de solidarité entre communautés religieuses irakiennes et américaines.

Le présent congrès s'ouvre dans ce contexte international à la fois marqué par l'escalade des conflits armés et par l'ampleur des mouvements du refus de la guerre. Il vise à mieux identifier les enjeux qui sous-tendent l'évolution de la situation internationale marquée par la spirale guerrière, la consolidation de la domination étatsunienne sur le monde, l'affaiblissement de l'ONU, le recul des droits et libertés mais aussi par l'ampleur et la diversité du mouvement citoyen pour une autre mondialisation et pour la paix.

En conférence d'ouverture, Antoine Sfeir présentera *l'état du monde au lendemain de l'agression contre l'Irak*. Avec lui, nous nous interrogerons sur les intérêts et les influences qui redessinent la carte du monde et celle des relations internationales. La guerre d'agression contre l'Irak risque-t-elle de marquer une rupture dans l'ordre de ces relations? Un nouvel état de la planète est-il en train de se mettre en place?

Cet après-midi, nous nous questionnerons sur les effets de l'hégémonisme des États-Unis sur le continent latino-américain, sur le remodelage du Proche-Orient et sur le dynamisme des mouvements d'opposition citoyenne. Ces mouvements ont-ils un avenir à l'heure où l'empire se met en place et se consolide au nom de la sécurité et de la guerre au terrorisme?

Nous examinerons donc les effets de ce nouvel hégémonisme étatsunien sous trois angles spécifiques :

1. D'abord, l'évolution et l'avenir des pays du continent latino-américain. Quel est l'impact de la réorganisation de la domination américaine sur le rôle des États, les échanges économiques et les crises sociales du continent? En quoi les populations latino-américaines sont-elles affectées par les visées sécuritaires et militaristes des États-Unis? La victoire électorale de Lula au Brésil ouvre-t-elle de nouveaux espaces aux organisations de la société civile du continent, initiatrices des Forum sociaux mondiaux de Porto Alegre?

L'Amérique latine à la lumière de l'hégémonisme américain sera présenté par Janette Habel, spécialiste de l'Amérique latine.

2. Dans un deuxième temps, le monde arabe, en particulier le Proche-Orient. En quoi la récente guerre d'agression contre l'Irak favorise-t-elle le remodelage de la région? Comment réagissent les populations arabes face à ce nouvel agenda politique? Quels courants influencent actuellement leurs sociétés? Quel est le poids des facteurs religieux dans les tensions de la région?

Le sociologue Rachad Antonius présentera *Le remodelage actuel du Proche-Orient*.

3. Enfin, le mouvement international d'opposition citoyenne au contrôle économique et militaire de la planète, en particulier le mouvement pacifiste aux États-Unis. Quelle forme ce mouvement a-t-il pris ces derniers mois? Quelles sont ses principales revendications et stratégies? Y a-t-il des liens à établir entre les résistances aux logiques néolibérale et guerrière? Et la contribution des femmes dans ce mouvement?

Par la présentation du documentaire *La voix de la paix*, nous souhaitons apporter un éclairage sur l'évolution du mouvement de dissidence chez nos voisins du Sud et sur l'impact des nombreuses manifestations pacifistes dénonçant les visées hégémoniques du gouvernement Bush. La mort en décembre dernier de Philip Berrigan, activiste américain de la paix et des droits humains, ayant participé activement aux manifestations pacifistes contre les armes nucléaires et contre la guerre au Vietnam, nous rappelle que l'histoire de la dissidence aux États-Unis remonte à plusieurs années.

Et dimanche matin, à l'heure de l'avènement d'un monde de plus en plus unipolaire, le théologien Gregory Baum proposera une réflexion sur les exigences éthiques du refus de la logique de guerre et de l'engagement pour la paix. En puisant aux sources de nos héritages et de nos traditions, quel sens donnerons-nous aux divers mouvements de résistance face au nouvel Empire. Une culture de la paix est-elle encore possible?

En deuxième partie de matinée, Francine Néméh présentera le développement du mouvement pour la paix et proposera des pistes d'action pour ce mouvement. D'où vient l'urgence d'agir localement et internationalement contre la guerre et pour la paix? Quelles sont les forces et les faiblesses de la mobilisation sans précédent contre la guerre en Irak? Il semble se dessiner une raison d'être plus permanente du mouvement international pour la paix, et plus près de nous du Collectif québécois Échec à la guerre. Qu'en est-il? Quel sera le rôle de ce mouvement dans le processus de reconstruction de l'Irak actuellement contrôlé par les États-Unis et les corporations transnationales qui ont des intérêts dans les armes et le pétrole?

Il est sans doute significatif de réaliser que le présent congrès dont le thème est *Le monde en mal de paix* coïncide avec le 40^e anniversaire de la publication de l'encyclique *Pacem in Terris* de Jean XXIII. Dans cette lettre, Jean XXIII développait plusieurs grands thèmes dont la délégitimation de la guerre, inappropriée pour installer la justice, l'impératif du désarmement, surtout nucléaire, et le projet d'une véritable autorité mondiale pour réguler la communauté des nations. Ce texte

d'une étonnante actualité est à lire ou à relire en ces jours où la paix, plus que jamais, est à construire.

Pour reprendre les propos d'Edgar Morin, ... *Nous savons qu'il faut solidariser la planète, qu'il faut en finir avec les guerres, résorber les inégalités les plus criantes... Nous sommes dans l'obligation, aujourd'hui, quand nous faisons le bilan de tous les processus planétaires, de ne plus continuer sur la même voie et d'imaginer un commencement, mais la question est de savoir comment.* (Jean Baudrillard, Edgar Morin, *La violence du monde*, Éditions du Félin / Institut du Monde Arabe, Paris 2003, p. 66-67.)

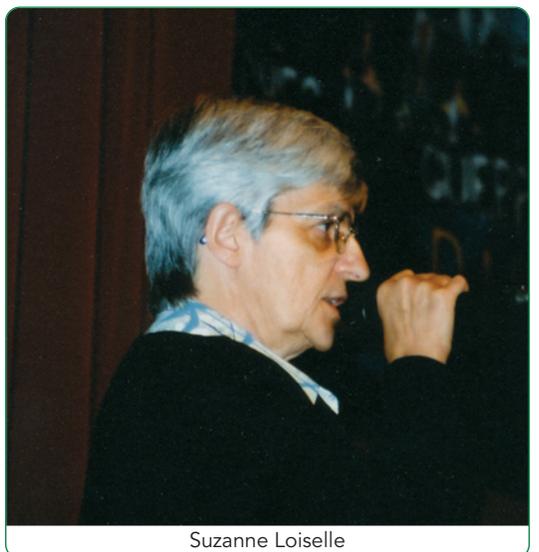
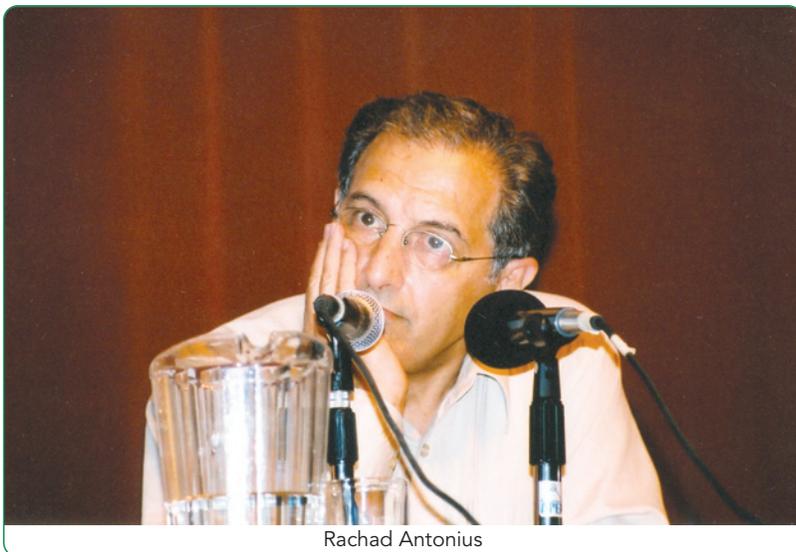
En terminant ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Claudine Gagnon qui nous a quittés en juin et qui est mère d'une magnifique petite Anna, Maurilio Galdino qui vient de se joindre à l'équipe, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau et Denis Tougas;
- les personnes-ressources : Rachad Antonius, Gregory Baum, Janette Habel, Francine Néméh, Antoine Sfeir;
- l'animatrice du congrès : Claire Doran;
- l'équipe de la célébration : Richard Bonetto, Micheline Brisson et Maurilio Galdino;
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la librairie Paulines;
- l'équipe technique;
- les sociétaires de L'Entraide missionnaire et l'organisme Développement et Paix pour leur important soutien financier;
- et chacunE de vous pour votre intérêt à la thématique du congrès.

Le congrès 2003 est ouvert! Qu'il soit fécond!



Rachad Antonius, Janette Habel, Claire Doran, Francine Néméh, Antoine Sfeir et Gregory Baum



CONGRÈS 2004

*Au nom de la sécurité,
les droits humains en péril...*

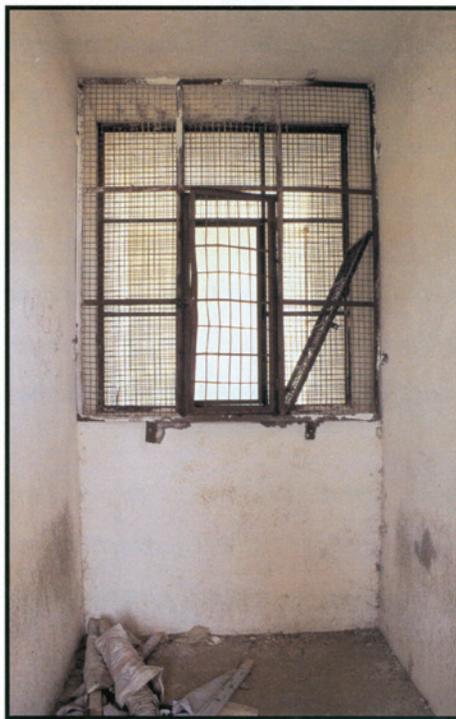


Photo © Josée Lambert

*Congrès de
L'Entraide missionnaire*

11 et 12 septembre 2004

AU NOM DE LA SÉCURITÉ, LES DROITS HUMAINS EN PÉRIL...

Congrès 2004

Le droit international et les droits humains à l'heure de la mondialisation de la sécurité

Tiphaine Havel

Opposition entre droits commerciaux et droits humains : comment la comprendre? Comment la dépasser?

Dorval Brunelle

Avancées et reculs dans la lutte contre l'impunité

Luis Guillermo Pérez

Mot d'ouverture du dimanche matin

Raymond Levac

Les Dominicains aux Nations Unies et les défis pour les droits humains

Philippe LeBlanc

Pour un monde fondé sur les droits

Mélanie Bizet

Claire Doran

Diane Boudreault

AU NOM DE LA SÉCURITÉ, LES DROITS HUMAINS EN PÉRIL...

Bonjour!

Avec plaisir, au nom de l'équipe de L'EMI, je souhaite à chacune, à chacun la bienvenue à ce congrès. Pour un bon nombre parmi vous, il s'agit d'un rendez-vous annuel! Pour d'autres, un rendez-vous occasionnel ou tout simplement une première! L'équipe se réjouit de vous accueillir en si grand nombre.

11 septembre 2004! Troisième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington! Bien triste anniversaire au moment où l'actualité internationale nous rappelle trois (3) ans plus tard que nous sommes encore aujourd'hui dans un contexte de terreur... Qu'il suffise d'évoquer Bagdad, Gaza, l'Ituri (RDC), le Darfour (Soudan), Gatumba (Burundi), Djakarta (Indonésie)...

Au moment de la publication de son rapport annuel en mai dernier, Amnistie internationale (AI) affirmait et je cite : *la dérive qui se dessine à l'échelle mondiale depuis les attentats du 11 septembre 2001 a la forme d'un cercle vicieux où terroristes et politiques antiterroristes se trouvent – dans les faits – à se nourrir les uns des autres. Rien ne justifie les meurtres de civils et les actes violents commis par Al-Qaïda, les FARC en Colombie ou le Hamas en Israël. Mais le drame est d'autant plus grand que la réponse antiterroriste des gouvernements passe par la déliquescence du respect du droit.* La secrétaire générale de l'organisation, Irene Khan a même accusé les Américains d'avoir sacrifié les droits humains sous le couvert de leur guerre au terrorisme. Et AI ajoute : *La tendance à laquelle nous avons assisté et que nous avons vue se développer cette année est une mise à l'écart des droits humains, aussi bien pour des raisons idéologiques des groupes armés que pour des raisons de sécurité par des gouvernements. En conséquence, les États-Unis, appliquant une logique tout à fait absurde, ont fait du monde un endroit nettement plus dangereux. Il ne peut pas y avoir de sécurité durable sans respect des droits humains* (Guy Taillefer, *Les droits humains sont « sacrifiés » au nom de la sécurité*, dénonce Amnesty International dans *Le Devoir*, édition du jeudi 27 mai 2004).

Un bref regard sur la dernière année nous permet de nous rendre à l'évidence que les droits humains ont été violés par des groupes terroristes et ces violations ont été largement médiatisées. Qu'il suffise de mentionner :

- les attentats meurtriers du 11 mars à Madrid;
- les nombreuses prises d'otages en Irak, en Russie, en Colombie;
- le contrôle par des groupes armés de certaines parties du territoire d'Haïti;

- les multiples attentats suicides par des kamikazes d'origines diverses;
- le récent carnage dans une école de Beslan en Ossétie du Nord.

Mais les droits humains ne sont pas violés seulement par des organisations terroristes mais aussi par des gouvernements, les États-Unis en tête, au nom d'impératifs sécuritaires, de mainmise sur des richesses naturelles et de soif de pétrole. En font foi :

- l'incarcération dans des conditions humiliantes et violentes de milliers de Palestiniens dont une centaine de femmes dans les prisons israéliennes, tous considérés comme prisonniers politiques;
- l'accélération de la construction par Israël du « mur de l'apartheid » cantonnant des milliers de Palestiniens dans des enclaves, leur bloquant l'accès à leurs terres et à des services essentiels dont l'eau;
- le recours presque quotidien de Washington à des frappes militaires dites préventives en Irak;
- la détention sans inculpation ni jugement de centaines (650) de prisonniers originaires de 42 pays sur la base américaine de Guantanamo à Cuba; depuis l'intervention en Afghanistan, les prisonniers y sont détenus « indéfiniment » et sans statut juridique;
- les abus commis par des soldats américains à l'endroit de prisonniers irakiens, dont des actes de torture perpétrés entre autres à la prison d'Abou Ghraib; des photos de ces actes de torture ont fait le tour du monde et soulevé l'indignation générale;
- l'adoption de législations antiterroristes dont les mesures exceptionnelles du Patriot Act aux États-Unis où les infractions font l'objet de définitions vagues, où il est permis d'emprisonner indéfiniment sans inculpation et où la détention au secret favorise la torture;
- l'investissement de milliards de dollars du gouvernement américain dans les technologies de surveillance de pointe. Pour *AI*, les États-Unis mènent la guerre antiterroriste avec des moyens à la fois indiscriminés et disproportionnés.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, plusieurs autres gouvernements ont cautionné la « guerre au terrorisme » dite « guerre préventive ». Le Canada n'a pas échappé à cette dérive. Il a rapidement adopté une loi antiterroriste (C-36) qui écorche la présomption d'innocence. Le Canada a déporté des personnes vers des pays où se pratique la torture ne respectant plus sa signature de la *Convention internationale contre la torture*. Le recours aux certificats de sécurité et la détention de personnes ciblées deviennent de plus en plus fréquents dans notre pays. Les cas

plus connus de Maher Arar et Mohamed Cherfi en sont une bonne illustration. Le Canada a appuyé la détention des « combattants dits illégaux » à Guantanamo. Enfin, le Canada s'est honteusement abstenu lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU le 20 juillet dernier, vote qui demandait qu'Israël respecte la décision récente de la Cour internationale de Justice (CIJ) à propos du Mur érigé par Israël.

La « guerre au terrorisme » et l'occupation illégale de l'Irak ont fait oublier des conflits persistants en Colombie, en Haïti, dans l'Afrique des Grands Lacs, au Soudan, en Tchétchénie et dans tant d'autres coins de la planète. Qui plus est, comme le dénonçait AI, les États ne se sont pas préoccupés des véritables armes de destruction massive que sont l'injustice et l'impunité, la pauvreté, la discrimination et le racisme, le commerce non réglementé d'armes légères, la violence contre les femmes et contre les enfants (Amnistie internationale, Rapport 2004, Les Éditions francophones d'Amnesty International, 2004).

La sanglante prise d'otages en Ossétie du Nord, dont plusieurs otages étaient des enfants, a suscité une vague universelle d'indignation la semaine dernière. Et avec raison. Mais qui, au jour le jour, s'indigne de la situation des enfants exploités dans l'ombre, à l'abri des caméras? Qui se préoccupe des 246 millions d'enfants qui travaillent dans les usines, les champs ou les bordels? 10 millions d'entre eux feraient du travail domestique, un esclavage des temps modernes? Qui se préoccupe des 300 000 enfants soldats recensés dans près de 30 pays du monde, dont plus du tiers (120 000) se trouvent dans des forces et bandes armées africaines, selon l'UNICEF? Pourtant la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que le Protocole s'y rapportant (adopté en 1990) interdisent la participation directe des enfants de moins de 15 ans aux conflits armés.

Les victimes des gouvernements de par le monde ne sont pas seulement celles qu'ils exploitent, enrôlent, emprisonnent et assassinent. Les personnes déplacées, dépossédées et condamnées à une vie de famine et de privation, tous les sans-papier, les sans-abri, les sans-statut, les sans-terre que l'on dénombre par milliers dans tous les continents doivent aussi compter parmi les victimes dont les droits sont violés au quotidien.

Pour citer l'écrivaine et militante indienne Arundhati Roy dans un article intitulé Not again :

À mesure que le fossé s'élargit entre les riches et les pauvres, le marché libre agit subrepticement et en coup de poing. Les sociétés multinationales constamment à l'affût de « bonnes occasions » susceptibles de rapporter d'énormes profits ne peuvent avoir leurs coudées franches dans les pays en voie de développement sans une connivence active de l'appareillage d'État. De nos jours, il faut que la mondialisation des sociétés puisse s'appuyer, dans les pays les plus pauvres, sur une confédération internationale de

gouvernements loyaux, corrompus et préférablement autoritaires, pour faire adopter des réformes impopulaires et pour étouffer les mutineries. Il lui faut une presse qui se prétende libre et il lui faut aussi des tribunaux qui prétendront rendre la justice. Il lui faut des bombes nucléaires, des armées régulières, des lois plus sévères relativement à l'immigration et des garde-côtes plus vigilants pour veiller à ce que la mondialisation s'applique uniquement à l'argent, aux biens, aux brevets et aux services – donc qu'on évite de mondialiser la libre circulation des personnes, le respect des droits humains, les traités internationaux contre la discrimination raciale, contre les armes chimiques et nucléaires, contre l'émission des gaz à effet de serre, contre les problèmes attribuables aux changements climatiques et, surtout, qu'on évite à tout prix une mondialisation de la justice.
(Arundhati Roy, *Not Again*, dans *The Guardian Weekly*, les 3-9 octobre 2002.)

Le présent congrès s'ouvre donc dans un contexte marqué par un net recul des droits humains, par la mise en péril de certains des principes du droit international, par des violations sans précédent des libertés civiles. L'objectif visé est de créer un espace de réflexion sur ces réalités choquantes qui nous concernent toutes et tous.

En conférence d'ouverture, Tiphaine Havel, présentera l'état des droits humains dans le monde ainsi que la situation des défenseurs des droits dans le contexte sécuritaire actuel. Le retour des « guerres préventives » nous force à nous interroger sur les insuffisances et les limites du droit international, sur le rôle, la pertinence et l'avenir des institutions internationales comme l'ONU, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, la Cour pénale internationale.

En après-midi, nous porterons une attention spéciale sur quelques aspects de l'érosion des droits. Nous regarderons plus spécifiquement en quoi les impératifs sécuritaires constituent une menace réelle pour les droits de la personne à l'heure où l'idéologie de la sécurité semble en place pour longtemps.

Dorval Brunelle présentera le développement des règles du commerce international avec ses lois, ses institutions de contrôle, ses sanctions, notamment sous l'impulsion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le contexte de la dérive sécuritaire actuelle. En quoi ces règles du commerce international bafouent-elles les droits des individus et des collectivités? En quoi leurs répercussions menacent-elles la vie des populations, en particulier celles des populations les plus fragilisées, tant au Sud qu'au Nord?

Le rouleau compresseur de l'idéologie sécuritaire est en train de marginaliser et de créer des soupçons sur l'important travail des organisations de défense des droits et de fragiliser leur difficile lutte contre l'impunité. Ces organisations nationales et internationales deviennent de plus en plus

vulnérables à mesure que les gouvernements décrètent des mesures d'exception et confèrent des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre. À partir de son expérience en Colombie, Luis Guillermo Perez nous partagera ses réflexions sur la situation de plus en plus complexe des défenseurs des droits et libertés et de leurs organisations, sur les contraintes et les avancées de leurs luttes, en particulier la lutte contre l'impunité, particulièrement dans les pays d'Amérique latine.

En fin d'après-midi, nous présenterons le documentaire *Le prix de l'or* dans lequel nous découvrirons la détermination d'une communauté villageoise du Mali en Afrique de l'Ouest aux prises avec une multinationale minière sans scrupule pour les conditions de vie de la population locale et pour l'environnement. On apprendra que la multinationale compte sur la participation d'une compagnie minière canadienne de Toronto qui, de concert, fait fi de toute évidence des *Normes des Nations Unies sur la responsabilité des entreprises en matière de droits humains*.

Dans la matinée du dimanche, Philippe Le Blanc nous aidera à pousser la réflexion sur les défis actuels de la défense et de la protection des droits comme composantes essentielles de la lutte pour la justice sociale et pour l'avènement de la paix. *Justice et paix s'embrassent*, chante le psalmiste. Plus concrètement, comme responsable de l'organisation non gouvernementale, Dominicains pour la justice et la paix, Philippe nous partagera comment un ordre religieux relève le défi de travailler à l'ONU, d'abord au sein de la Commission pour les droits humains et plus récemment comme organisme consultatif au sein du Conseil économique et social (ÉCOSOC) de l'ONU.

Comme l'écrivait Philippe Engelhard dans *La violence de l'Histoire* :

La règle éthique et la règle de droit n'ont de sens que si l'économie mondialisée et nos sociétés sont capables d'un minimum de justice... (Et j'ajouterais si nos institutions religieuses sont aussi capables d'un minimum de justice par rapport aux violations des droits humains, en particulier les droits des femmes...). C'est dans la mesure où la société mondiale sera plus juste économiquement, socialement et juridiquement que la force symbolique du sentiment de justice commencera à produire des effets positifs, et que l'idée d'une éthique commune pourra enfin s'affranchir de l'utopie... La grande tentation, c'est de penser qu'il est « trop tard ».

(Philippe Engelhard, *La violence de l'Histoire*, Éd. Arléa, Paris, mars 2001.)

Non, il n'est pas trop tard! La table ronde sur les enjeux du mouvement pour la défense des droits proposée à la fin du congrès permettra sans doute de confirmer cette certitude... Alors que trois (3) militantes, Diane Boudreault, Claire Doran et Mélanie Bizet nous partageront leur engagement respectif dans des causes qui leur tiennent à cœur : la responsabilité sociale des entreprises, le soutien aux Palestiniens menacés de déportation et la lutte contre les violences faites aux femmes.

La mondialisation des droits peut être une des alternatives incontournables à la mondialisation néolibérale dont les effets déshumanisants sur les populations sont tant décriés.

Bon congrès! Qu'il soit fécond en réflexion et nous confirme l'urgence de s'engager dans la défense et la protection des droits!

À la fin de ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier brièvement les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce congrès :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau, Denis Tougas et Maurilio Galdino, membre de l'équipe pendant plusieurs mois;
- les personnes-ressources : Mélanie Bizet, Diane Boudreault, Dorval Brunelle, Claire Doran, Tiphaine Havel, Philippe LeBlanc, Luis Guillermo Pérez;
- l'animateur du congrès : Raymond Levac;
- l'équipe de la célébration : Micheline Brisson, Marie-Hélène Côté, Jean Gaboury et François Godbout;
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la librairie Paulines;
- l'équipe technique;
- les sociétaires de L'EMI, le centre Droits et Démocratie et l'organisme Développement et Paix pour leur important soutien financier sans lequel cet événement ne pourrait se tenir;
- et chacune et chacun de vous pour votre participation à ce congrès.

Le congrès 2004 est ouvert!

CONGRÈS 2005



L'AIDE INTERNATIONALE, À QUOI BON?

Congrès 2005

Le virage sécuritaire de l'aide publique au développement

Éric Marclay

La problématique de l'aide humanitaire : symptôme ou remède??

Josianne Gauthier

L'aide au développement sera-t-elle en mesure d'éviter les pièges de la gouvernance « pro-pauvre » ?

Bonnie Campbell

De la solidarité internationale à la citoyenneté mondiale

Molly Kane

Citoyenneté mondiale et spiritualité

Guy Fortier

Thérèse Bouchard

Roland Laneuville

L'AIDE INTERNATIONALE, À QUOI BON?

Bonjour,

Au nom de l'équipe de la permanence, cordiale bienvenue à ce rendez-vous annuel! Depuis le congrès de l'an passé, l'actualité internationale a été marquée par des disparitions significatives, des « catastrophes dites naturelles », des manifestations internationales de solidarité et de modestes victoires locales...

Évoquons d'abord, dans l'ordre chronologique, quelques disparitions significatives des derniers mois :

- Yasser Arafat, ancien président de l'Autorité palestinienne et prix *Nobel de la Paix*, mort le 11 novembre dernier avant d'avoir vu la création d'un État palestinien. Personnage controversé, il a exprimé et symbolisé les aspirations nationales de son peuple pendant près de quatre décennies.
- Dorothy Mae Stang, religieuse américaine de la Congrégation des Sœurs de Notre Dame de Namur, assassinée le 12 février près de la ville d'Anapu (État du Para) en Amazonie brésilienne. Vivant au Brésil depuis 1966, elle était très connue comme militante des droits humains, en particulier des droits des paysans sans – terre.
- Jean-Paul II, pape à la personnalité impressionnante et à l'héritage controversé. Son pontificat aura été à la fois ouvert sur les questions de justice, de paix et de coexistence des religions et conservateur dans les domaines de l'éthique et de la théologie. Sa politique de mise au pas doctrinale et disciplinaire risque de lui survivre après l'élection de Benoît XVI...
- Roger Schutz dont la mort violente a provoqué une véritable onde de choc dans les milieux œcuméniques. Fondateur de la communauté de Taizé, il a été poignardé le 16 août dernier pendant la prière traditionnelle du soir dans l'église de la Réconciliation. Deux mille cinq cents (2 500) jeunes ont été témoins du drame.

La dernière année a aussi été marquée par des manifestations internationales de solidarité dont :

- le premier Forum populaire sur la *Paix pour la vie* tenu à Davao (Philippines) à la fin novembre (du 28 novembre au 5 décembre) dont le thème était « Sowing Seeds of Peace in the Era of Empire : Christians in solidarity with Muslims »;
- la 5^e rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes à Kigali (Rwanda) au cours de laquelle a été adoptée le 10 décembre la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité*;
- la 5^e édition du Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil) à la fin du mois de janvier

- (26 au 31 janvier) qui a rassemblé plus de 155 000 personnes, originaires de 135 pays dont 40 000 jeunes, militant dans divers mouvements sociaux pour « un autre monde possible »;
- la *Journée mondiale d'action* le 19 mars contre la guerre d'occupation en Irak. Ce jour-là, le mouvement international pour la paix s'est mobilisé des États-Unis à l'Australie en passant par le Canada;
 - les mobilisations citoyennes pour contrer la nomination de l'ultraconservateur Paul Wolfowitz, numéro 2 du Pentagone et partisan acharné de l'invasion illégale de l'Irak en 2003, à la présidence de la Banque mondiale, cette nomination représentant un risque pour l'avenir de la lutte contre la pauvreté;
 - les différentes campagnes pour « l'annulation inconditionnelle et totale des dettes de tous les pays du Sud » organisées par le réseau international Jubilé Sud;
 - les nombreuses manifestations pacifiques à travers le monde pour souligner le bien triste 60^e anniversaire du lâchement de la puissante bombe atomique sur la ville d'Hiroshima le 6 août 1945 et sur Nagasaki, trois jours plus tard.

Nous ne pouvons passer sous silence quelques modestes victoires résultant de la mobilisation citoyenne au Canada et au Québec :

- le retrait du Canada de sa participation au bouclier antimissile américain;
- la libération de la famille Ayoub réfugiée pendant 391 jours dans le sous-sol de la paroisse Notre-Dame-de-Grâce à Montréal pour éviter la déportation; sa demande de résidence permanente au Canada ayant été enfin acceptée en février;
- également, la libération à la mi-juillet de Mohamed Cherfi, d'origine algérienne, brutalement expulsé le 5 mars 2004 de l'Église Unie St-Pierre de Québec où il avait trouvé refuge. Après 16 mois d'incarcération aux États-Unis, son statut de réfugié politique a été finalement reconnu par les tribunaux américains de l'immigration.

Mais la dernière année passera à l'histoire par l'ampleur de ses catastrophes dites naturelles :

- en septembre dernier, la tempête tropicale Jeanne a frappé durement le Nord et le Nord-Ouest d'Haïti faisant près de 3 000 morts et le nombre de sans-abri s'élevant à plus de 250 000... Il s'agissait, disait-on, d'une catastrophe « naturelle ». Pourtant la déforestation (98% des forêts sont disparues) est pointée du doigt comme un des facteurs déterminants de l'ampleur des ravages de la tempête...
- La méga-secousse tellurique de Sumatra dans l'archipel indonésien, accompagnée de raz-de-marée géants qui ont frappé, le 26 décembre, les côtes de l'Océan indien a provoqué une véritable tragédie humaine : 300 000 morts et des millions (5) de sans-abri. S'ajoute à cela le caractère international du désastre : huit pays asiatiques et cinq pays africains ont été frappés le même jour par le tsunami. Et environ 10 000 ressortissants de quelques 45 autres pays

du monde sont morts ou portés disparus. La présence d'Occidentaux et le nombre élevé de victimes parmi eux ont sans doute contribué au retentissement planétaire de cette catastrophe... Six mois après la mobilisation sans précédent en faveur des victimes du tsunami, le taux d'utilisation des fonds mobilisés est faible. Selon des sources diverses, entre 10 et 30% des millions de dollars recueillis auraient été utilisés. Environ 10 milliards \$US ont été versés, selon l'ONU, par l'ensemble des donateurs publics et privés.

- Et le 29 août, le sud des États-Unis a été balayé par l'ouragan Katrina. La Louisiane, le Mississippi et l'Alabama ont été les zones les plus touchées. La Nouvelle-Orléans a été submergée à 80%. Le nombre de victimes de l'ouragan pourrait se chiffrer par milliers. La lenteur des opérations de secours et de maintien de l'ordre a été fortement décriée. Trois mille (3 000) membres de la garde nationale de Louisiane et 3 800 de celle du Mississippi sont, à ce jour, en Irak. Ce qui prive ces deux États de 40% de leurs effectifs et de leurs équipements...

Les États-Unis ont été dépassés par l'ampleur de la catastrophe. La vulnérabilité de la superpuissance mondiale a été mise à nu. L'empire américain a maintenant besoin de l'aide internationale ! Qui aurait cru qu'un jour les États-Unis seraient aidés par le Sri-Lanka, pays dévasté par le tsunami ou par Cuba sous embargo américain depuis plus de 40 ans!!! Un « géant humilié », pouvait-on lire dans *Le Devoir* du 6 septembre dernier !

Contrairement à la scandaleuse famine au Niger et au Burkina Faso, ces récents désastres, largement médiatisés, ont produit un incroyable choc sur les opinions publiques et ont suscité, à des degrés divers, un immense élan de générosité dans le monde.

Au-delà de ces cataclysmes, beaucoup de citoyennes et citoyens ont découvert la réalité d'extrême pauvreté en Haïti, dans l'archipel indonésien et même en Louisiane. La déforestation accélérée en Haïti, l'absence de moyens d'appliquer des normes de construction antisismiques très coûteuses en Indonésie, la négligence des autorités fédérales américaines et leur forte réticence au financement public des équipements (dont les fameuses digues de la Nouvelle-Orléans) qui auraient pu prévenir l'actuelle catastrophe, ont soulevé d'importantes questions. Mais un constat s'impose : la pauvreté a aggravé la vulnérabilité des populations en Haïti, en Indonésie et même aux États-Unis.

Mais ces dernières catastrophes ne doivent pas nous faire oublier qu'à l'échelle planétaire, malgré des politiques d'aide internationale appliquées depuis plus de 40 ans, une grande partie de l'humanité vit aujourd'hui dans d'autres conditions catastrophiques. Plus de un milliard (1,2 milliard) de personnes vivent dans la pauvreté extrême, la plupart étant des femmes. Plusieurs millions de personnes (surtout des enfants) meurent tout simplement parce qu'elles ne disposent pas d'eau

potable et boivent de l'eau polluée. Plus de 50 000 personnes meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté. Des tsunamis au ralenti qui pourtant ne provoquent pas une augmentation substantielle de l'aide internationale des pays du G8 dont le Canada. En effet, par la voix de son premier ministre Paul Martin, le Canada a refusé, à quelques jours de la tenue du G8, de s'engager d'ici 2015 à consacrer 0,7% de son produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement... D'ailleurs, pour le Sommet du G8 à Gleneagles en Écosse (6 au 8 juillet), les thèmes annoncés : un plan d'action contre la pauvreté, l'aide à l'Afrique et la lutte contre le réchauffement climatique ont été relégués au second plan par les attentats meurtriers de Londres mais aussi par les divisions entre les dirigeants des pays riches...

Selon le PNUD, « à l'échelle planétaire, il manque quelque 80 milliards de dollars par an pour assurer les services de base », à savoir l'accès à l'eau potable, un toit, une alimentation décente, l'éducation primaire et les soins de santé essentiels. C'est exactement le montant du budget supplémentaire que le président Bush a demandé au Congrès au début de l'année 2005 pour financer la poursuite de la guerre en Irak en dehors de toute légitimité... D'ailleurs, le seul budget militaire des États-Unis s'élève annuellement à 400 milliards de dollars, près de la moitié des dépenses militaires mondiales évaluées à 1 000 milliards de dollars en 2004, une augmentation de 8% par rapport à l'année 2003 selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm... De quoi financer les services de base au plan mondial pour les prochaines années !

Dans le contexte actuel, le questionnement sur l'aide internationale nous semble des plus pertinents : *L'aide internationale, à quoi bon?*. Le public en général a été maintes fois sollicité cette année pour venir en aide aux victimes des catastrophes et pour reconstruire les infrastructures des pays dévastés. À coup de levées de fonds, de spots publicitaires et de concerts de solidarité !!! Mais l'opinion publique prend de plus en plus conscience de la lenteur dans l'acheminement de l'aide, de détournements de fonds ou de scandales de corruption. Le rapport 2005 de Transparency International évalue à 300 milliards de dollars les pots-de-vin versés à l'occasion de contrats de reconstruction (*Le Monde*, 16 mars 2005).

Par-dessus tout, malgré des programmes d'aide internationale et des programmes sociaux, les citoyennes et citoyens prennent également conscience que la pauvreté ne cesse d'augmenter partout dans le monde. Les promesses d'engagements des dirigeants du monde entier, dans le cadre du Sommet du Millénaire de l'an 2000, d'éliminer la pauvreté sont pratiquement restées lettre morte. L'atteinte des *Objectifs du Millénaire* pour l'an 2015 apparaît de plus en plus lointaine. Si les grandes catastrophes et les situations d'urgence sont « le reflet et la conséquence de nos modes de vie, de la structure de nos sociétés et de la distribution de nos ressources » (*Les ONG toujours en retard d'une catastrophe, Le Monde diplomatique*, octobre 2004), l'appauvrissement

des populations et l'inégalité dans les rapports entre les peuples sont le reflet et le résultat du manque de volonté politique d'éliminer la pauvreté dans le monde. La campagne québécoise *Un monde sans pauvreté : agissons*, en lien avec les campagnes canadienne et internationale d'Action contre la pauvreté, prennent ici tout leur sens.

Comme vous le savez, nous avons prévu comme conférence d'ouverture *L'aide internationale, outil de la mondialisation* avec Adebayo O. Olukoshi. La veille du congrès, nous apprenions qu'il était retenu à Dakar, l'avion n'ayant pu décoller pour des raisons techniques. Bonnie Campbell, professeure d'économie politique au Département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), professeure connue et appréciée dans le réseau de la solidarité internationale, a accepté, avec beaucoup de disponibilité, de prendre la relève. Avec elle, nous examinerons comment les stratégies de lutte contre la pauvreté sont devenues la pierre angulaire des stratégies de développement, notamment des pays pauvres très endettés (PTE). Elle démontrera l'importance de la réflexion sur les conséquences politiques des réformes institutionnelles qui accompagnent les stratégies actuellement mises en œuvre pour atteindre cet objectif de réduction de la pauvreté. Le titre de sa conférence sera *Que faire des pauvres?* ou comment, sous le couvert de politiques visant la bonne gouvernance, la réforme des institutions nationales et la redéfinition des espaces politiques, les pauvres sont piégés! Bonnie se joindra à nous au début de l'après-midi.

La réflexion de la matinée sera consacrée à deux aspects de l'aide internationale. En premier lieu, Éric Marclay présentera le virage sécuritaire de l'aide publique au développement. Il s'agira de mieux comprendre en quoi l'agenda sécuritaire d'aujourd'hui prend le pas sur la finalité de l'aide internationale de réduire la pauvreté dans le monde. À la lumière de ce nouvel agenda, de plus en plus important depuis les événements du 11 septembre 2001, nous nous questionnerons sur le détournement possible de l'aide pour concrétiser cet agenda. À l'heure où tout est menacé à la sécurité, que risquent de devenir les politiques d'aide ?

En second lieu, avec Josianne Gauthier, nous aborderons la problématique de l'aide humanitaire. La réflexion portera sur les différentes formes de cette aide, ses acteurs et ses bénéficiaires et sur l'analyse de ses enjeux, ses mythes, sa finalité et ses perspectives d'avenir.

Finalement, nous visionnerons en présence du réalisateur Patricio Henriquez le documentaire *À la dérive* sur les menaces écologiques qui pèsent sur l'avenir de la planète et sur le développement des sociétés. Une invitation à réfléchir sur les liens entre biodiversité et lutte contre la pauvreté et à modifier nos agirs.

Dans la matinée de dimanche, Molly Kane nous proposera une réflexion sur la signification pour aujourd'hui de l'engagement pour la justice sociale et la solidarité internationale. Qu'en est-il de

cet engagement dans ce monde de plus en plus globalisé ? Elle nous partagera comment ses nombreuses années de militance dans le champ de la solidarité internationale l'amènent maintenant à s'interroger sur les dimensions d'une nouvelle réalité que l'on nomme *citoyenneté mondiale*.

Une table ronde sur citoyenneté mondiale et spiritualité clôturera le congrès. Guy Fortier du Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO), Thérèse Bouchard du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) et Roland Laneuville de la Société des Missions étrangères (SMÉ) ont accepté de nous partager, à partir de leurs expériences respectives dans le mouvement communautaire, dans la coopération internationale et dans un institut missionnaire, comment le questionnement sur l'aide internationale et sur la *citoyenneté mondiale* interpelle leurs engagements. Est-ce que l'aspiration de « citoyenneté mondiale » peut nourrir la recherche spirituelle? Et à l'inverse la recherche spirituelle peut-elle influencer, « colorer » l'engagement solidaire et citoyen? Ultimement, les expériences citoyenne et croyante peuvent-elles faire bon ménage?

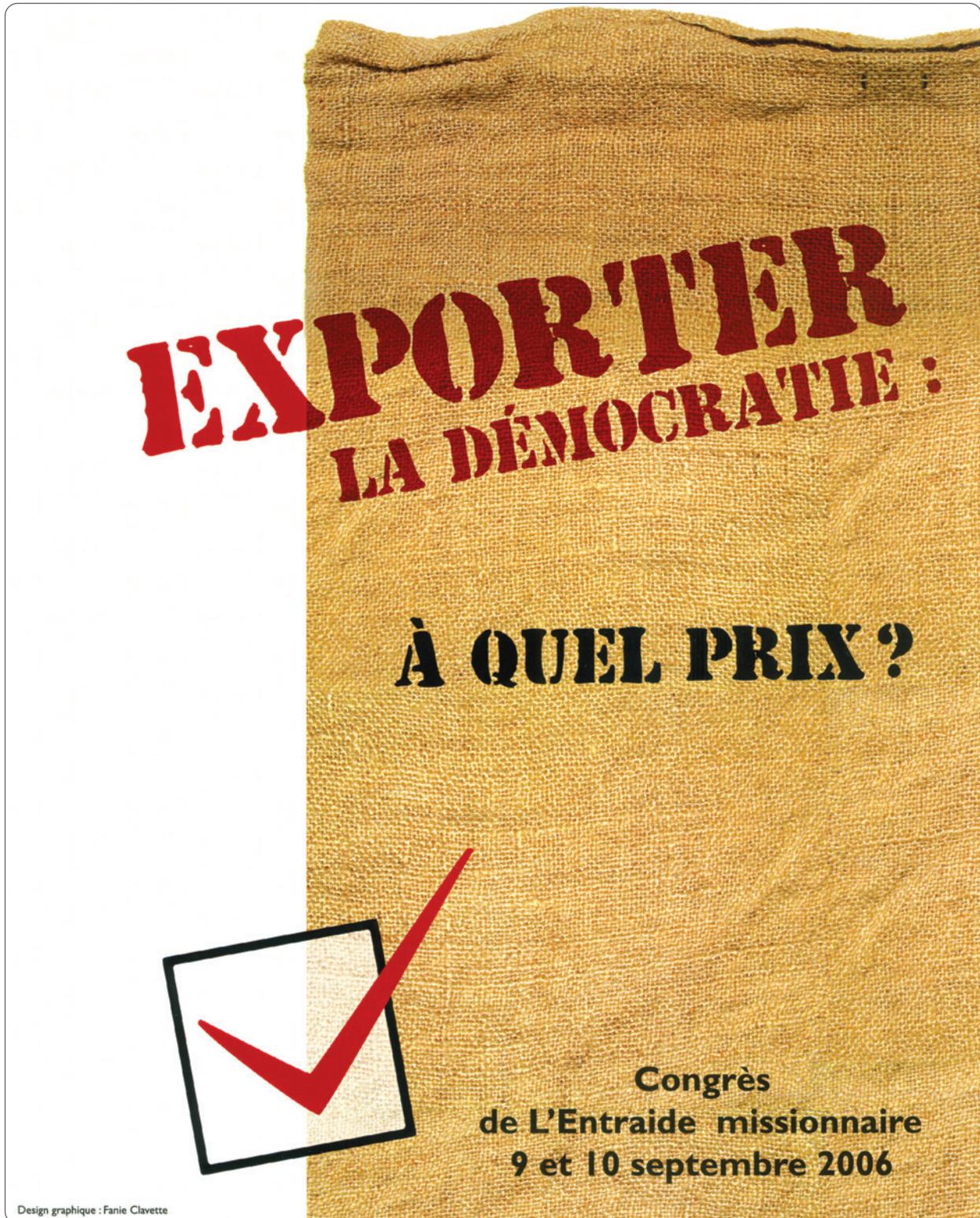
Nous souhaitons à chacune, à chacun que ce congrès soit l'occasion d'approfondir les enjeux de l'aide internationale, la problématique de l'aide humanitaire et le virage sécuritaire de l'aide publique au développement. Qu'il permette aussi de cerner la nouvelle réalité de la « citoyenneté mondiale » au moment où *L'Action mondiale contre la pauvreté*, relayée dans plus de 70 pays, interpelle les dirigeants des pays riches afin que non seulement ils respectent mais aillent au-delà des engagements pris en l'an 2000, dans le cadre du Sommet du Millénaire. La prochaine assemblée générale de l'ONU prévue à New York dans quelques jours, soit du 14 au 16 septembre, sera l'occasion d'un véritable test, un autre... pour les dirigeants du monde entier de leur détermination à vouloir concrétiser les *Objectifs du Millénaire* pour éliminer la pauvreté. À nous d'être vigilantes et vigilants...

En terminant, permettez-moi de remercier les personnes qui ont rendu ce congrès possible :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau, Denis Tougas;
- les personnes-ressources : Thérèse Bouchard, Guy Fortier, Josianne Gauthier, Patricio Henriquez, Molly Kane, Roland Laneuville, Éric Marclay et Bonnie Campbell qui a remplacé à quelques heures d'avis Adebayo Olukoshi;
- l'animatrice du congrès : Anne-Marie Lavoie;
- l'équipe de la célébration : Micheline Brisson, Élisabeth Giroux et Danielle Julien;
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la Librairie Paulines;
- l'équipe technique;
- les sociétaires de L'EMI et l'organisme Développement et Paix pour leur fidèle soutien financier sans lequel cet événement ne pourrait se tenir d'année en année;
- et chacune, chacun de vous pour votre présence intéressée et encourageante.

Le congrès 2005 est maintenant ouvert! Bon congrès!

CONGRÈS 2006



Design graphique : Fanie Clavette

EXPORTER LA DÉMOCRATIE : À QUEL PRIX?

Congrès 2006

Entre la mode des élections et la vraie démocratie

François Brousseau

Une démocratie sur mesure : les limites de la démocratie exportée

Fadi Hammoud

Le défi de la démocratisation en Amérique latine : de la démocratie électorale à la démocratie citoyenne

Christian Jetté

Synthèse de la journée du 9 septembre

Francine Néméh

La démocratie, valeurs et paradoxes

Nayla Farouki

Table ronde : La démocratie occidentale est-elle exportable?

Julie Perreault

Jean-Marc Biron

Frank Kayembe

EXPORTER LA DÉMOCRATIE : À QUEL PRIX?

Au nom de l'équipe de L'EMI, il me fait plaisir de vous accueillir à ce congrès. Pour plusieurs d'entre vous, il s'agit d'un rendez-vous annuel et votre fidélité est pour nous un grand encouragement. Aux personnes présentes pour la première fois, j'adresse une spéciale bienvenue.

Depuis notre rassemblement de septembre 2005, les événements tant nationaux qu'internationaux nous ont amenés à nous interroger sur l'avancement de la démocratie dans le monde, tant à l'étranger qu'au pays. À l'heure où les enjeux de sécurité dominant l'agenda politique, entre autres, celui des pays membres du G8, l'exercice de la démocratie est malmené et les revendications citoyennes pour plus de justice sont reléguées au second plan. Mais la démocratie peut-elle exister sans justice?

D'entrée de jeu, faisons un bref tour de piste de l'actualité des derniers mois, actualité marquée par de fortes secousses sociales, des violations de droits humains à l'échelle internationale et des agressions militaires bien ciblées, autant de menaces à la démocratie. En cours de route, j'évoquerai quelques rapports d'organismes internationaux de droits humains qui jettent un bon éclairage sur l'état de notre monde en mal de démocratie.

- D'abord souvenons-nous de la flambée de violences dans certaines banlieues françaises à l'automne 2005 où une nouvelle génération abandonnée à elle-même a crié son désespoir face à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à la ségrégation qui l'asphyxiaient jour après jour.
- Regardons la situation de plus en plus alarmante des réfugiés dans le monde. En fait foi l'attaque par la police égyptienne de plusieurs centaines de réfugiés soudanais rassemblés en décembre dernier dans un parc d'un quartier du Caire pour protester contre leurs conditions de vie; plus de 25 personnes, dont plusieurs femmes et enfants, ont été tuées au cours de l'attaque; à titre d'information, pour l'année 2005, le nombre de personnes réfugiées ou déplacées par les guerres et les catastrophes a atteint près de 20 millions dans le monde, selon le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR).
- Parcourant le Rapport annuel 2006 de Human Rights Watch (HRW), publié en janvier dernier, nous y lisons que les États-Unis ont fait de la torture et des mauvais traitements *une partie intégrante de leur stratégie antiterroriste; la torture constitue une politique délibérée de l'administration Bush, élaborée par des hauts fonctionnaires du gouvernement américain, soutient le rapport.*
- À la veille de l'ouverture de la session de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU à Genève à la fin du mois de mars, plus de 4000 personnalités dont plusieurs Prix Nobel et quelque 80 organisations du monde entier ont déposé une pétition exigeant la fermeture de centres de détention américains installés à Guantanamo dans l'île de Cuba et en Irak; le rapport du Comité de l'ONU contre la torture publié en mai a dénoncé Guantánamo et les prisons secrètes américaines. Fin juin, une décision de la Cour suprême des États-Unis estimait que le

président Bush avait outrepassé ses pouvoirs en instaurant des tribunaux militaires d'exception pour juger les détenus de Guantánamo.

- L'administration américaine a prévu dans son budget 2007 des coupes substantielles dans les dépenses dans ses programmes d'aide alimentaire aux pauvres (Food Stamps), d'aide aux agriculteurs et dans son programme médical destiné aux personnes âgées (Medicare). En même temps, le président Bush demandait au Congrès une « rallonge » budgétaire de 70 milliards de dollars pour financer la poursuite des opérations militaires en Irak et en Afghanistan; ce financement supplante la réponse aux besoins sociaux.
- Dans la foulée de son partenariat avec les États-Unis, le Canada a pris en charge, au début du mois de mars, le commandement d'importantes opérations militaires dans le sud de l'Afghanistan à l'encontre de la majorité de sa population opposée à la présence de soldats canadiens dans la région de Kandahar; opposition citoyenne confirmée depuis par plusieurs sondages; malgré cette forte contestation, le gouvernement conservateur, minoritaire, a décidé de maintenir le cap en augmentant de façon significative le budget de la Défense et en prolongeant jusqu'en 2009 la mission militaire canadienne en Afghanistan. Les Forces armées canadiennes, déjà largement subventionnées dans le dernier budget du gouvernement libéral, ont donc obtenu la large part du gâteau promise par le Parti conservateur et ce, en dehors de tout débat public et au détriment des besoins sociaux de la population canadienne.
- En ce sens, le Canada a été pointé du doigt dans le *Rapport 2006 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies* qui l'a critiqué sévèrement pour son faible respect des droits économiques et sociaux, compte tenu de la croissance économique et du niveau de vie élevé enregistré dans le pays. Le comité note des lacunes sévères en ce qui a trait au salaire minimum, aux prestations d'aide sociale, à l'accès aux logements sociaux.
- Nous ne pouvons passer sous silence la réunion du Bilderberg, club archisélect d'environ 130 personnes, réunion tenue au début de juin, en banlieue d'Ottawa. On y a discuté des principaux enjeux planétaires, loin des projecteurs et respectant la consigne du silence sur le contenu des débats. On dit que ce club privé tire les ficelles politiques et économiques de notre monde. On raconte même que c'est à l'une de ses réunions qu'aurait été planifiée l'invasion américaine en Irak!
- Au cours de l'été, nous avons été choqués par les violences des agressions israéliennes contre les populations palestinienne et libanaise. L'enlèvement de trois (3) militaires (un à Gaza, deux au Liban) ne justifiait pas que l'armée israélienne terrorise des populations civiles et détruise une grande partie des infrastructures du Liban. Cette terrible guerre menée avec les appuis des gouvernements états-unien et canadien a relégué aux oubliettes les guerres en Irak, en Afghanistan, au Darfour, en Colombie, etc.
- Heureusement, nous constatons que divers mouvements sociaux pour la paix et la justice sociale, pour une démocratie participative s'affirment de plus en plus tant dans les sociétés du Sud que celles du Nord. Les Forums sociaux, mondiaux et régionaux, les Collectifs anti-guerre, les missions civiles d'observation électorale, pour ne citer que ces exemples, sont autant de manifestations de la vitalité du mouvement citoyen pour une plus grande participation à la « chose publique ».

Le thème du congrès *Exporter la démocratie : à quel prix?* est né de la réflexion sur cette conjoncture des derniers mois marquée par les injustices, les violations des droits humains, les occupations et les interventions militaires. La fragilité des processus politiques, les rapports conflictuels entre groupes sociaux et entre peuples de différentes régions du monde et l'écart toujours grandissant entre riches et pauvres sont des manifestations diverses que la démocratie est malmenée. Pire, la démocratie est bafouée par ces soi-disant démocrates qui veulent imposer leur démocratie à l'échelle planétaire.

Le thème du congrès nous est également venu en réfléchissant sur l'avalanche des processus électoraux qui se sont déroulés ces derniers mois en Irak, Palestine, Bolivie, Haïti, Mexique, République démocratique du Congo (RDC), et j'en passe. Vous savez peut-être que, depuis les événements du 11 septembre 2001, il y a eu 14 élections dans les pays du Moyen-Orient. Et, comme le disait un ancien fonctionnaire du département d'État américain, William Blum, maintenant journaliste et essayiste, Washington s'est ingéré dans plus de 30 élections à l'étranger depuis la 2^e guerre mondiale — en Italie en 1948, aux Philippines et au Liban dans les années 50, au Nicaragua, en Bolivie et en Slovaquie en 2000. Un des derniers exemples en date sont les récentes élections en Palestine, où l'Agence américaine pour le développement international (US-AID) a injecté 2 millions de dollars (une somme énorme pour cette région) afin de faire basculer l'élection en faveur de l'Autorité palestinienne et son aile politique le Fatah pour empêcher le groupe Hamas d'accéder au pouvoir. Ce financement allait à l'encontre des lois électorales palestiniennes et américaines. Quant au Canada, il a été le premier pays à couper, sans débat parlementaire, l'aide internationale au nouveau gouvernement palestinien à la suite de l'élection du Hamas.

Selon le dernier sondage intitulé *L'opinion du monde 2006* mené par le Gallup International Association, la démocratie figure parmi les grands enjeux de l'heure. Le sondage a révélé que, si huit (8) personnes sur 10 estiment que la démocratie demeure le meilleur système de gouvernement, seulement 47% considèrent que, dans leur pays, les élections sont libres et justes. De plus, trois (3) personnes sur 10 croient que leur pays est gouverné selon la volonté de la population; au Canada, seulement 36% affirment que c'est le cas. Admiration pour le principe, désillusion pour la pratique titre le chapitre sur la démocratie!

Depuis la fin de la guerre froide, le suffrage universel s'est progressivement imposé. La démocratie à l'occidentale est devenue un produit exportable. Mais à quel prix? La démocratie représentative et l'économie de marché sont devenues des dogmes absolus. Les États-Unis, érigés en instance planétaire, se prétendent les nouveaux experts des progrès de la démocratie dans certaines régions du monde et, à ce titre, s'arrogent le droit de juger si les élections sont libres ou non. Logique de l'empire oblige! La démocratie ainsi bafouée, qu'en restera-t-il?

Ce questionnement constituera la lame de fond de ce congrès. Dans la matinée de samedi, nous examinerons, avec François Brousseau, l'état de la démocratie dans le monde en portant une attention spéciale là où les populations sont allées aux urnes. Quelle est la signification de ces multiples processus électoraux et quelle est leur portée sur les aspirations des populations tant au niveau de leurs conditions de vie que de celles de leur développement? Même quand la machine électorale est techniquement correcte et reconnue comme telle par des délégations d'observateurs internationaux, est-elle garante de paix sociale, de progrès économique et de démocratie? La mode des élections et la démocratie ne semblent pas faire bon ménage.

Dans l'après-midi, Fadi Hammoud et Christian Jetté nous aideront à analyser l'avancement de la démocratie dans deux régions spécifiques : Moyen-Orient, Amérique latine. Que signifie pour les sociétés de ces régions les processus électoraux très souvent organisés et supervisés par la communauté internationale via ses institutions et ses délégations d'observateurs électoraux? Ces élections à tout prix sont-elles le passage obligé vers la démocratisation de ces sociétés, vers des « démocraties sur mesure », comme les appelle Ignacio Ramonet? Nous terminerons la journée par la projection du documentaire *Congo na biso* qui présente la problématique électorale dans le contexte d'un pays sortant d'une guerre meurtrière.

Pour la matinée de dimanche, nous avons demandé à Nayla Farouki d'élargir la réflexion en abordant les fondements de la démocratie. D'où vient la démocratie? Est-elle encore aujourd'hui une valeur universelle? Son analyse des raisons d'être de la démocratie et de ses paradoxes sera sans doute éclairante pour la suite de nos engagements citoyens.

Une table ronde sur *La démocratie occidentale est-elle exportable?* clôturera le congrès. Y participeront Jean-Marc Biron, Frank Kayembe et Julie Perreault.

Il est vrai que nous vivons une désertion de plus en plus grande des élections dans les pays du Nord et que, paradoxalement, nous les imposons de plus en plus aux pays du Sud et aux pays du Moyen-Orient. Il est aussi vrai que nous sommes en quête de modèles démocratiques participatifs bien au-delà de la démocratie représentative. Souhaitons-nous que le présent congrès soit un espace de débat sur la crise de la démocratie, valeur rudement mise à l'épreuve ces temps-ci et qu'il consolide nos engagements au service du bien commun, de la justice et de la paix.

À la fin de ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce congrès :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau et Denis Tougas;
- les conférencières et conférenciers invitéEs : François Brousseau, Nayla Farouki, Fadi Hammoud et Christian Jetté;
- les participantEs à la table-ronde : Jean-Marc Biron, Frank Kayembe et Julie Perreault;
- l'animatrice du congrès : Francine Néméh;
- l'équipe de la célébration : Jeannette Beaulieu, Micheline Brisson et Pierre Viau;
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe de la Librairie Paulines;
- l'équipe de la revue *Relations* pour son numéro de septembre dont le dossier est consacré à *La Démocratie en tutelle*, numéro gracieusement offert à chaque congressiste;
- l'équipe technique;
- les sociétaires de L'EMI et l'organisme Développement et Paix pour leur indispensable soutien financier;
- chacune, chacun de vous pour votre participation.

Le congrès 2006 est ouvert! Bon congrès!

CONGRÈS 2007

À CONTRE-TIARUO): LES RÉSISTANCES DANS LE MONDE



Congrès de L'Entraide missionnaire
8 et 9 septembre 2007

À CONTRE-COURANT : LES RÉSISTANCES DANS LE MONDE

Congrès 2007

Dynamisme et défis des mouvements sociaux dans le Sud

François Polet

Amérique latine : nouvelles alternatives sociales et politiques

Irene León

Le mouvement syndical à l'avant-garde de la lutte pour le changement en Guinée

Ousmane Wora Diallo

Synthèse du dimanche matin

Julie Perreault

Forum mondial théologie et libération : pour une critique théologique de l'empire

Denise Couture

À CONTRE-COURANT : LES RÉSISTANCES DANS LE MONDE

Bonjour à chacune, à chacun,

Au nom de l'équipe de L'EMI, il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue à ce congrès. Pour plusieurs d'entre vous, il s'agit d'une participation fidèle à ce rendez-vous annuel et soyez-en remerciés. Je souhaite une spéciale bienvenue aux personnes présentes pour la première fois.

Les événements tant nationaux qu'internationaux survenus au cours de la dernière année nous ont amenés à prendre de plus en plus conscience que, dans notre monde devenu global, les grands défis auxquels l'humanité est confrontée ont tous une dimension qui dépassent les frontières des pays. Il en est de même de la réponse à ces défis. Les mouvements de résistance à travers le monde en font foi. Pour mieux en mesurer l'ampleur au niveau international, nous évoquerons quelques-uns de ces mouvements :

- la campagne de sensibilisation internationale de la Coalition Contrôlez les armes en faveur de l'élaboration par les Nations Unies d'un traité sur la réglementation du commerce des armes dans le monde. Selon cette Coalition internationale, huit millions de nouvelles armes sont fabriquées annuellement dans le monde par plus de mille entreprises dans une centaine de pays dont le Canada. Quinze récipiendaires du Prix Nobel de la Paix, dont Desmond Tutu, le dalaï-lama et Amnesty internationale ont appuyé cette campagne et appelé les gouvernements du monde à soutenir l'élaboration d'un tel traité afin que cessent les transferts d'armes qui contribuent à entretenir des conflits et qui donnent lieu à des violations massives des droits humains dans le monde;
- les multiples manifestations tenues dans plusieurs villes à travers le monde à l'appel d'Amnistie internationale pour exiger la fermeture de centres de détention américains dont celui installé à Guantanamo dans l'île de Cuba. Malgré des protestations au plus haut niveau et la tenue d'une Journée internationale pour la fermeture de Guantánamo, 395 personnes d'environ trente nationalités différentes, suspectées par Washington d'être des terroristes, y sont toujours emprisonnées et détenues depuis janvier 2002 dans une situation de non-droit et de vide juridique;
- la dernière édition du Forum social mondial tenu pour la première fois en terre africaine. Plus de 50 000 personnes de presque tous les coins de la planète mais surtout d'Afrique se sont rencontrées à Nairobi. La découverte par les groupes africains eux-mêmes de tant de luttes poursuivant les mêmes objectifs à l'échelle mondiale a été significative;
- la mobilisation pour mettre un terme au boycottage financier international imposé au gouvernement palestinien après l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2006. L'appel de patriarches et de responsables d'Églises de la région aux chrétiens du monde entier à œuvrer pour mettre un terme à cet embargo dévastateur pour le peuple palestinien a été un moment significatif de cette mobilisation;

- les pressions soutenues de militantes des droits des femmes ainsi que de survivantes de violence sexuelle en situation de conflits ont mené à la publication de la nouvelle *Déclaration de Nairobi* sur le droit des femmes et des filles à un recours et à réparation, déclaration rendue publique dans le cadre d'une réunion internationale tenue à Nairobi en mars dernier;
- les diverses manifestations organisées dans le cadre de Journées d'action mondiale contre les guerres d'occupation en Irak, en Afghanistan, en Palestine. Rappelons le rôle mobilisateur du Collectif Échec à la guerre contre l'implication militaire canadienne en Afghanistan et pour la construction de la paix dans ce pays dévasté de l'Asie centrale;
- au niveau ecclésial, on ne peut passer sous silence la chaîne de réactions solidaires suscitées par l'imposition d'une sanction romaine au théologien bien connu, Jon Sobrino du Salvador. Cette sanction devançait de quelques mois à peine la nouvelle condamnation de la théologie de la libération par le pape Benoît XVI lors de sa récente visite au Brésil dans le cadre de la 5^e Conférence générale du CELAM. Plus concrètement, il a qualifié de « faux millénarisme » cet important courant théologique et condamné, selon son interprétation, son « mélange erroné entre Église et politique ».

Les mobilisations nationales sont elles aussi dignes d'intérêt et méritent d'être rappelées. Évoquons donc à grands traits :

- les luttes menées au Québec et au Canada pour dénoncer l'imposition de certificats de sécurité à des personnes détenues ou en liberté surveillée dont certaines le sont depuis plus de cinq (5) ans parce qu'elles représenteraient une menace à la sécurité nationale. Ces personnes n'ont pas subi de procès et ne connaissent pas les éléments de preuve contre elles. Le cas de Maher Arar est le plus connu. La mise au rancart de la présomption d'innocence, dont ce dernier a été victime, a été institutionnalisée dans les certificats de sécurité et dans la loi antiterroriste canadienne. Les droits sont sacrifiés au nom de la sécurité;
- les pressions d'organisations québécoises et canadiennes pour réclamer des actions urgentes du gouvernement canadien pour qu'il s'engage à réduire de façon importante les émissions de gaz à effets de serre (GES) et à respecter les obligations contenues dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du *protocole de Kyoto* et de la *Déclaration du millénaire des Nations Unies*;
- la mobilisation d'organisations citoyennes à l'occasion de la Conférence internationale sur les promesses du millénaire tenue à Montréal en novembre dernier et à laquelle ont participé l'ancien président américain Bill Clinton et l'influent économiste Jeffrey Sachs, père des *Objectifs du millénaire*. Dans une Déclaration médiatisée, ces organisations ont rappelé avec vigueur que *la charité privée ne doit pas remplacer des politiques publiques pour lutter contre les causes structurelles de la pauvreté*;
- la participation active de diverses organisations québécoises et canadiennes aux tables rondes nationales sur la responsabilité sociale des entreprises et les industries extractives canadiennes dans les pays en développement. Ce processus de consultations nationales a mené à la proposition d'un cadre de responsabilité sociale pour les entreprises canadiennes (RSE) qui ont des

opérations dans les pays en développement. Des pressions seront encore nécessaires pour que les conclusions du Rapport issu des consultations soient adoptées par le gouvernement Harper;

- enfin, les plus récentes manifestations citoyennes tenues presque simultanément à Ottawa et Montréal au cours de l'été : en premier lieu, la protestation populaire contre la tenue du sommet de Montebello sur le *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP) et contre le PSP même, concocté par les hautes sphères économiques et politiques nord-américaines et contraires aux besoins des populations. En second lieu, le premier Forum social québécois (FSQ) qui a rassemblé plus de 5 000 personnes de toutes les régions du Québec. Et enfin, la 4^e édition de l'École d'été de l'Institut du nouveau monde (INM) à laquelle ont participé plus de 800 jeunes. Nous reviendrons sur ces deux derniers événements mobilisateurs au cours de la fin de semaine.

Ce tour de piste illustre la vitalité de mouvements citoyens, tant nationaux qu'internationaux, qui ont mené, au cours des derniers mois, des luttes à divers niveaux : social, politique, économique, culturel, environnemental, ecclésial, etc. Autant de résistances citoyennes dont il importe de mesurer la diversité et la portée. En choisissant cette année comme thème du congrès *À contre-courant : les résistances dans le monde*, nous avons voulu cerner l'ampleur de l'opposition citoyenne aux politiques néolibérales imposées par les grandes institutions internationales et aux politiques sécuritaires et militaristes de nos gouvernements.

Des mouvements de résistance occupent de plus en plus l'espace public à l'échelle mondiale. Ils sont riches de leurs réseaux, de leur pluralisme, de leurs contributions aux débats de société, mais ils sont aussi fragiles et traversés par leurs propres contradictions. Rendre les gens plus engagés et davantage solidaires dans une démarche de changement en faveur des appauvriEs et des excluEs d'aujourd'hui, tel est l'un des enjeux de ces résistances citoyennes qui seront au cœur de nos réflexions de la fin de semaine.

Ce matin, nous examinerons, avec François Polet, l'état des dynamiques de mobilisation dans le contexte de la mondialisation néolibérale en portant une attention spéciale aux mouvements de résistance au Sud.

Dans l'après-midi, Irene León et Ousmane Wora Diallo nous aideront à analyser des luttes sociales et politiques à partir de contextes spécifiques en Amérique latine et en Afrique. Ils nous permettront sans doute d'identifier certains défis auxquels font face aujourd'hui des organisations latino-américaines et africaines.

Nous terminerons la journée par la projection du documentaire *Changer le monde : quelle drôle d'idée !?* Ce documentaire produit au Québec soulève la pertinence et l'efficacité des grands rendez-vous altermondialistes que sont les Forums sociaux mondiaux. Deux des co-réalisatrices, Violaine Bonnassies et Judith Cayer seront avec nous au moment de la présentation.

Pour la matinée de dimanche, nous avons demandé à Denise Couture d'élargir la réflexion en abordant les rapports entre théologie et libération à la lumière de sa participation au dernier Forum mondial théologie et libération qui s'est tenu à l'occasion du FSM de Nairobi en janvier dernier. Il sera sans doute intéressant de réfléchir sur le sens des Forums théologie et libération

dans la mouvance des Forums sociaux mondiaux et sur le type de questionnement soulevé lors de ces rencontres.

À la fin du congrès, Raphaël Canet et Lynda Champagne proposeront une réflexion sur les lendemains du Forum social québécois (FSQ) et de l'École d'été de l'Institut du nouveau monde (INM) et sur les perspectives d'avenir ouvertes par ces deux rassemblements dynamiques et prometteurs.

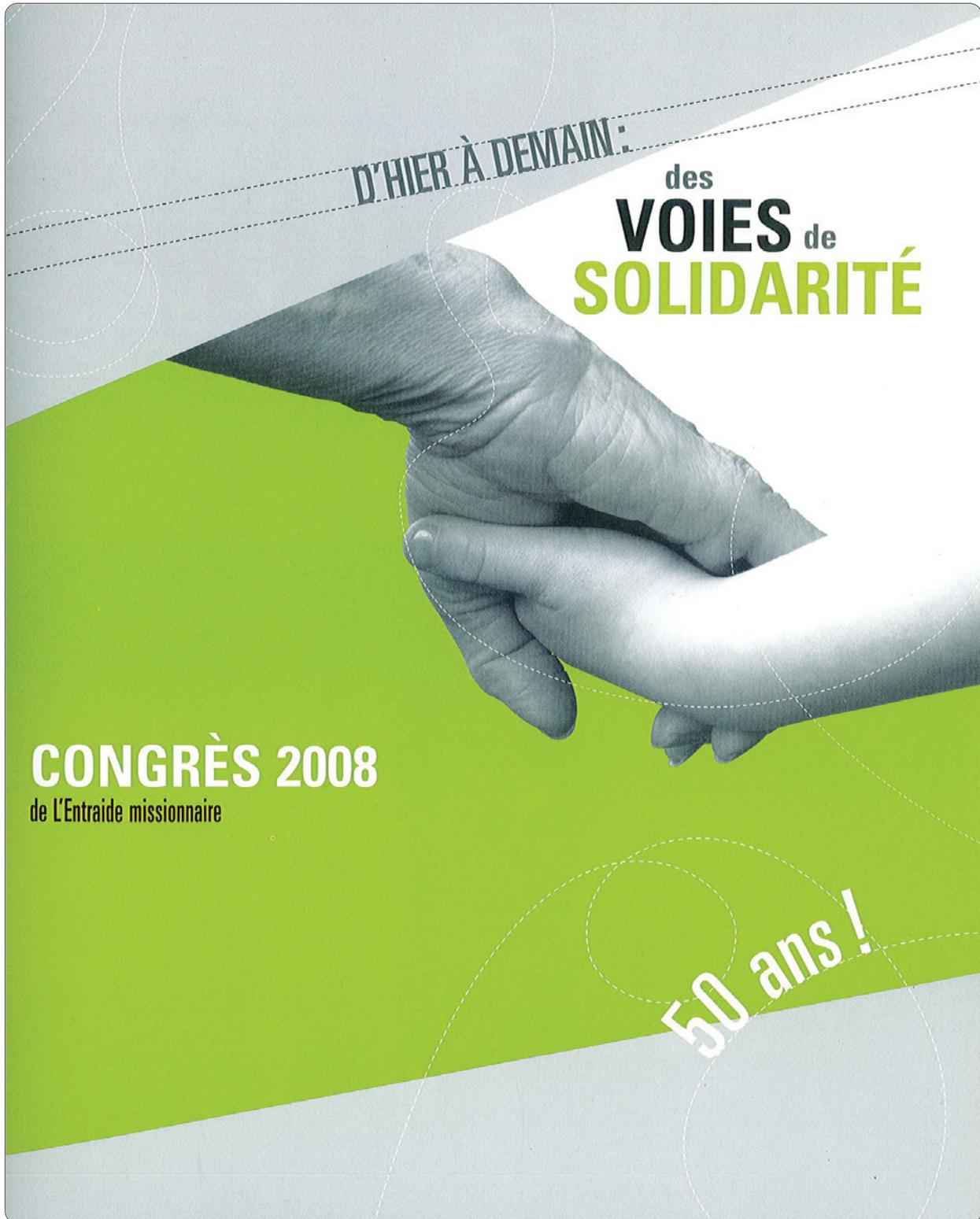
Souhaitons que le présent congrès offre un espace de réflexion et de débat sur la contribution des mouvements de résistance dans la recherche d'alternatives pour créer un monde plus juste et plus égalitaire. *Un autre monde est possible. À nous de relever ensemble le défi d'oser l'espérance, comme le suggère le dossier de la dernière édition de la revue Relations. Agir et espérer ne s'opposent pas, tous deux émanent du fond même de l'existence humaine. Peut-on vraiment agir sans signer par là une promesse qui engage l'avenir, sans croire au pouvoir d'inaugurer quelque chose de nouveau et de l'accroître?... Dans ces sombres temps, l'espérance est une faible lueur, petite lanterne qui vacille au dessus de nos têtes. Elle ne perce pas la nuit noire. Cependant, elle est d'une aide précieuse, pour garder le cap « humanité »... Elle a tout à voir avec le souffle... (Relations, Oser l'espérance, août 2007).*

À la fin de ce mot d'ouverture, permettez-moi de remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce congrès :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Lyne Marleau, Denis Tougas avec l'appui de Jeannette Uwantege
- les conférencières et conférenciers invitéEs : François Polet, Irene León, Ousmane Wora Diallo, Denise Couture, Raphaël Canet et Lynda Champagne
- l'animatrice du congrès : Julie Perreault
- l'équipe de la célébration : Jeannette Beaulieu, Micheline Brisson et Jean Greffard
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité
- l'équipe de la Librairie Paulines
- l'équipe technique
- les sociétaires de L'EMI, l'organisme Développement et Paix, les Œuvres du Cardinal Léger pour leur indispensable soutien financier
- chacune, chacun de vous pour votre intérêt et votre participation.

Le congrès 2007 est ouvert! Bon congrès!

CONGRÈS 2008



D'HIER À DEMAIN : DES VOIES DE SOLIDARITÉ

Congrès 2008

Défendre les droits humains : pourquoi au juste?

Gerardo Aiquel

Chemin vers la dignité

Michel Frenette

La défense des droits des femmes après le 11 septembre

Luz Piedad Caicedo

Le monde en mal de justice et de paix

Suzanne Loiselle

Une mondialisation déniée de justice sociale est vouée à l'échec

Antoine Sfeir

Mondialisation

Denis Tougas

La mondialisation vécue à la base - Le pire serait-il à nos portes?

Rigobert Minani

Théologies de la libération et théologies contextuelles

Denise Caron

Le rôle créateur des minorités dans l'Église

Gregory Baum

De la théologie de la libération à la libération de la théologie

Ivone Gebara

D'HIER À DEMAIN : DES VOIES DE SOLIDARITÉ

Bonjour à chacune, à chacun,

Bienvenue au congrès 2008! Ce congrès s'ouvre en pleine saison cyclonique. Fay, Gustav, Hanna ont touché durement les Caraïbes, principalement Haïti, fauchant des vies, déplaçant des populations, submergeant villes et villages. À l'autre bout du monde, les éléments de la nature se déchaînent en Inde. L'actualité internationale connaît aussi d'importantes secousses. Les événements des derniers mois en sont un dur rappel : les « émeutes de la faim » qui ont éclaté un peu partout, en Haïti, au Bangladesh, en Égypte, au Mexique ou en Côte d'Ivoire, le passage dévastateur du cyclone Nargis en Birmanie, l'intervention militaire de la Russie en Géorgie, les nombreuses manifestations pro-tibétaines réprimées à l'occasion des Jeux olympiques à Beijing, la guerre en Irak qui n'en finit pas de s'enliser, l'interminable conflit israélo-palestinien, les bavures de la Coalition internationale en Afghanistan tuant femmes et enfants. Et que dire des luttes sans merci pour la maîtrise de l'eau, de l'énergie ou des matières premières qui apportent leur lot d'expropriations et de pillages en Palestine, en Bolivie ou en Afrique.

Face à l'état actuel du monde marqué par les guerres, par l'extrême pauvreté, par l'insécurité alimentaire, des milliers d'organismes contribuent au Nord comme au Sud, selon leurs moyens, à la construction de rapports plus égalitaires entre les peuples. Bien modestement, L'EMI s'inscrit dans cette histoire de solidarité et je me sens privilégiée de vous accueillir toutes et tous en ce congrès qui marque le 50^e de son histoire.

Dire que L'EMI a 50 ans cette année, c'est vrai. Mais, au sens strict, 2008 marque les 50 ans de l'incorporation de l'organisme (1958-2008). En fait, son histoire est beaucoup plus longue. Dans le *Cahier des Mémoires* de Jean-Marie Poitevin, PMÉ, publié en octobre 2007, il y a un petit chapitre à propos de son origine dans lequel on retrouve un passage intéressant de sa conférence donnée à l'occasion du 25^e anniversaire de fondation de L'EMI :

... La préparation de la tenue de l'Exposition missionnaire de 1942, dans la basilique en construction de l'oratoire Saint-Joseph, a été le point de départ d'une collaboration intercommunautaire qui n'a cessé de croître... pour en arriver à l'entraide généralisée.

Et Jean-Marie Poitevin de poursuivre :

Si l'Expo 67 (l'Exposition internationale de Montréal) sur la « Terre des Hommes » a donné l'impulsion que l'on sait à la coopération internationale, l'Expo de 1942 a marqué un bon

départ dans la collaboration entre les Instituts missionnaires... Et cette coopération, elle se continue toujours, s'intensifie par L'Entraide missionnaire qui n'a pas fini de grandir et d'entreprendre, en union avec les organismes anciens et nouveaux à l'esprit missionnaire.

L'histoire des origines de L'EMI a connu plusieurs étapes. J'en évoque quelques-unes à grands traits :

- un Comité national d'entraide missionnaire du Canada naît en 1950 et ce Comité, jusqu'alors formé exclusivement de communautés de clercs, décide, quatre ans plus tard, d'ouvrir la participation à toutes les communautés missionnaires (frères et sœurs) et aux laïques;
- le 13 mars 1958, l'organisme obtient de la Législature du Québec les lettres patentes le constituant en entité juridique. L'événement de l'année sera le congrès qui rassemble les missionnaires selon leurs intérêts, par exemple, laïcisme missionnaire, formation et spiritualité missionnaire;
- en 1966, un secrétariat à temps partiel est mis sur pied en réponse aux besoins manifestés par les missionnaires et l'assemblée générale; le secrétariat deviendra permanent en 1969; son premier directeur sera Claude St-Laurent, présent parmi nous en fin de semaine;
- en septembre 1968, il y a exactement 40 ans cette année, a eu lieu le 1er congrès de L'EMI car, jusqu'à ce jour, c'était l'assemblée annuelle qui tenait lieu de rassemblement intercommunautaire au cours duquel divers sujets missionnaires étaient proposés;
- à la fin des années 60, L'EMI participe à l'Exposition permanente de Montréal « Terre des Hommes » afin « d'informer, d'animer et d'éveiller le public à la dimension missionnaire »;
- la décennie 70 sera passablement mouvementée. En 1973, le Conseil des Directeurs décide d'évaluer de fond en comble la raison d'être de l'organisme, ses objectifs, ses préoccupations majeures, sa clientèle, son rayonnement et son état financier. Après de durs débats, les instances optent pour une définition de L'EMI, pour la préservation de son statut autonome et pour la poursuite de son action en fidélité aux chemins ouverts par le concile Vatican II, la Conférence de Medellín (1968) et par le Synode des évêques (1971) qui a reconnu le « combat pour la justice comme une dimension constitutive de l'évangélisation ». Mais les tensions entre l'engagement pour la justice et l'évangélisation n'ont pas cessé pour autant et seront au cœur de la transformation de la mission;
- lors du 25^e anniversaire de fondation de L'EMI en 1983, on s'interrogeait sur l'évolution rapide et profonde de la mission : comment avons-nous pu franchir tant de distance en si peu de temps? La réflexion au cours du congrès annuel s'est faite autour de quatre axes : évangile et libération, foi et cultures, christianisme et autres religions, spiritualité et engagement. La publication d'Une histoire d'avenirs quelques années plus tard rendra compte des transformations profondes de la mission vécues au cours des 25 premières années.

Depuis, le monde a continué de vivre de profonds bouleversements, l'Église aussi. L'EMI n'y a pas échappé. Les activités réalisées au cours des 25 dernières années : congrès annuel, programme de formation, sessions de réinsertion pour les missionnaires de retour, groupe de théologie contextuelle, tables de concertation sur Haïti, le Zaïre devenu la RDC, le Burundi, le Rwanda, le Nicaragua, le Brésil, le Soudan, témoignent des mutations du travail au service de la mission et de la solidarité internationale. Il en est de même pour la participation soutenue de L'EMI à différents réseaux de justice sociale et de solidarité internationale dont l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), le Collectif Échec à la guerre pour l'Irak et l'Afghanistan, la Concertation pour Haïti, le Forum Afrique Canada, le Groupe de travail Non à Pascua-Lama ou le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises.

En partenariat avec ces coalitions et à travers l'animation des concertations, s'est développé un travail quotidien d'analyse sur les enjeux internationaux, en particulier les relations Nord-Sud. L'appauvrissement des personnes et des peuples, les violations massives des droits humains tant individuels que collectifs, les guerres et les génocides, les rapports discriminatoires entre les femmes et les hommes dans les sociétés et les Églises, la mondialisation néolibérale productrice d'exclusions, les défis du dialogue entre les cultures et les religions ont été et sont encore les points d'ancrage d'interventions en matière internationale.

Le travail de formation à la mission et à la solidarité a été maintes fois confronté à des situations de crise dans différents coins du monde : Haïti, Afrique des Grands-Lacs, Amérique latine, Palestine, Irak, Afghanistan, pour ne nommer que ceux-là. La complexité et la durée de ces crises ont exigé de la rigueur dans les analyses et la concertation dans les interventions qui ont jalonné toute l'histoire de L'EMI. Depuis la remise en janvier 1970, par un groupe de missionnaires oblates et de laïcs coopérants, d'un mémoire au gouvernement canadien sur sa politique extérieure envers l'Amérique latine jusqu'aux plus récentes prises de position pour l'aménagement d'un cadre de responsabilité sociale pour les entreprises canadiennes qui ont des opérations dans les pays en développement ou pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan, L'EMI n'a cessé d'intervenir pour un monde plus juste et plus égalitaire. On se souviendra aussi de ses interventions pour une Église plus solidaire et plus démocratique, questionnant la centralisation romaine et la mise au silence de théologues et théologiens de la libération. Ces prises de position ont pris diverses formes : publication de communiqués de presse, signature de pétitions, lettres ouvertes dans les journaux, mémoires présentés au gouvernement canadien, manifestations.

Selon la conjoncture ecclésiale, l'approfondissement des fondements de l'engagement chrétien et missionnaire a pris des formes variées. Mentionnons, entre autres, la réflexion sur l'évolution des théologies de la libération et des théologies contextuelles, les chauds débats sur l'option pour les pauvres comme dimension essentielle de la fidélité évangélique, les rencontres sur les

nouvelles façons de faire communauté inspirées de l'expérience des communautés de base, les sessions sur l'approche féministe de la théologie de la libération et, particulièrement, depuis les événements du 11 septembre 2001, l'espace accordé à la réflexion sur de nouvelles voies de dialogue entre les cultures et les religions.

L'EMI a toujours été un carrefour où se sont rencontrées des personnes venues d'ici et d'ailleurs, de cultures, de spiritualités et de religions différentes. Ce va-et-vient constant a favorisé des déplacements importants dans la compréhension de l'état actuel du monde en mal de démocratie et de paix et a, sans contredit, ouvert des espaces pour réfléchir et intervenir à partir du point de vue des personnes appauvries et exclues de nos sociétés et de nos Églises. De nouvelles façons de s'engager dans le changement ont été confrontées à l'apprentissage d'une citoyenneté responsable, à la richesse du pluralisme culturel et religieux et à l'exercice difficile de la liberté.

Au bout de ce rapide parcours à travers l'histoire de L'EMI, je m'en voudrais de ne pas mentionner son important apport dans la mise sur pied de quelques organismes : le Centre d'études missionnaires qui commence à dispenser des cours à l'automne 58 et qui deviendra en 1967 le Centre d'études et de coopération internationale (CECI), également en 1967, la création de l'Assistance médicale internationale; dans les années 90, le Regroupement québécois des projets missionnaires laïques (RQPML) deviendra le Regroupement des missionnaires laïques (RML) et le Groupe de théologie contextuelle, créé en 1985 à la suite du congrès de Vancouver sur la théologie de la libération, est devenu autonome en 1995 et poursuit ses travaux à ce jour.

Le présent congrès dont le thème est D'hier à demain : des voies de solidarité s'inscrit dans ces 50 ans d'histoire. Pour prendre toute la mesure du chemin parcouru jusqu'à maintenant, le comité de préparation a retenu quatre problématiques jugées importantes parce qu'elles ont marqué des étapes significatives de l'évolution de la vie de l'organisme : 1) la défense des droits humains; 2) le monde en mal de justice et de paix; 3) la mondialisation à l'heure des solidarités et 4) théologies et libération. La réflexion sur ces problématiques et leur actualisation ont été confiées à des personnes-ressources d'ici et d'ailleurs qui, à un moment ou l'autre, nous ont déjà partagé la richesse de leurs expériences et de leurs analyses.

Nous souhaitons que le congrès 2008 soit un moment d'action de grâces pour toutes les réflexions, formations, actions et appuis vécus tout au long de l'histoire de L'EMI et qu'il soit surtout un tremplin pour poursuivre la recherche de voies nouvelles de solidarité car un autre monde est encore possible.

Vous devinez bien que la préparation du 50^e de L'EMI est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui y ont contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas;
- les conférencières et conférenciers invités : Gregory Baum, Luz Piedad Caicedo, Michel Frenette, Ivone Gebara, Rigobert Minani et Antoine Sfeir.

Je me permets d'ouvrir ici une petite parenthèse. Vous avez toutes et tous lu ou entendu que Michèle Pierre-Louis d'Haïti était l'une de nos conférencières invitées, invitation que Michèle avait d'ailleurs acceptée avec beaucoup d'empressement en avril dernier. J'ai pu la joindre récemment pour vérifier ses intentions compte tenu de sa nouvelle situation créée par sa désignation et sa ratification comme première ministre d'Haïti. Vous devinez bien qu'elle m'a confirmé à regret son impossibilité de venir échanger avec nous sur des problématiques actuelles importantes. En raison du long partenariat de L'EMI avec Haïti, vous comprendrez que son absence est bien regrettée, mais nous tenterons d'y remédier le mieux possible.

Je poursuis maintenant la liste des personnes remerciées :

- les membres du comité du 50^e formé d'Annette Legault, Mariette Milot, Normand Breault, Richard Chartier, Claude Lacaille, auxquels se sont joints Céline Martin, Charlemagne Ouellet et Michel Boutot, Félix Boisvert et une équipe d'artistes pour la soirée festive ainsi que Céline Girard et Lorraine Houle pour la célébration;
- la graphiste Fanie Clavette pour le design du dépliant, de la bannière et de la pochette;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité;
- l'équipe à la technique;
- l'équipe de la revue Relations pour la publication, dans sa dernière édition, d'un article sur le 50^e de L'EMI;
- chacune, chacun de vous pour votre présence aujourd'hui.

Enfin, la tenue de ce congrès a été rendue possible grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et de la Caisse Cité-du-Nord de Montréal, des organismes de coopération internationale Développement et Paix, Inter Pares et Les Œuvres Léger, et de la Librairie Paulines. Qu'ils en soient tous chaleureusement remerciés.

Le congrès 2008 est maintenant ouvert!

Bon congrès et bon 50^e!



Rigobert Minani - Denis Tougas



Antoine Sfeir



Ivone Gebara - Denise Caron - Gregory Baum



Luz Piedad Caicedo



Congrès 2008



Congrès 2008

CONGRÈS 2009

LE MONDE
EN **CRISES**

QUELLES VOIES DE SORTIE ?



CONGRÈS 2009

de L'Entraide missionnaire

LE MONDE EN CRISES : QUELLES VOIES DE SORTIE?

Congrès 2009

Une crise globale, multiforme et différente

Jacques B. Gélinas

Crise alimentaire : perspectives africaines

Garder les liens avec la Terre, promouvoir la souveraineté alimentaire

Augusta Henriques

L'appropriation de la productivité écologique : un modèle rentier d'accumulation au Chili

Marcel Claude

De l'urgence d'interroger la civilisation actuelle

Catherine Foisy

Pour une sortie de crise : des alternatives éthiques

François Houtart

LE MONDE EN CRISES : QUELLES VOIES DE SORTIE?

Bonjour et bienvenue à chacune, à chacun de vous,

Au nom de l'équipe de L'EMI, c'est avec grand plaisir que nous vous accueillons à notre rendez-vous annuel. Pour plusieurs d'entre vous, il s'agit de retrouvailles. Pour les personnes dont c'est la première participation, soyez les bienvenues!

Beaucoup d'événements ont marqué l'actualité de la dernière année. Il serait long d'en faire ici la nomenclature. Cependant, l'événement le plus médiatisé, l'élection d'Obama et ses premiers mois à la présidence des États-Unis, ne nous fait pas oublier les guerres menées en Irak et en Afghanistan, l'agression israélienne contre Gaza, les conflits en Afrique, le coup d'État au Honduras, les violations massives des droits humains : arrestations arbitraires, détentions prolongées, tortures. La nouvelle incarcération d'Aung San Suu Kyi, figure emblématique de l'opposition démocratique à la junte birmane, en est un bien triste exemple. Plus près de nous, les politiques conservatrices du gouvernement Harper, son refus entêté de rapatrier le canadien Omar Khadr, seul détenu occidental à la prison de Guantanamo, confirment la perte de crédibilité du Canada en matière de droits de la personne.

Tout cela sur fond de crise globale qui frappe l'ensemble de la planète. Qui n'a pas entendu parler des subprimes, des produits dérivés, des papiers commerciaux, des fonds spéculatifs? Jargon combien rébarbatif pour la plupart d'entre nous! Qui n'a pas appris par les médias les noms de dirigeants d'entreprises qui s'empiffrent de l'avoir de leurs actionnaires? Le financier américain Madoff est évidemment le prototype de ces prédateurs qui ont vidé les tiroirs en faisant miroiter mer et monde. À plus petite échelle, les Québécois Vincent Lacroix, ex-pdg de Norbourg, et Earl Jones, financier sorti de l'ombre, sont de la même trempe. Qui n'a pas été choqué par la mobilisation rapide des gouvernements des pays riches pour concocter des plans de sauvetage à hauteur de milliards de dollars puisés dans les fonds publics pour sauver les banques et les entreprises de leur effondrement? Pourtant, lors de la conférence de l'ONU sur les Objectifs du millénaire tenue il y a exactement un an, ces mêmes gouvernements qui disaient ne pas disposer des ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté, ont soudain trouvé des sommes colossales pour voler au secours de banques ou d'entreprises à la dérive ou carrément en faillite.

Tous ces acteurs, dirigeants d'entreprises, banquiers, chefs de gouvernements, se sont installés dans un monde à part, dans une bulle qui les a écartés de la réalité quotidienne de milliards d'êtres humains dont la vie et la dignité sont constamment menacées. Aujourd'hui, une personne sur sept souffre de la faim. Les fluctuations brutales des prix des produits agricoles sur les marchés

internationaux ont provoqué une importante augmentation de l'insécurité alimentaire. L'accroissement du chômage semble irréversible. Le travail précaire est devenu la norme, surtout pour les femmes, les jeunes, les personnes migrantes. Le Bureau international du travail (BIT) estime que la crise financière mondiale pourrait entraîner la perte de 20 millions d'emplois, le nombre de personnes au chômage atteignant aujourd'hui un record historique de 210 millions.

La crise repose sur les écarts grandissants entre riches et pauvres, sur l'avidité des prédateurs qui ont saigné des entreprises et l'environnement à leurs profits, sur le détournement de l'économie à des fins militaires. Les gouvernements, y compris le gouvernement canadien, ont abdiqué non seulement devant les forces du marché mais aussi en matière de lutte à la pauvreté, de défense des droits, du maintien des services publics, d'aide au développement, de protection de l'environnement. Loin d'être un accident de parcours, la crise engendre des dommages irréparables.

Devant l'échec évident du modèle économique actuel et de ses effets catastrophiques sur les conditions de vie de milliards d'êtres humains, de nombreuses voies s'élèvent. Dans son message destiné aux participants du Forum économique de Davos, le secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Angel Gurría, déclarait que la souffrance et l'angoisse causées par l'actuelle crise économique mondiale ont été causées par une série de faillites massives au cœur des pays les plus développés au monde... Il nous faut maintenant réécrire les règles de la finance et de l'économie mondiale. Pourtant quelques semaines plus tard, au cours de la réunion du G20 tenue à Londres au début d'avril, les chefs d'États et de gouvernements des 20 pays considérés les plus puissants ont choisi, à travers leur déclaration finale, de relégitimer un système pourtant en crise structurelle et de renforcer le rôle de ses institutions les plus contestées : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale (BM), Organisation mondiale du commerce (OMC).

À la veille du G8 de L'Aquila (Italie), le pape Benoît XVI publiait, en juillet dernier, sa troisième encyclique *Caritas in veritate*. S'il ne révolutionne pas la pensée sociale de l'Église, il la réactualise prenant en compte la mondialisation. Tout en défendant l'économie de marché scandaleusement productrice de tant d'inégalités, il administre au capitalisme une leçon d'éthique sociale en pointant, entre autres, les dysfonctionnements de la mondialisation : désordres de l'activité financière, spéculation, corruption, exploitation anarchique des ressources naturelles, délocalisations, chômage, faim, etc. Sans jamais dénoncer le capitalisme, il plaide pour sa régulation et pour une redéfinition du rôle de l'État.

De leurs côtés, les leaders des Conférences épiscopales des pays industrialisés ont rappelé aux pays du G8 qu'ils doivent tenir leurs engagements d'aide aux pays pauvres et réaliser les Objectifs du millénaire. Plus près de nous, le comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du

Québec affirmait, dans son message du 1^{er} mai, qu'il est clair que quelque chose ne tourne pas rond dans notre économie... La présente crise financière démontre de façon éclatante que le laisser-faire gouvernemental est périmé... et que la redistribution de la richesse est une condition indispensable pour un mieux-vivre commun. Ce message est cependant loin d'une remise en question de la concentration de la richesse.

Par ailleurs, des organisations citoyennes vont beaucoup plus loin et condamnent le système financier actuel et revendiquent d'en reconstruire un nouveau. Lors du Forum social mondial (FSM) tenu à Bélem au début de 2009, des associations, syndicats et mouvements sociaux ont lancé l'appel « Pour un nouveau système économique et social. Mettons la finance à sa place! », appel en faveur d'un nouveau système international de répartition des richesses. Le monde n'a pas seulement besoin de régulations mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse.

Les mêmes préoccupations ont été exprimées fortement à l'occasion de la réunion du G20 tenue à Londres par de nombreuses organisations réunies dans le Collectif Nous ne paierons pas pour leurs crises. Ce Collectif a fortement dénoncé le mutisme du G20 sur la croissance incontrôlée des inégalités, sur la dégradation des protections sociales et des équilibres écologiques et l'absence de pistes concrètes pour sortir de la débâcle actuelle.

C'est dans cette mouvance citoyenne que s'inscrit le congrès 2009 sur le thème *Le monde en criseS : quelles voies de sortie?* Dans un premier temps, le congrès abordera la crise financière à laquelle se combinent les crises économique, sociale, alimentaire, environnementale qui affectent profondément les conditions de vie des populations et détruisent la planète. D'entrée de jeu, Jacques Gélinas nous présentera en quoi la crise est à la fois globale et différente des crises précédentes.

En après-midi, deux personnes invitées du Sud, Augusta Henriques de Guinée Bissau et Marcel Claude du Chili, nous guideront dans la compréhension des répercussions de la crise mondiale sur le développement des pays du Sud. Ils nous présenteront deux dimensions de la crise globale, à savoir la crise alimentaire à partir de la perspective d'une femme africaine et la crise environnementale en contexte latino-américain.

Dans la matinée de dimanche, le sociologue belge François Houtart analysera la crise actuelle à partir d'une perspective éthique. En tant que participant aux travaux de la Commission onusienne pour la réforme du système financier et monétaire, il nous partagera l'état des travaux de cette

Commission et les propositions d'alternatives en vue d'une sortie de crise favorable à la majorité des personnes appauvries de ce monde.

Face aux multiples défis actuels, une recherche de nouveaux repères est nécessaire. En solidarité avec toutes les personnes engagées dans la recherche d'alternatives pour l'avènement d'un autre monde possible, nous souhaitons que ce congrès soutienne nos efforts pour un monde plus humain, plus solidaire; qu'il soutienne notre courage d'avancer, et pourquoi pas notre courage de rêver, comme le chante le poète québécois, Richard Séguin.

Vous devinez bien que la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui y ont contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration
- les conférencières et conférenciers invités : Marcel Claude, Jacques B. Gélinas, Augusta Henriques et François Houtart
- l'animatrice du congrès, Catherine Foisy
- les membres du comité de la célébration : Mariette Benoit, Anna Gallant et Nicole Jetté
- la graphiste Fanie Clavette pour le design du dépliant et de la bannière
- l'équipe des bénévoles à l'accueil, aux kiosques de solidarité ainsi que l'équipe technique
- la Librairie Paulines
- le Café Rico pour sa commandite
- chacune et chacun de vous pour votre participation en grand nombre.

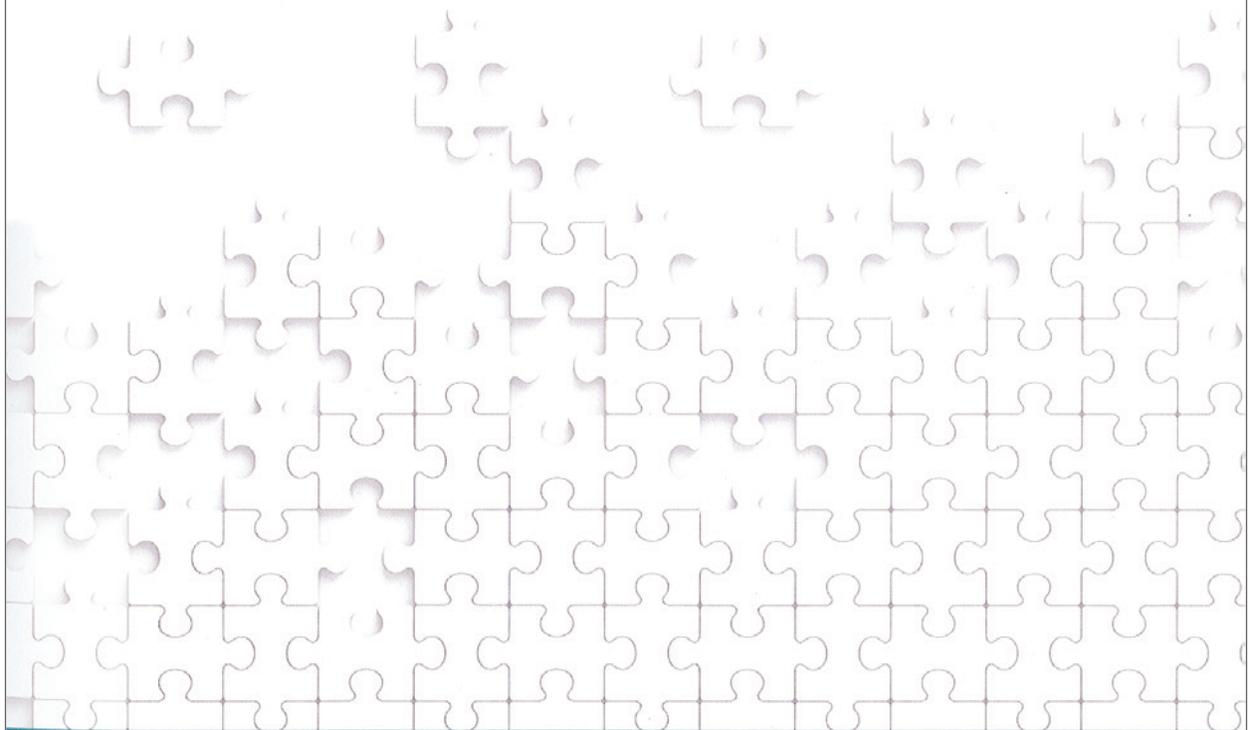
Enfin, la tenue du congrès a été rendue possible grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, des organismes Développement et Paix, Inter Pares et L'Œuvre Léger. Soyez-en tous chaleureusement remerciés.

Le congrès 2009 est maintenant ouvert!

Bon congrès!

CONGRÈS 2010

PAR-DELÀ
L'AIDE INTERNATIONALE :
des **SOLIDARITÉS** à **INVENTER**



CONGRÈS 2010

de **L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE**

PAR-DELÀ L'AIDE INTERNATIONALE : DES SOLIDARITÉS À INVENTER

Congrès 2010

La néo-libéralisation de l'aide au développement : les alternatives sont-elles encore possibles?

Nancy Thede

Séisme-Haïti : cacophonie humanitaire et crise du pouvoir

Lody Auguste

La coopération internationale et l'aide humanitaire en Amérique centrale.

Un bilan controversé. Les cas du Honduras et du Nicaragua.

Angel Saldomando

Solidarité en crise : Une nouvelle solidarité est-elle possible ? Comment la construire ?

Micheline Ravololonarisoa

PAR-DELÀ L'AIDE INTERNATIONALE : DES SOLIDARITÉS À INVENTER

Bienvenue à chacune, à chacun de vous,

Quel plaisir de vous accueillir, au nom de l'équipe de L'EMI, à ce rendez-vous annuel! Soyez toutes et tous les bienvenus, en particulier vous dont c'est la première participation.

D'entrée de jeu, je vous propose un rapide survol de l'actualité des derniers mois dont certains événements mettent à nu le mépris d'élus politiques pour les institutions démocratiques, les droits humains et le bien commun. Heureusement, la résistance citoyenne, quoique fragile, est en marche face aux politiques néolibérales et anti-démocratiques d'ici et d'ailleurs.

Par exemple, lors de la remise du prix Nobel de la paix à Barrack Obama, plus de 10 000 personnes manifestaient à Oslo pour dénoncer l'attribution de ce prix à celui qui, depuis son élection à la présidence des États-Unis, continue la politique guerrière de son prédécesseur en Irak et en Afghanistan. Au moment de la remise du prestigieux prix, le président Obama venait tout juste de décider d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan.

Au Sommet des Nations Unies sur le climat tenu à Copenhague en décembre, le Canada a reçu plusieurs prix fossiles en raison de la fermeture de ses positions. Selon plusieurs observateurs, le Canada, en plus d'avoir l'un des pires bilans en matière de lutte aux changements climatiques, a eu, au cours de la Conférence, l'une des pires positions de négociation. Nombre d'organisations ont dénoncé haut et fort cette position canadienne.

Plus près de nous, lors du G20 tenu à Toronto à la fin du mois de juin, des arrestations massives et arbitraires ont eu lieu et semblent s'inscrire dans une tendance vers la criminalisation de la dissidence au Canada. Plusieurs voix se sont élevées dont celles de la Ligue des Droits et Libertés et d'Amnistie internationale, pour réclamer une enquête indépendante sur la violence des opérations policières. Et que dire du coût scandaleux de la sécurité évalué à plus d'un milliard de dollars selon la vérificatrice générale du Canada pour les trois jours qu'ont duré le G8 et le G20!

Au même moment, on apprenait que, au cours des dix dernières années, le budget du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et celui du ministère de la Défense ont connu des hausses vertigineuses. Un bond scandaleux de 179% au SCRS et de 49% pour les dépenses militaires, hissant le Canada au 13^e rang des puissances militaires du monde, selon un nouveau rapport de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI). À l'évidence, les dépenses militaires au Canada n'ont pas été affectées par la récente récession!

On ne peut en dire autant du financement d'organismes de la société civile voués à la défense des droits et à l'aide internationale. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper est devenu le champion de l'arrêt du financement public d'organismes comme Kairos, Match International, le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), de coupures drastiques dans le Programme de contestation judiciaire du Canada, de Condition féminine Canada et de compressions à la Commission canadienne des droits de la personne.

Plus insidieusement, le gouvernement Harper a pris le contrôle de la direction de l'organisme Droits et Démocratie en imposant à son Conseil d'administration des éléments ultraconservateurs voulant faire de cet organisme l'instrument de sa politique en matière de droits de la personne, ce qui ne manqua pas de provoquer une crise majeure largement médiatisée. C'est sans compter la longue liste de dossiers qui ont révélé au grand jour le mépris outrancier du gouvernement fédéral pour la transparence et le respect des droits de la personne : le cas du jeune canadien Omar Khadr, seul occidental encore emprisonné à Guantanamo ou l'épineux dossier des détenus afghans en sont de tristes exemples. Il en est de même du mépris du gouvernement Harper pour ses propres lois dont celle sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle. D'ailleurs, selon le CCCI, ce gouvernement ne répond en rien à l'esprit de la Loi ni à l'intention du législateur et ne satisfait pas aux trois critères énoncés dans cette dite Loi en ce qui concerne l'aide internationale, à savoir : contribuer à la réduction de la pauvreté, tenir compte des points de vue des pauvres et se conformer aux normes internationales en matière de droits de la personne.

Cependant, plus que le mépris des institutions démocratiques et la militarisation des politiques canadiennes, ce sont des catastrophes naturelles qui ont occupé le devant de la scène. D'abord, le violent séisme du 12 janvier qui a dévasté Haïti, principalement sa capitale Port-au-Prince, Léogane, Petit et Grand Goâve et Jacmel. Les pertes en vies humaines s'élèvent à 220 000 morts. Parmi les 300 000 personnes blessées, 4 000 ont été mutilées. 1,5 millions sont sans abri et regroupés pour la plupart dans des camps de fortune. Les dégâts matériels sont gigantesques. Des symboles de l'État, des églises, des universités, des hôpitaux, plusieurs institutions appartenant à des communautés religieuses, à des organisations non-gouvernementales se sont effondrés. Malgré le déferlement d'un vaste courant de solidarité, d'abord en Haïti, puis dans le monde, le processus de reconstruction se met difficilement sur les rails.

Puis, il y a eu les pluies torrentielles des dernières semaines qui ont provoqué des inondations meurtrières au Pakistan. Vingt millions de personnes ont été directement touchées, soit 12% de la population estimée à 170 millions. De ce nombre, 1 600 personnes sont mortes, 4,6 millions sont maintenant sans abri et 6 millions manquent de nourriture. La FAO confirme qu'au moins 3,2 millions d'hectares de maïs, de riz, de coton et de canne à sucre ont été dévastés. Et la saison de la mousson n'a pas encore dit son dernier mot!

Or, contrairement à 2005 alors que la mobilisation de l'aide avait été immédiate à la suite d'un tremblement de terre au Pakistan, l'aide tarde cette fois-ci à y arriver. Les agences d'aide lancent des cris d'alarme, mais elles peinent à rassembler les fonds pour secourir les populations vulnérables, notamment les femmes et les enfants. La lenteur de la mobilisation internationale au profit du Pakistan est dénoncée de toutes parts, plusieurs observateurs l'attribuant, entre autres, au déficit d'image du pays, souvent associé aux talibans et à Al-Qaïda.

Lors de telles catastrophes, on constate que les élans de solidarité et l'acheminement de l'aide varient d'un cataclysme à l'autre, la couverture médiatique aussi. L'heure est au questionnement. Entre l'urgence et le développement, on fait face à d'énormes défis. Les récents propos de l'écrivain haïtien Lionel Trouillot sont particulièrement troublants quand il affirme que l'humanitaire impose sa richesse, ses objectifs et interdit de penser au développement, au structurant... (*Pays sans porte-voix*, Radio Kiskeya, 2 septembre 2010).

Mais plus questionnant encore, malgré toute l'aide internationale des dernières décennies, les pays « bénéficiaires » ont continué de s'appauvrir, cataclysme ou pas. Comment expliquer que cette aide, dont la finalité première est de lutter contre la pauvreté, n'a pas réussi à ce jour à réduire les inégalités et à faire décoller le « développement » de nombreux pays?

Pas étonnants donc tous ces débats des dernières années sur l'architecture de l'aide internationale et sur son « efficacité ». Dans certains réseaux, on sent l'urgence de repenser le développement et son financement, de démasquer le nouveau colonialisme sous couvert d'aide et de redéfinir le rôle des ONG face aux États et aux entreprises. Tout ce questionnement est soulevé au moment où foisonnent recherches et publications aux titres provocateurs, par exemple : *En finir avec la dépendance à l'aide* de Yash Tandon d'Ouganda, *L'aide fatale* de l'auteure guinéenne Dambisa Moyo, *Pour réduire la pauvreté, mettre fin au développement!* d'Emmanuel Garesus.

Voilà donc dans quel « environnement » a germé la proposition de tenir ce présent congrès sur la thématique *Par-delà l'aide internationale : des solidarités à inventer*. Le déferlement de l'aide qui a suivi le terrible séisme en Haïti a été le déclencheur de nos questionnements sur la finalité de l'aide – tant de l'aide humanitaire d'urgence, que de l'aide au développement – sur ses objectifs, ses acteurs et ses bénéficiaires. Dès ce matin, Nancy Thede nous présentera l'évolution de la coopération internationale des dernières décennies et les multiples aspects de l'aide internationale, tout cela à partir d'une perspective critique.

En après-midi, Lody Auguste d'Haïti et Angel Saldomando du Nicaragua nous guideront dans la compréhension des enjeux de l'aide internationale en contexte de crise et de ses impacts sur le développement ou le « mal développement » d'Haïti depuis le séisme du 12 janvier et des pays

d'Amérique centrale touchés par le passage dévastateur de l'ouragan Mitch. En quoi de telles catastrophes ont-elles été ou peuvent-elles devenir des opportunités pour les pays dévastés?

Dans la matinée de dimanche, Micheline Ravololonarisoa revisitera avec nous la notion de solidarité et ses conséquences sur la construction de nouveaux partenariats à l'échelle mondiale. À partir de ses expériences dans des réseaux de femmes africaines, dans des ONG ou dans une agence onusienne, elle nous partagera l'état de sa réflexion sur la présente crise de la solidarité et nous proposera des avenues possibles pour la transformation des rapports entre les peuples du monde en vue de l'avènement d'une nouvelle humanité.

Alors que l'aide publique au développement est en profonde mutation, que les interventions d'urgence souvent militarisées suscitent la critique, que la coopération entre les pays du Sud s'affirme de plus en plus, nous souhaitons que le présent congrès interpelle nos solidarités et nous invite à en inventer de nouvelles.

Vous devinez bien que la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui y ont contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de la permanence : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas et moi-même, équipe appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration;
- les conférencières et le conférencier invités : Lody Auguste, Micheline Ravololonarisoa, Angel Saldomando et Nancy Thede;
- l'animatrice du congrès, Caroline Boudreau;
- la responsable de la célébration, Renaude Grégoire;
- la conception et la réalisation graphique du dépliant, de la bannière et de la publication, Fanie Clavette, designer graphique;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité;
- le personnel de la Librairie Paulines;
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

C'est grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix, de la Caisse Cité-du-Nord de Montréal, de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Qu'ils en soient eux aussi chaleureusement remerciés.

Au nom de l'équipe, je vous souhaite un bon congrès. Qu'il soit stimulant pour chacune et chacun de vous!

Le congrès 2010 est maintenant ouvert!

CONGRÈS 2011



LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

Congrès 2011
de L'Entraide missionnaire

LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

Congrès 2011

Droits et démocratie : alliés ou adversaires ?

Christian Nadeau

Pour comprendre les mutations dans le monde arabe

Fadi Hammoud

Voix et voies démocratiques en Amérique latine

Marcelo Solervicens

Synthèse du dimanche matin

Francine Néméh

La planète des biens communs publics

Riccardo Petrella

LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

Bonjour,

C'est un plaisir renouvelé de vous accueillir à ce rendez-vous annuel de L'EMI! Au nom de l'équipe, je souhaite la bienvenue, à chacune et à chacun, particulièrement aux personnes présentes parmi nous pour la première fois.

Depuis notre congrès de l'année dernière, l'actualité nationale et internationale a été riche en rebondissements de toutes sortes. Permettez-moi d'en faire un rapide survol.

Pour la première fois de son histoire, le Canada a perdu son pari d'être élu membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, le 12 octobre 2010, la communauté internationale, lors d'un vote sans équivoque, lui a refusé d'accéder au Conseil de sécurité. Comme l'écrivait Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir* au lendemain du vote, *le gouvernement Harper a dû se rendre à l'évidence; désormais, ni l'Afrique, ni l'Europe, et encore moins le monde arabe ne fond confiance à la diplomatie canadienne pour jouer un rôle actif et efficace dans la recherche de solutions aux conflits mondiaux*. Paradoxalement, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a choisi, deux mois plus tard, Stephen Harper pour co-présider, en compagnie du président de la Tanzanie, Jakaya Kikwete, la nouvelle Commission sur la santé des femmes et des enfants, soulevant la colère d'associations de femmes canadiennes et québécoises dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ).

Depuis la mi-mars, le Japon vit à l'heure des catastrophes humanitaires. D'abord, un séisme de force 9 a frappé le nord-est du pays; il a été suivi d'un violent raz-de-marée et de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Les conséquences sociales du tsunami et de Fukushima sont dévastatrices; les personnes évacuées se comptent par centaines de milliers et vivent dans la précarité; nombre de travailleurs et travailleuses, paysans et paysannes ont perdu leurs emplois, les entreprises ayant été détruites ou les terres étant en zone menacée par la radioactivité. Nul ne sait bien jusqu'où la crise nucléaire va s'aggraver et jusqu'où la radioactivité va s'étendre... Même quand les pays frappés sont des puissances économiques, la solidarité est interpellée.

La question du nucléaire est aussi à l'ordre du jour ici même au Québec. En effet, une importante coalition de groupes écologistes, artistiques, scientifiques appuyés par quelques membres du Parti Québécois et de Québec Solidaire, a vu le jour à la mi-mars pour exiger la fin de l'aventure nucléaire au Québec et demander la fermeture de Gentilly 2 tout en mettant de l'avant de nouvelles applications géothermiques, éoliennes et solaires qui sont déjà en mesure de produire des kilowatt/heures, à moindres coûts, risques et désagréments que le nucléaire. Sur d'autres fronts, des coalitions mènent également des luttes importantes comme celles contre le gaz de schiste, la nouvelle loi sur les mines, et j'en passe.

Au printemps dernier, le Canada a connu une période d'élections. Un certain nombre de citoyennes et citoyens ont pu prendre la mesure des reculs démocratiques au pays pendant les cinq années du gouvernement Harper : mépris des institutions publiques, obstruction des comités parlementaires, fausses déclarations à la Chambre des communes, prorogation du Parlement à des fins partisans, décisions prises, comme celle de prolonger la mission militaire en Afghanistan, à l'encontre de la majorité de la population. Lors de ces élections la coalition québécoise

Pas de démocratie sans voix (PDSV), tout comme la coalition pancanadienne *Voices*, ont appelé les organisations membres à faire entendre leurs voix, à dénoncer les positions antidémocratiques du gouvernement Harper et à voter pour des politiques favorisant le changement, la démocratie et le bien commun. Dans sa publication intitulée *les Conservateurs au pouvoir, une attaque frontale contre la démocratie*, la coalition PDSV démontre clairement comment le gouvernement Harper, appuyé par des groupes néolibéraux de droite – voire d’extrême droite – et des mouvements religieux fondamentalistes, a bâillonné les institutions démocratiques du pays et mis en danger les valeurs d’égalité et de justice sociale. On connaît la suite... Un gouvernement conservateur majoritaire est élu, l’opposition officielle est en deuil et trois partis d’opposition se trouvent sans chef... Les puissants lobbys économiques auront tout l’espace souhaité pour faire pression sur les décideurs politiques.

Pourtant, alors que nous baignons dans un climat de grande morosité et que plusieurs de demandent si la démocratie existe encore au pays, il faut reconnaître que 2011 est une année de grandes surprises bouleversant l’échiquier politique international. Depuis le mois de décembre, une vague de démocratisation déferle sur des pays du Maghreb et du Moyen-Orient. En premier lieu, les populations tunisiennes et égyptiennes se sont débarrassées en quelques semaines de leurs dictateurs. Le mouvement de changement s’est étendu au Yémen, en Algérie, au Bahreïn, en Syrie, maintenant en Libye. S’ils n’ont pas tous réussi à faire tomber les régimes dictatoriaux, les soulèvements populaires pour la démocratie en disent long sur les besoins de changement exprimés par les populations concernées.

Des révoltes populaires secouent aussi l’Europe. Pensons au demi-million de personnes manifestant au début juin à Athènes contre les plans d’austérité imposés par les institutions internationales dont le FMI. Puis, en Espagne, de 100 000 à 250 000 personnes sont descendues dans les rues des plus grandes villes du pays pour la manifestation internationale des indignés du 19 juin. À ce jour, ce mouvement des « indignés » continue de manifester dans plusieurs villes européennes pour réclamer des réformes économiques et politiques.

L’irruption dans la rue et dans l’espace public a aussi lieu en Amérique du Sud. Loin des caméras du Nord, les étudiants manifestent au Chili depuis plus de trois mois. Cette effervescence sociale a débouché sur une grève générale les 23 et 24 août dernier. Face à ces révoltes populaires de plus en plus nombreuses et ce, dans divers coins de la planète, plusieurs se demandent si nous ne sommes pas au début d’une importante période de luttes sociales pour une démocratie réelle maintenant.

Cependant, plus que les luttes sociales pour une plus grande démocratie dans le monde, les célébrations entourant le 10^e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 occupent le devant de la scène médiatique ces jours-ci. Peu – pour ne pas dire pas – de place pour la réflexion sur les causes de ces dramatiques attentats et sur les véritables objectifs des interventions militaires qui, depuis ces attentats, ont été menées en Afghanistan et en Ira. Malgré toute cette mise en scène autour du 10^e anniversaire des attentats survenus à New York, la *guerre contre le terrorisme* n’a pas réussi à ce jour à enrayer le terrorisme, ni à démocratiser les pays visés par cette guerre, ni à accréditer, à la face de l’univers, les pays participant aux interventions militaires à des États plus crédibles en matière de démocratie, de recherche du bien commun et de justice internationale.

Le mouvement historique de changement social et politique qui se déroule maintenant en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et la « révolte des indigné-e-s » en Europe et ailleurs, rendent de plus en plus crédible qu’*un autre monde est toujours possible*. Utopiste? Sans doute. Mais il est clair

que les chemins de liberté ouverts par les soulèvements populaires un peu partout dans le monde suscitent beaucoup d'espoirs. Mais on sait que ces espoirs sont bien fragiles comme nous le rappellent les manifestations en cours.

C'est donc dans ce contexte d'une année riche en rebondissements qu'a germé, pour le congrès de cette année, la thématique *La démocratie en question*. Les luttes pour la démocratie que nous venons d'évoquer trop rapidement ont été le déclencheur de nos questionnements sur les processus de démocratisation, tant dans le monde arabe qu'en Amérique latine, en Afrique et ici même au Canada.

D'entrée de jeu ce matin, Christian Nadeau questionnera les rapports entre droits humains et démocratie. Alliés ou adversaires? Il le fera à partir de notre réalité canadienne à l'heure où un important mouvement vise actuellement à combattre une à une les valeurs progressistes qui ont dominé notre vie collective au cours des dernières décennies et à leur substituer les valeurs d'une nouvelle droite. De ce mouvement, Stephen Harper serait l'un des acteurs les plus influents.

En après-midi, Fadi Hammoud, en remplacement de Salima Ghezali retenue en Algérie pour des raisons de santé, nous présentera les récentes mutations dans le monde arabe. Qu'en est-il du soulèvement des peuples tunisien, égyptien, syrien, libyen, etc., face aux régimes autoritaires de leurs pays? Qu'en est-il de leurs revendications et de leurs projets politiques et du rôle des femmes dans ces processus de transition politique?

Quant à Marcelo Solervicens, il nous entretiendra de la place de l'Amérique latine dans le système mondial et des processus de démocratisation en cours dans ce continent où les voix et les voies pour le changement sont multiples et plurielles. Depuis le temps des dictatures, il y a eu des avancées démocratiques qui, par ailleurs, n'ont pas résolu les graves problèmes d'inégalités sociales.

Dans la matinée de dimanche, Riccardo Petrella nous communiquera ses réflexions sur l'évolution du monde actuel marqué par une prédation accélérée de la vie et par la privatisation de biens essentiels, tels l'air, l'eau, la terre mais aussi la santé, l'éducation, le travail, la sécurité, etc. Même dans les sociétés dites démocratiques, le citoyen a été remplacé par l'actionnaire, le consommateur. Notre citoyenneté perdue peut-elle être retrouvée? À quelles conditions? La transformation des sociétés à l'échelle mondiale en dépend. Notre « vivre ensemble » aussi.

Nous ne pouvons pas terminer ce mot d'ouverture sans évoquer la mémoire de Jean-Claude Bajoux, un grand militant haïtien pour la démocratie décédé en août dernier. Responsable du Centre œcuménique des droits humains (CEDH) de Port-au-Prince, il a été l'un des principaux combattants contre la dictature duvaliériste et un des piliers du Forum citoyen pour la réforme de la justice en Haïti. Les luttes contre l'impunité et la défense des droits humains ont motivé sa réflexion et son action tout au long de sa vie. Selon ses proches, *respirer le même air que Jean-Claude Duvalier*, rentré en Haïti en janvier dernier, *lui était devenu insupportable*.

Comme vous le savez si bien, la préparation de ce congrès et le fruit d'un travail d'équipe. Que toutes les personnes qui y ont contribué, d'une façon ou d'une autre, en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe dont je fais partie et bien appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration;
- les conférenciers invités : Christian Nadeau, Fadi Hammoud, Marcelo Solervicens et Riccardo Petrella;

- l'animatrice du congrès, Francine Néméh;
- la responsable de la célébration, Renaude Grégoire;
- Fanie Clavette, graphiste, pour son design du dépliant et de l'affiche;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité;
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines;
- chacune et chacun de vous pour votre indispensable présence.

C'est grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix et de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Qu'ils en soient ici remerciés.

Au nom de l'équipe, je souhaite, à chacune et à chacun de vous, que le présent congrès nourrisse la réflexion sur l'utilité de l'action collective pour réaliser les changements nécessaires et pour faire de nos sociétés des espaces plus démocratisés.

Bon et stimulant congrès! Le congrès 2011 est maintenant ouvert!



Christian Nadeau

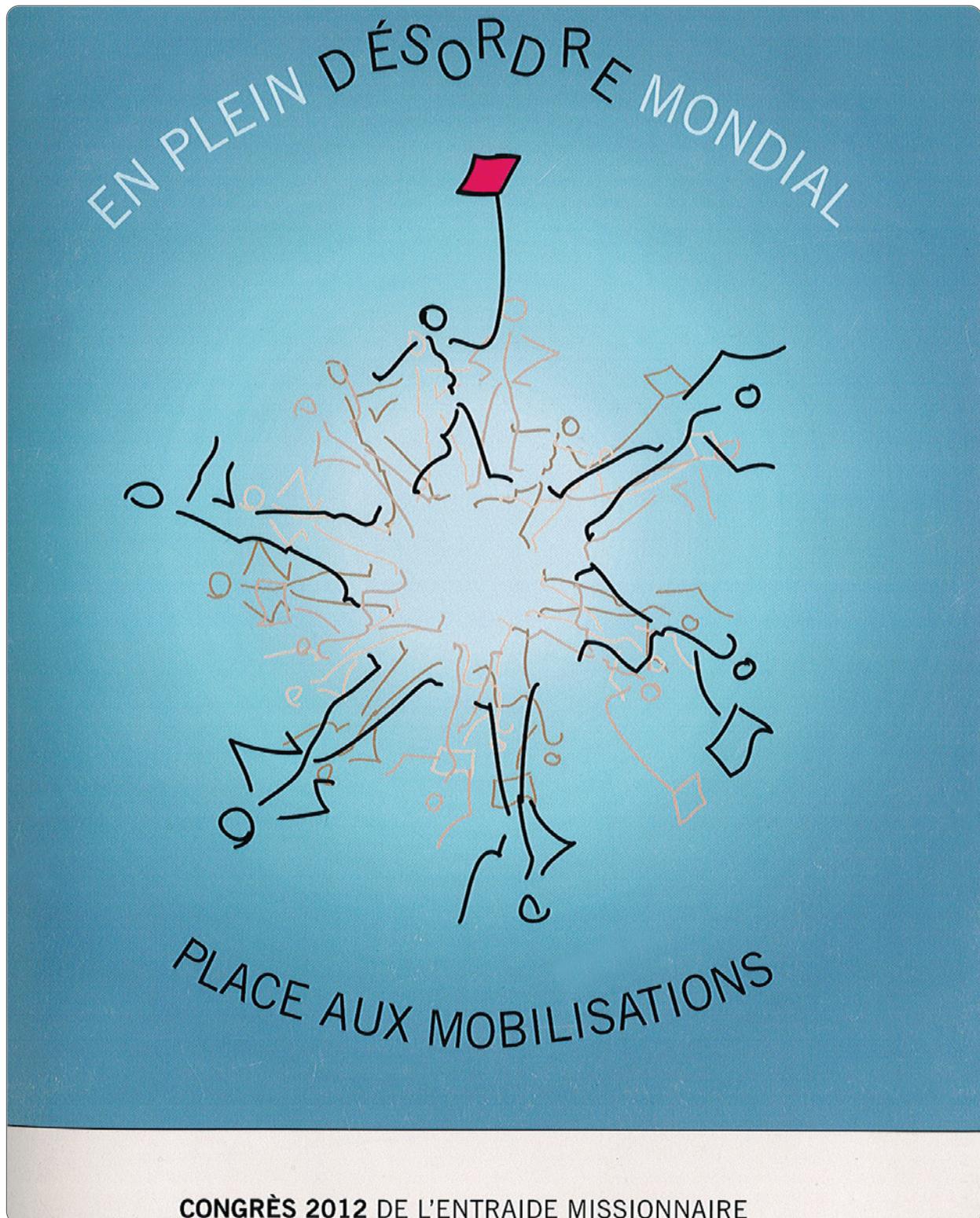


Marcelo Solervicens



Riccardo Petrella

CONGRÈS 2012



EN PLEIN DÉSORDRE MONDIAL – PLACE AUX MOBILISATIONS

Congrès 2012

La dérive destructrice du néolibéralisme. Comment la contrer ?

Rodolphe De Koninck

Qui veut voler les révolutions arabes ?

Rachad Antonius

Du Chili au Québec : des luttes étudiantes solidaires

Martin Movilla

L'opposition à la minière Osisko de Malartic : une mobilisation contagieuse

Nicole Kirouac

Le « printemps érable » : et maintenant ?

EN PLEIN DÉSORDRE MONDIAL – PLACE AUX MOBILISATIONS

Bonjour à chacune et à chacun,

Toute l'équipe vous souhaite la bienvenue à cette autre rencontre annuelle, rencontre qui tient bon an mal an depuis plus de 35 ans...

Le rassemblement de cette année s'ouvre en pleines secousses. Nous sortons tout juste d'une période électorale intense. Bien sûr, on se réjouit de l'élection d'une femme au poste de la plus haute fonction de l'État, une première dans l'histoire du Québec. Aussi le retrait rapide de la vie politique du premier ministre sortant et l'arrivée à l'Assemblée nationale de deux députés solidaires, en changeant la donne, nous rendent un tant soit peu optimistes. Mais l'élection d'un gouvernement minoritaire soulève bien des inquiétudes pour la suite des jours.

D'autres bouleversements d'une ampleur différente surviennent ailleurs. L'actuelle guerre en Syrie cause de nombreuses morts civiles et d'importants déplacements de populations dans la région. À l'instabilité au Paraguay depuis le coup d'État du mois de juin, s'ajoutent les crises en Côte d'Ivoire, au Mali, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). La Russie durcit ses politiques et emprisonne à nouveau ses dissidents et dissidentes. Au plan économique, la débâcle frappe durement des pays tels la Grèce, l'Espagne ou l'Irlande. Là comme ailleurs, les conditions de vie des populations ne cessent de se détériorer, tout comme les services publics et les protections sociales.

Nous nous retrouvons donc en plein désordre à la dimension du monde. Selon une déclaration de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) faite à la fin 2011, *le fossé qui sépare les riches des pauvres dans les pays de l'OCDE est au plus haut depuis 30 ans. Sans stratégie exhaustive de croissance solidaire, le creusement des inégalités se poursuivra.* Si c'est le cas dans les pays de l'OCDE, qu'en sera-t-il des inégalités dans des pays non-membres, les pays du Sud et du Moyen-Orient, par exemple? Pourtant sans changement systémique du modèle économique, comment stopper le creusement des inégalités, la perte massive d'emplois et l'augmentation de la dette publique de plusieurs pays?

Faut-il le répéter... le système économique actuel demeure profondément inégalitaire. Le 1% des plus riches du monde possèdent 13,8% des richesses et 20% des plus pauvres possèdent 1,27% des richesses. Selon Jean Ziegler, ancien rapporteur des Nations Unies sur l'alimentation, *un 6^e de l'humanité est maintenu dans la sous-alimentation. Toutes les cinq secondes, un enfant âgé de moins de 10 ans meurt de faim, 37 000 personnes meurent de faim tous les jours et un milliard sur les 7 milliards que nous sommes sont mutilés par la sous-alimentation permanente... cela sur une planète qui déborde de richesses.*

Pourtant, depuis la crise financière de septembre 2008, 14 000 milliards de dollars ont été dépensés en Occident, selon la Banque d'Angleterre, pour remettre le système financier sur les rails.

D'autres sources citées par Susan George dans le petit bouquin *Où va le monde? 2012-2022 : une décennie de catastrophes* confirment que ce montant est désormais dépassé et atteindrait le chiffre ahurissant de 29 000 milliards de dollars. Les décideurs publics sont plus intéressées à sauver les banques qu'à vaincre la pauvreté...

Heureusement, de plus en plus de citoyennes et citoyens prennent conscience de l'ampleur du désordre mondial dans lequel sont plongés des milliards d'êtres humains et du lien entre la crise des inégalités et la crise écologique. Face à l'appauvrissement des populations et à la dégradation de la planète, fruits d'une croissance économique effrénée, des mobilisations s'organisent. Le Sommet des peuples tenu en juin dernier en marge de la Conférence onusienne RIO+20 en est une bonne illustration. Ce rassemblement de dizaines de milliers de militants et militantes en provenance de différents continents fut un important laboratoire de réflexions sur les causes structurelles des crises actuelles, sur les limites des solutions avancées par l'ONU et par les délégations étatiques à la Conférence de Rio. Du Sommet des peuples ont émergé de nouvelles propositions pour un agenda international des luttes et des mobilisations de la société civile.

À cet agenda, on retrouve le Québec qui vient de vivre d'importantes mobilisations dont la plus inspirante fut sans contredit la lutte étudiante du printemps dernier, lutte connue au-delà de nos frontières. Plus que la revendication contre la hausse des frais de scolarité, les étudiants et étudiantes de niveau collégial et universitaire se sont battus pour un principe : le droit à l'éducation pour toutes et tous. Il s'agit d'un choix de société mettant en perspective l'égalité des chances en éducation, un choix du même ordre que l'accès aux soins pour toute la population. On est loin du discours sur les « enfants gâtés » repris *ad nauseam* par le gouvernement Charest qui n'a pu faire mieux que de les matraquer, les criminaliser par l'imposition de la Loi 12, loi aussi inique qu'injuste. Le manifeste de la CLASSE, *Nous sommes avenir*, porteur des aspirations des jeunes pour l'avènement d'un *autre monde possible*, passé presque inaperçu dans les médias, a été complètement ignoré par les élus politiques. Tous les enjeux soulevés par les organisations étudiantes lors du *printemps érable* ont été, sauf exception, presque entièrement gommés par les partis politiques lors de la dernière campagne électorale.

Pendant ce temps, de l'autre côté de la rivière Outaouais, c'est la valse des compressions budgétaires, des suppressions d'emplois, le sabotage d'organismes tel Droits et Démocratie, les coupures aux organismes de coopération internationale dont celles à Développement et Paix. Loin des caméras, sans débat public et dans la précipitation, le gouvernement Harper a adopté, à la fin de la session parlementaire de juin dernier, le projet de loi omnibus C38 qui remodèle notre pays et ses institutions en modifiant une soixantaine de lois. Et, comme si cela n'était pas suffisant, un autre projet de loi omnibus est en préparation...

Sous le règne Harper, le patriotisme militaire est plus que jamais à la mode; les symboles et les activités à saveur militaire prolifèrent : festival culturel militaire, cérémonie à grand déploiement organisée pour rendre hommage aux soldats canadiens de retour de la mission en Libye, célébrations de la guerre de 1812. Le Canada est devenu l'un des pays les plus dépensiers en matière militaire, consacrant près de 8% de son budget pour ce secteur, selon une note publiée en février 2012

par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS). La Défense nationale semble échapper totalement au couperet des politiques d'austérité. Hélas, la mobilisation de la population canadienne contre de telles politiques destructrices tarde à se manifester... Jusques-à-quand?

Malgré cette apathie face aux mesures rétrogrades du gouvernement conservateur, des mobilisations sont en marche au pays et aussi un peu partout dans le monde pour contrer la dérive des gouvernements : le Mouvement des Indignés, les Forums sociaux mondiaux, les mobilisations étudiantes en sont les meilleurs exemples. Permettez-moi de saluer ici le très courageux mouvement de résistance des religieuses américaines dans leur réponse à la mise en tutelle de Rome imposée en avril dernier à la Conférence du leadership de la vie religieuse féminine des États-Unis mieux connue sous le sigle LCWR. Connaissant la grande contribution des religieuses américaines en faveur de la dignité humaine et de la justice sociale tant à l'intérieur que hors des frontières de leur pays, des témoignages de solidarité en provenance des quatre coins de la planète leur ont été adressés. C'est à la lumière de tous ces mouvements d'indignation populaire qu'a germé la préparation du présent congrès et le choix de la thématique *En plein désordre mondial, place aux mobilisations*.

D'entrée de jeu ce matin, Rodolphe de Koninck analysera la dérive actuelle du néolibéralisme et ses conséquences destructrices sur la vie des populations à partir d'exemples pris à travers le monde, spécialement dans les pays d'Asie qu'il visite régulièrement depuis plus de quarante ans.

En après-midi, Rachad Antonius présentera les enjeux des récents soulèvements populaires dans les pays du Maghreb, en Égypte et maintenant en Syrie. Ces révolutions arabes posent de manière claire les questions de l'égalité, de la démocratie et de la souveraineté de ces pays. Avec lui, nous nous interrogerons sur l'avenir de ces processus de transition politique.

Quant à Martin Movilla, il nous entretiendra de l'évolution et de la portée des luttes étudiantes menées en Amérique latine et au Québec. À partir de stratégies différentes mais porteuses d'objectifs communs, nous verrons en quoi ces luttes contribuent à des transformations sociales significatives.

Dans la matinée de dimanche, Nicole Kirouac présentera ses réflexions sur l'histoire de la lutte de gens de Malartic en Abitibi contre la minière Osisko. Avec elle, nous réfléchirons sur les motivations qui ont poussé la population locale à s'impliquer dans cette lutte et sur les valeurs portées par cette mobilisation devenue contagieuse.

Comme vous le savez si bien, la préparation de ce congrès est le fruit d'un travail collectif. Que toutes les personnes qui y ont contribué en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien appuyée par Jeannette Thiffault à l'administration
- la conférencière et les conférenciers invités : Nicole Kirouac, Rodolphe de Koninck, Rachad Antonius et Martin Movilla

- l'animatrice du congrès, Michèle Asselin
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire;
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

C'est grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix et de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Soyez-en chaleureusement remerciés.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas faire mémoire de deux personnes engagées dans le mouvement de transformation sociale et disparues au cours de l'année. Je pense à la militante syndicale et féministe, Madeleine Parent. Fondatrice avec son compagnon de la Confédération des syndicats canadiens (CSC/CCU) et membre fondatrice du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA/NAC), elle a lutté toute sa vie pour l'équité salariale et pour la défense des droits des femmes immigrantes et autochtones. Nous a aussi quittés au début de l'été Benoît Fortin, frère capucin bien connu de L'EMI et dont l'engagement avec les personnes appauvries d'ici ne s'est jamais démenti. Sa longue et difficile lutte pour la syndicalisation des travailleuses et travailleurs de l'hôtellerie est une source d'inspiration pour nos luttes présentes et futures. La disparition de Madeleine et Benoît a appauvri nos réseaux de solidarité, mais leur héritage demeurera stimulant pour la suite de nos engagements.

Le congrès 2012 est maintenant ouvert! Je vous le souhaite riche en débats et en réflexions. Bon congrès à chacune et à chacun!



Martin Movilla



Nicole Kirouac

NOTRE PLANÈTE EN PÉRIL : L'URGENCE D'AGIR

Congrès 2013

Comment la mondialisation a tué l'écologie
Aurélien Bernier

Les mythes de l'économie verte
Molly Kane

La recherche du « Buen Vivir »
Paul Cliche

Mise en route du dimanche matin
Claire Doran

L'urgence d'un souffle nouveau
André Beauchamp

NOTRE PLANÈTE EN PÉRIL : L'URGENCE D'AGIR

Bonjour à chacune et à chacun,

Bienvenue à ce nouveau congrès annuel! Merci d'y être en si grand nombre! Cette rencontre s'ouvre alors que place la menace d'une intervention militaire contre la Syrie, intervention menée par les États-Unis et possiblement appuyée par de rares pays alliés dont la France. Le conflit qui perdure en Syrie a déjà fait plus de 100 000 morts, près de deux millions de réfugiés dont la moitié sont des enfants et plus de quatre millions de déplacés internes. Comme l'écrivait l'historien Samir Saul, *la guerre en Syrie est un mille-feuille de conflits superposés et enchevêtrés* (*Le Devoir*, 5 septembre 2013).

Cette nouvelle guerre appréhendée et largement désavouée risque de nous faire oublier la périlleuse transition en Afghanistan, l'instabilité permanente de l'Irak, l'interminable guerre en RDC, la récente intervention militaire au Mali et les jeux contestables de l'aide internationale en Haïti. D'autres bouleversements sociopolitiques sont survenus ou surviennent encore en Tunisie, en Égypte, en Grèce, en Turquie et tout récemment au Brésil.

Plus près de nous, au Canada, des décisions rétrogrades du gouvernement Harper affectent, de manière drastique, les politiques publiques et les conditions de vie de la population du pays. On l'a vu dans des domaines aussi diversifiés que les arts et la culture, les médias publics, la recherche scientifique, la politique étrangère et l'aide internationale, la condition des femmes, celle des Premières nations, l'assurance-emploi et l'environnement. Sur ce dossier de l'environnement, le retrait en catimini du Canada de la Convention de l'ONU contre la désertification et de celle contre les changements climatiques lui ont fait perdre toute sa crédibilité sur la scène internationale.

Concernant le Québec, comment ne pas évoquer l'immense tragédie qui a frappé, en juillet dernier, la municipalité du Lac-Mégantic. L'explosion du convoi ferroviaire de la Montreal, Maine Atlantic Railway en plein cœur de la ville a endeuillé cette petite communauté de 6 000 habitants, détruit son centre-ville, contaminé ses sols et déversé plus de 100 000 litres de pétrole brut dans la rivière Chaudière. Cette tragédie a révélé au grand jour qu'il y a des centaines d'autres villages et villes de toutes tailles à travers le Québec, le Canada et les États-Unis qui sont traversés par des trains de wagons de pétrole brut sans contrôle par le ministère fédéral des Transports de ses propres règles imposées pour ce type de transport. La population a raison de s'inquiéter et d'exiger des comptes quand on sait que, cette année seulement, 140 000 wagons chargés de pétrole circuleront à travers le Canada.

Et comme si cela n'était pas assez, on a appris ces jours-ci que des centaines de milliers de litres de mazout lourd ont été déversés la semaine dernière dans les eaux du golfe St-Laurent à Sept-Îles par la minière Cliffs Natural Resources et qu'à Pointe-Claire, près de Montréal, la compagnie Reliance Power Equipment entrepose illégalement des BPC depuis quinze ans, hors de tout contrôle gouvernemental. Comme l'écrivait l'éditorialiste Jean-Robert Sansfaçon, *il existe des dizaines d'autres lieux d'entreposage de produits dangereux au Québec. Que dire, par exemple, des 679 sites miniers orphelins connus dont la décontamination tarde encore après des années d'abandon par ces autres corporate bums de la création-de-la-richesse!* (*Le Devoir*, 3 septembre 2013).

Et que dire du nouveau boom d'exploitation d'énergies fossiles par des multinationales qui tirent profit des sables bitumineux de l'Ouest canadien. L'extraction de ce type d'or noir est réputée plus polluante que celle du pétrole conventionnel, et on en connaît encore mal les dégâts environnementaux à long terme. À quand le jour où les dirigeants et les administrateurs seront jugés et condamnés pour les infractions commises par les entreprises qu'ils dirigent et qui les enrichissent?

Pourtant le temps presse comme le rappelait le cinéaste et écologiste Frédéric Back dans sa lettre ouverte du 27 juin au premier ministre Harper. En voici un extrait :

Vous êtes obsédé par l'économie et le succès de vos monstrueux sables bitumineux, qui empoisonnent tout le Canada et contribuent de manière significative à la fonte des glaces essentielles à la survie de toutes les espèces depuis les montagnes Rocheuses jusqu'au Groenland et au pôle Nord! Une mobilisation générale contre les catastrophes climatiques s'impose! Elle serait exemplaire.

Faut-il qu'une deuxième mer de Champlain vienne noyer les marches du Parlement d'Ottawa pour que vous vous rendiez compte des effets destructeurs de votre politique aveugle et insouciante par rapport au futur de la planète et de vos enfants?

Il vous reste peu de temps pour voir clair et remédier aux effets de vos sinistres décisions militaro-pipelino-économiques à tout prix!

Comme Frédéric Back, de plus en plus de citoyennes et citoyens prennent conscience de l'importance des enjeux sociaux et environnementaux liés à l'activité économique, à l'extraction minière, à l'exploitation d'énergies fossiles. Le mouvement autochtone *Idle No More* (Plus jamais la passivité) nous l'a vivement rappelé au début de cette année. Né à la suite de la grève de la faim de la cheffe Theresa Spencer de la nation Attawapiskat, ce mouvement a clamé haut et fort l'urgence de s'opposer à la volonté du gouvernement Harper de réduire les évaluations environnementales qui retarderaient des projets d'exploration minière et à sa volonté de diminuer le nombre de lacs et de rivières protégés, tout ça dans le but de pouvoir exploiter sans embûches tout le territoire canadien. Tant à l'échelle canadienne que nord-américaine, les sables bitumineux mobilisent des milliers de personnes contre des projets de pipelines devant acheminer le pétrole vers l'ouest, le sud et maintenant vers l'est. À l'occasion du Jour de la Terre, le 22 avril, des milliers de citoyennes et citoyens descendent chaque année dans les rues pour défendre des dossiers environnementaux. Résultat sans doute de plusieurs années de sensibilisation du public.

Bien qu'elle soit de plus en plus mobilisatrice, la défense de l'environnement demeure fragile. Beaucoup de ses défenseurs sont aujourd'hui en danger. Mentionnons à titre d'exemples les militants et militantes du mouvement social pour la sauvegarde de la rivière Sogamoso en Colombie, du Nigerian Rainforest Resource Development Centre (NRRDC) au Nigéria, de la campagne Stop the Wall en Palestine, des Amis de la Terre en Indonésie et de l'Association brésilienne des hommes et des femmes de la mer (AHOMAR). Ces militants et militantes écologistes, et combien d'autres anonymes, sont menacés, arrêtés, tabassés, emprisonnés, voire assassinés alors que des dirigeants d'entreprises qui polluent, de sociétés minières qui contaminent les sols ou de compagnies ferroviaires qui transportent des produits explosifs, demeurent carrément impunis.

Au cours du présent congrès dont le thème est *Notre planète en péril : l'urgence d'agir*, nous réfléchissons sur le modèle néolibéral du développement basé sur la croissance sans limite et sur les conséquences que ce modèle de développement fait subir aux populations et à la planète

[pollution, augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES), ruée vers l'énergie fossile, bouleversement climatique, désertification, destruction des écosystèmes]. Dans une perspective Nord-Sud, la relation entre environnement et développement sera au cœur de nos préoccupations. Le *mieux-être qualitatif* et le *mieux vivre économique* sont-ils conciliables?

D'entrée de jeu ce matin, Aurélien Bernier nous présentera la façon dont l'économie néolibérale a détruit l'écologie. L'écologie serait un domaine dont les pays ont tendance à se soucier « un peu » en période de croissance forte et à oublier en période de crise. La situation actuelle marquée par diverses crises serait-elle si défavorable pour la protection de la planète et pour l'avenir de l'humanité?

En après-midi, Molly Kane nous présentera les mythes de *l'économie verte*. Ce nouveau concept pourrait-il être, selon la prétention de plusieurs, ce remède si efficace aux dangers environnementaux qui nous guettent? Une réflexion sera proposée sur cette dite alternative à la fois recherchée par certaines institutions internationales mais largement dénoncée au dernier Sommet des peuples tenu à Rio en juin 2012.

Quant à Paul Cliche, il nous entretiendra sur le nouveau paradigme de développement, celui du *Buen Vivir*, paradigme légitimé dans les nouvelles Constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). Ancré dans les cultures autochtones des pays andins, le *Buen Vivir* propose l'idée de *vivre bien* comme paramètre de développement et non celui de *vivre mieux*. En quoi ce nouveau modèle de développement se démarque-t-il du modèle de développement capitaliste orienté vers la croissance tout azimut?

Dans la matinée de dimanche, André Beauchamp nous accompagnera dans notre réflexion sur les enjeux actuels du combat écologique devenu indissociable du combat social. Responsables du futur de l'humanité et de celui de la planète, il devient impératif de traiter en même temps des urgences écologiques et sociales. S'engager pour la justice socio-environnementale constitue un nouvel enjeu pour notre mission d'aujourd'hui.

En terminant, je m'en voudrais de ne pas rappeler le 40^e anniversaire du coup d'État au Chili (11 septembre 1973), événement tragique qui a marqué le mouvement de la solidarité internationale au Québec. Très solidaire de la résistance contre la dictature de Pinochet, Marie-Denise Dubois, de la Congrégation de Notre-Dame, qui était parmi nous l'an passé, nous a quittés en mars dernier. Ayant consacré toute sa vie à l'Amérique latine, le souvenir de son engagement continuera de nous inspirer pour la suite des jours.

Enfin un tout dernier pour vous présenter les artisanes et les artisans de ce congrès. Que toutes les personnes en soient ici chaleureusement remerciées :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien secondée par Jeannette Thiffault à l'administration
- la conférencière et les conférenciers invités : Molly Kane, Aurélien Bernier, Paul Cliche et André Beauchamp
- l'animatrice du congrès, Claire Doran
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

C'est aussi grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de vous toutes et tous que la tenue de ce congrès a été rendue possible. Nous vous redisons notre vive reconnaissance.

Le congrès 2013 est maintenant ouvert! Je vous le souhaite bon et stimulant!



André Beauchamp



Aurelien Bernier



Claude Lacaille



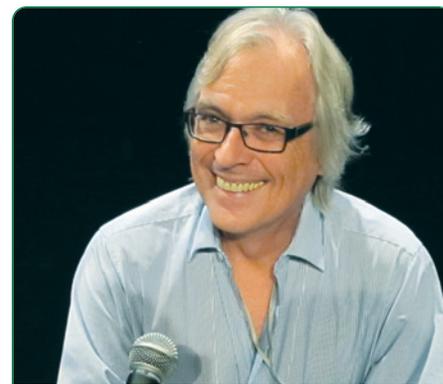
Claire Doran et Matthieu Roy



Elizabeth Garant

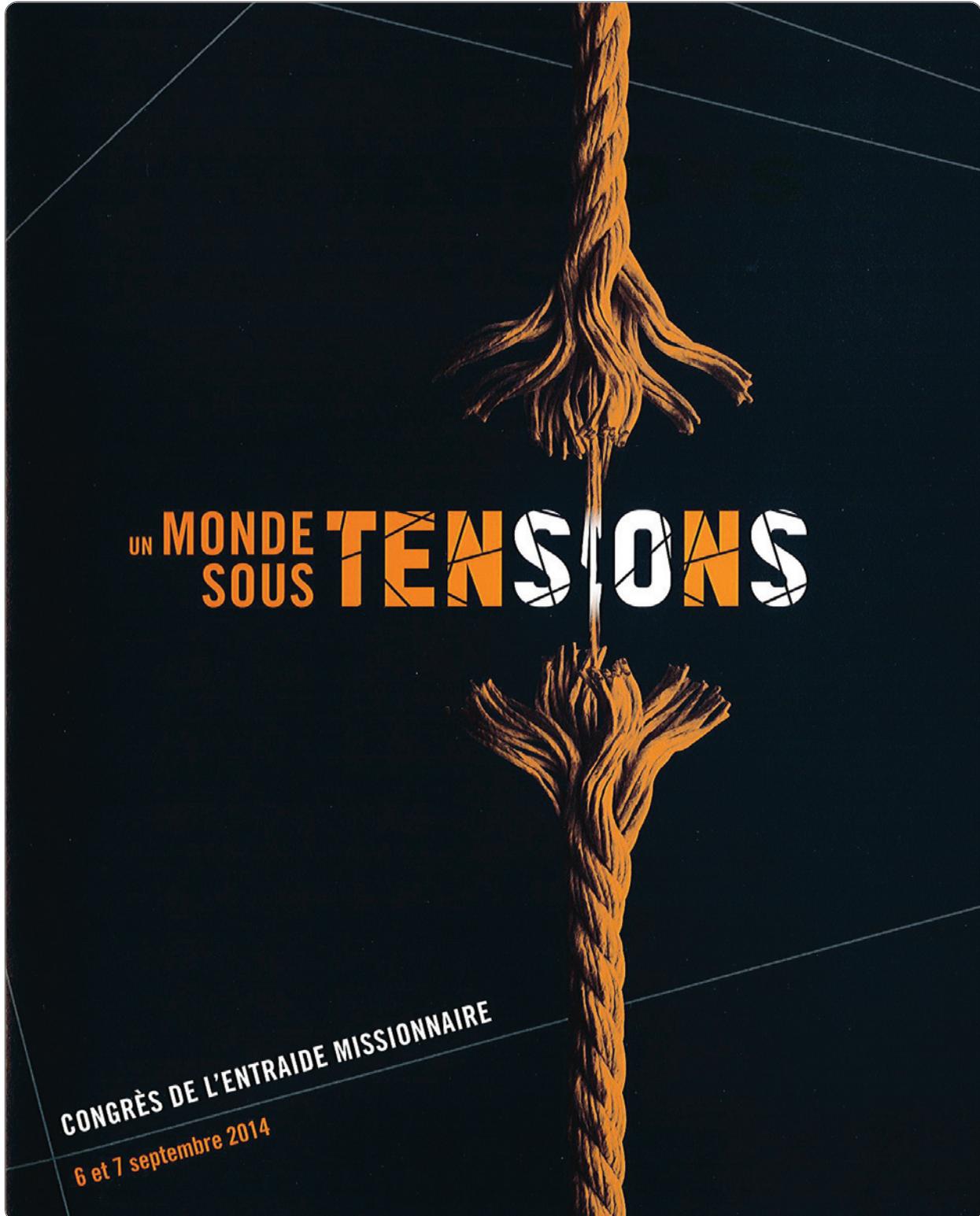


Molly Kane



Paul Cliche

CONGRÈS 2014



CONGRÈS DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE

6 et 7 septembre 2014

UN MONDE SOUS TENSIONS

Congrès 2014

La sécurité mondiale en perte de repères
Anne-Cécile Robert

Révoltes au Proche-Orient : où en est-on ?
Rachad Antonius

Décryptage des crises en République centrafricaine
Arsène Brice Bado

Pour une spiritualité engagée en temps de guerre
Lauren Michelle Lévesque

Congrès 2014

UN MONDE SOUS TENSIONS

Bonjour à chacune et à chacun,

Au nom de l'équipe, je vous souhaite la bienvenue à ce nouveau rendez-vous annuel! Merci pour votre présence fidèle et stimulante! Merci spécial aux personnes qui se joignent à nous pour la première fois.

Le congrès 2014 s'ouvre alors que les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale font la manchette, tant au Canada qu'en Europe. Débutée à l'été 1914, cette guerre devait mettre fin à toutes les guerres. Pourtant, d'aucuns n'ont eu la candeur de croire qu'il n'y aurait plus de guerres! Depuis le carnage effroyable de cette guerre qui a duré quatre (4) ans, les guerres ont continué de plus belle jusqu'à aujourd'hui. Cent ans plus tard, le constat est clair : la conjoncture internationale est gravement troublée et la liste des zones de guerre ne cesse de s'allonger : Afghanistan, Irak, Syrie, Ukraine, Soudan du Sud, République centrafricaine, Gaza et plus encore...

À l'évidence, les guerres ont beaucoup changé en un siècle. Selon Samir Saul, professeur d'histoire à l'Université de Montréal,

*(...) la guerre a un nouveau gabarit... Autrefois, les États se déclaraient la guerre et leurs armées s'affrontaient officiellement et ouvertement. Aujourd'hui, la guerre est permanente et des combattants de l'ombre baroudent secrètement à l'échelle de la planète. Jusqu'à récemment, on avait des conflits armés aux prises des États, avec pour objectif d'imposer sa volonté au pays vaincu. Aujourd'hui, (...) on a des entreprises de déstabilisation visant à miner des États et à renverser des régimes. (...) Plusieurs guerres actuelles sont des opérations de promotion du chaos, basées sur l'espoir qu'il restera circonscrit et n'atteindra pas les commanditaires du chaos. (...) Politique par essence, la guerre l'est aujourd'hui plus que jamais. Cependant, la distinction entre dimension militaire et dimension politique (...) s'estompe au profit d'une grande opacité. Qui fait quoi, aux ordres de qui, commandité par quelle entité de façade, financé par quelle tierce partie, armé par quel auxiliaire? La guerre classique éclatait, la guerre contemporaine s'insinue.
(De 1914 à 2014 – De la guerre détonante à la guerre rampante – Samir Saul, *Le Devoir*, 11 juillet 2014.)*

Cette *guerre contemporaine* s'insinue aussi dans la politique étrangère du gouvernement Harper. Ce n'est un secret pour personne que ce gouvernement accorde une place prépondérante à la guerre, ne ratant jamais une occasion de glorifier l'armée canadienne et ses faits d'armes. L'importance du financement des commémorations de la participation canadienne à différentes guerres, l'intensification actuelle du recrutement militaire au pays, l'omniprésence de l'armée canadienne dans des événements publics, qu'ils soient sportifs ou culturels, sont autant de manifestations du virage militariste de la politique canadienne en matière internationale.

La participation du Canada à la guerre en Afghanistan, son appui logistique aux interventions militaires en Libye et maintenant en Ukraine, son appui inconditionnel à Israël dans sa guerre menée contre Gaza, en font un joueur de plus en plus belliqueux sur la scène internationale. Pire, utilisant le recours à la force et s'ingérant dans les affaires intérieures des États, le Canada contrevient à l'article 2 de la Charte de l'ONU et se comporte comme un membre délinquant de

l'ONU dans le premier but est de *maintenir la paix et la sécurité internationales* (article 1). Après avoir été engagé pendant de nombreuses années dans les missions de paix onusiennes, pas étonnant que la crédibilité du Canada en prenne un coup!

L'heure est venue de renverser la vapeur... Comme le rappelait le président de la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC), Mgr Paul-André Durocher, dans sa lettre publiée le 1^{er} août à l'occasion du 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale, *il ne faut jamais louer, honorer ou célébrer la guerre* et le Canada *devrait maintenir et relever* son rôle dans les missions de sauvetage et de maintien de la paix. Interpellation judicieuse, s'il en est! Alors qu'il y a 20 ans, le Canada fournissait plus de 2 700 personnes aux opérations onusiennes de maintien de la paix, ce qui mettait le Canada dans le peloton de tête des pays contributeurs, le nombre de personnes affectées aujourd'hui à ces missions frôle plutôt les 120, reléguant le Canada au 62^e rang parmi les 123 pays contributeurs. Par ailleurs, dans le contexte politique canadien actuel, alors que le gouvernement conservateur est plus proche de l'OTAN que de l'ONU, accroître le rôle du Canada dans les missions de paix s'avère maintenant une mission quasi impossible... La nouvelle version de la stratégie canadienne de la défense, en attente au Conseil des ministres depuis près d'un an, risque malheureusement de le confirmer.

Conscients de plus en plus de l'horreur des guerres et du mépris de plus en plus affiché par leurs gouvernements pour le droit et les institutions internationales, des citoyennes et citoyens de par le monde expriment haut et fort leur opposition aux guerres et leur volonté de vivre en paix. Le premier Forum social mondial (FSM) thématique pour la paix et la sécurité humaine tenu en juin dernier à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) en est un exemple éloquent. Se déroulant loin des festivités officielles du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, ce Forum organisé sous la responsabilité du Réseau pour la paix de Bosnie-Herzégovine regroupant plusieurs dizaines d'associations du pays, a attiré 2 500 personnes d'une soixantaine de nationalités. La volonté d'en finir avec le militarisme et la course aux armements a été affirmée tout au long de ce Forum et d'une façon particulièrement convaincante par Mairead Maguire, ex-présidente de l'Irlande et récipiendaire du prix Nobel de la paix en 1976. Aussi bien lors de la cérémonie d'ouverture du Forum qu'à la table ronde sur le militarisme, elle a vivement appelé à la dissolution de l'OTAN, à l'abolition du militarisme, à la réforme et au renforcement de l'ONU.

Nous voulons un autre monde dans lequel l'humanité croit que le désarmement et la paix sont possibles... qu'une vision commune d'un monde sans armes, sans militarisme et sans guerres, est indispensable... Il ne peut y avoir de changement réel sans rejet total du militarisme. Si notre rêve commun est un monde sans armes, ni militarisme, pourquoi ne le disons-nous pas? Pourquoi notre silence? Cela fera un monde de différences si nous refusons d'être ambivalents au sujet de la violence du militarisme...

Lors de sa dernière intervention, elle lançait ce vibrant appel : *Faisons que Sarajevo, lieu où la paix s'est terminée, soit le lieu des débuts audacieux de l'appel universel pour la paix à travers l'abolition globale du militarisme.*

Depuis le Forum de Sarajevo, de multiples mobilisations anti-guerre ont eu lieu au plan international. D'abord, celles tenues dans de nombreuses villes de par le monde en soutien à la population de Gaza agressée par Israël pendant 50 longs jours entre le 13 juillet et le 24 août dernier. Aussi, à l'occasion de la tenue du Sommet de l'OTAN, des milliers de militants et militantes anti-guerre et pacifistes participaient, du 30 août au 5 septembre, à un contre-sommet pour protester contre la politique d'expansion militaire de cette Alliance, pour dénoncer les sommes colossales consacrées à la protection des pays membres de l'OTAN et pour exiger de ceux-ci leur retrait de l'OTAN. Sans surprise, nos médias n'en ont dit mot!

Face à un monde de plus en plus sous haute tension, la mobilisation pour la paix tente de se faire entendre un peu partout sur la planète. Le présent congrès nous invite à y réfléchir et à en débattre. D'entrée de jeu ce matin, Anne-Cécile Robert nous présentera les mutations importantes dans les relations internationales d'aujourd'hui, faire la guerre étant devenu un moyen de faire de la politique. À l'analyse des récents conflits dans le monde, on s'interrogera sur ce que sont devenus les instruments et les mécanismes établis par l'ONU pour « sauvegarder la paix et maintenir la sécurité ». Faut-il s'en étonner, ces mécanismes sont de plus en plus ignorés par les pays membres du Conseil de sécurité.

En après-midi, deux zones chaudes retiendront notre attention. D'abord, Rachad Antonius brossera un tableau des principales révoltes qui secouent le Proche-Orient depuis le *printemps arabe*. Que sont devenues ces révoltes aujourd'hui? Qu'advient-il des revendications des populations? Sa présentation tentera d'en faire un bilan et d'esquisser quelques perspectives d'avenir pour la région.

Quant à Arsène Brice Bado, il nous entretiendra du conflit sévissant actuellement en République centrafricaine. Comment comprendre ce conflit? Quelles en sont les principales composantes : rébellions actuelles, faiblesse ou absence de l'État, ingérence étrangère, rivalités pour les ressources du pays, pauvreté de la population? Dans un tel contexte, des voies de sortie de crise sont-elles encore possibles?

En fin d'après-midi, nous visionnerons le documentaire *Paroles de conflits* du réalisateur Raphaël Beaugrand. Avec lui, à vélo, de Srebrenica à Hiroshima, nous roulerons sur les routes de pays en conflits à la rencontre de populations gravement affectées par des combats armés, des répressions féroces, des affrontements ethniques, des violences politiques ou militaires.

Dans la matinée de dimanche, Lauren Michelle Lévesque nous proposera d'imaginer une spiritualité engagée en temps de guerre qui puise son sens dans les transformations sociales et politiques et s'en nourrit. Pour contrer les logiques guerrières et donner une chance à la paix, le recours à des moyens inédits et à de nouvelles formes d'action, telle la création artistique, devient incontournable. Tout un enjeu pour notre mission d'aujourd'hui.

Pour terminer, j'aimerais vous présenter les artisanes et les artisans de ce congrès :

- l'équipe de L'EMI : Gerardo Aiquel, Micheline Malboeuf, Denis Tougas, équipe bien secondée par Jeannette Thiffault à l'administration;
- les conférencières et conférenciers invités : Anne-Cécile Robert, Lauren Michelle Lévesque, Rachad Antonius et Arsène Brice Bado;
- l'animatrice du congrès, Maguy Métellus;
- la responsable du moment d'intériorité, Renaude Grégoire et son équipe;
- Fanie Clavette, graphiste, pour le design des outils de communication;
- l'équipe de bénévoles à l'accueil et aux kiosques de solidarité;
- Jeanne Lemire et le personnel de la Librairie Paulines;
- chacune et chacun de vous pour votre présence.

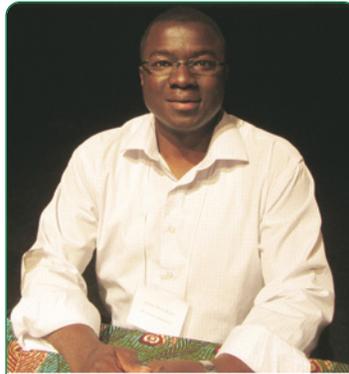
Soyez toutes et tous remerciés.

C'est aussi grâce au généreux soutien financier des sociétaires de L'EMI, de Développement et Paix, de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et de vous toutes et tous que la tenue de ce congrès a été rendue possible. À vous toutes et tous, nous vous redisons notre vive reconnaissance.

Le congrès 2014 est maintenant ouvert! Je vous le souhaite enrichissant et convivial!



Anne-Cécile Robert



Arsène Brice Bado



Lauren Michelle Lévesque



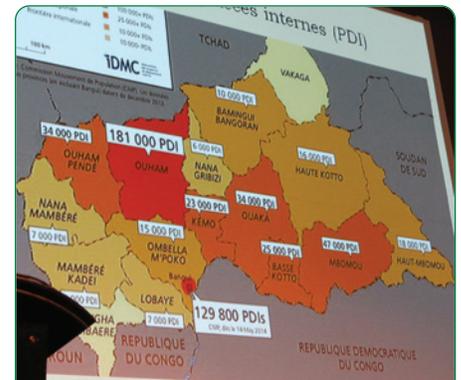
Se joignent aux personnes-ressources, à gauche, Suzanne Loiseau, à droite, Denis Tougas et au dernier rang, Gerardo Aiquel



Rachad Antonius



Participants



RDC

CONGRÈS 2015



DROITS DES FEMMES :
DES LUTTES
TOUJOURS
ACTUELLES

CONGRÈS DE L'ENTRAIDE MISSIONNAIRE
12 et 13 septembre 2015

Des décennies de luttes pour les droits des femmes - Michèle Asselin
Pour mettre fin aux violences sexuelles en RDCongo - Julienne Lusenge
Femmes et conservatismes religieux : perspectives féministes - Marie-Andrée Roy
De la promotion des femmes à la défense de leurs droits - Marie-Paule Lebel

Salle Sylvain-Lelièvre – Collège de Maisonneuve
2701 rue Nicolet (coin Sherbrooke Est), Montréal

DROITS DES FEMMES : DES LUTTES TOUJOURS ACTUELLES

Congrès 2015

Des décennies de luttes pour les droits des femmes – Bilan et perspectives d'avenir

Michèle Asselin

Pour mettre fin aux violences sexuelles en RDCongo

Julienne Lusenge

Femmes et conservatismes religieux : perspectives féministes

Marie-Andrée Roy

De la promotion des femmes à la défense de leurs droits

Marie-Paule Lebel

Congrès 2015

DROITS DES FEMMES : DES LUTTES TOUJOURS ACTUELLES

Surveillez la parution de ce dossier...

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer
sur les presses de Héon & Nadeau ltée
pour le compte de
L'Entraide missionnaire

Graphisme et montage par France Dubuc

*C'est à l'initiative de tous les sociétaires
et grâce à leur appui financier
que cette publication a vu le jour.*

L'Entraide missionnaire

433, boul. Saint-Joseph Est

Montréal (Québec) H2J 1J6

T 514-270-6089

F 514-270-6156

secretariat@lentraidemissionnaire.org

<http://lentraidemissionnaire.org>



**L'ENTRAIDE
MISSIONNAIRE**

